

REPUBLIQUE DE GUINEE



Ministère du Budget

**RAPPORT D’EVALUATION DES DEPENSES
FISCALES**

**ANNEE
2017**

Octobre 2018



Table des matières

SYNTHESE	4
I. INTRODUCTION.....	5
II. DEFINITION ET IDENTIFICATION DES DEPENSES FISCALES	7
A. Définition du système fiscal de référence (SFR).....	7
B. La perte de recettes définitive pour l'Etat comme critère d'identification d'une dépense fiscale.....	11
III. PRESENTATION DES DEPENSES FISCALES POUR L'ANNEE 2017	12
A. Les mesures dérogatoires en 2017.....	12
B. Les dépenses fiscales identifiées pour l'année 2017	13
1. Dépenses fiscales selon le type d'impôt	13
2. Dépenses fiscales selon la source.....	14
3. Dépense fiscale selon l'objectif	15
4. Dépenses fiscales selon les bénéficiaires	16
5. Dépenses fiscales selon le secteur d'activité	16
IV. EVALUATION DES DEPENSES FISCALES	17
A. Périmètre d'évaluation des dépenses fiscales pour 2017.....	17
B. Eléments méthodologiques.....	22
C. Résultats de l'évaluation des DF pour l'année 2017	22
1. Synthèse des résultats par impôt.....	23
2. Synthèse des résultats par texte	24
3. Détail des résultats par mesure	26
V. CADRE INSTITUTIONNEL POUR LE SUIVI ET L'ANALYSE DE LA POLITIQUE FISCALE	40
VI. ANNEXES	42
A. Distribution des recettes fiscales dans quelques pays africains	42
B. Présentation du système fiscal de référence pour l'année 2017.....	43
C. Présentation des dépenses fiscales identifiées pour l'année 2017	44
1. L'Impôt sur le revenu (IR)	44
2. L'Impôt sur les sociétés (IS)	48
3. L'Impôt minimum forfaitaire (IMF)	58
4. L'Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (IRCM)	64
5. Taxe sur la valeur ajoutée (TVA).....	69
6. Droit d'accises (DA)	96
7. Droit de douane (DD)	97

Liste des tableaux

Tableau 1 : Structure des recettes fiscales en 2017.....	5
Tableau 2 : Nombre de mesures dérogatoires par source et par impôt.....	13
Tableau 3 : Nombre de dépenses fiscales par impôt.....	13
Tableau 4 : Nombre de dépenses fiscales par source.....	15
Tableau 5 : Nombre de dépenses fiscales par objectif.....	15
Tableau 6 : Nombre de dépenses fiscales par bénéficiaires.....	16
Tableau 7 : Nombre de dépenses fiscales par secteur d'activité.....	17
Tableau 8 : Nombre de dépenses fiscales évaluées par impôt.....	18
Tableau 9 : Nombre de dépenses fiscales évaluées par source.....	18
Tableau 10 : Nombre de dépenses fiscales évaluées par objectif.....	19
Tableau 11 : Nombre de dépenses fiscales évaluées par bénéficiaires.....	20
Tableau 12 : Nombre des dépenses fiscales évaluées par secteur d'activité.....	21
Tableau 13 : Coût budgétaire des dépenses fiscales évaluées par impôt (hors financement extérieur).....	23
Tableau 14 : Coût budgétaire des dépenses fiscales par régie et par impôt (yc Finex).....	24
Tableau 15 : Coût budgétaire des dépenses fiscales en matière de DD et de TVA associés au financement extérieur.....	24
Tableau 16 : Coût budgétaire des dépenses fiscales évaluées par texte législatif.....	25
Tableau 17 : Coût budgétaire par mesure des dépenses fiscales évaluées en matière d'accises à l'importation et sur les échanges intérieurs	27
Tableau 18 : Coût budgétaire des dépenses fiscales évaluées en matière de DD.....	28
Tableau 19 : Liste des dépenses fiscales évaluées en matière de TVA à l'importation	33
Tableau 20 : Coût budgétaire des dépenses fiscales en matière de DD et de TVA associés aux financements extérieurs.....	38
Tableau 21 : Coût budgétaire des dépenses fiscales en matière d'IS/IMF	39

ACRONYMES

CA : Chiffre d'affaires
CGI : Code général des impôts
CREDAF : Centre de rencontre et d'échanges des dirigeants des administrations fiscales
DA : Droits d'accises
DD : Droits de douane
DF : Dépenses fiscales
DFI : Droits fiscaux à l'importation
DGD : Direction générale des douanes
DNI : Direction nationale des impôts
DNB : Direction nationale du budget
FERDI : Fondation pour les études et recherches sur le développement international
IMF : Impôt minimum forfaitaire
IR : Impôt sur le revenu
IRCM : Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers
IS : Impôt sur les sociétés
LF : Loi de finances
NDF : Non dépense fiscale
NIF : Numéro d'immatriculation fiscale
OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
PIB : Produit intérieur brut
SFR : Système fiscal de référence
SGE : Service des grandes entreprises
SH : Système harmonisé
SI : Système d'information
SYDONIA : Système douanier automatisé
TEC : Tarif extérieur commun
TVA : Taxe sur la valeur ajoutée

SYNTHESE

Dans un contexte sous régional caractérisé par un taux de pression fiscale faible, moins de 15% en moyenne pour les pays d'Afrique au Sud du Sahara, comparée à la moyenne de 33% pour l'OCDE, mobiliser les ressources fiscales devient un objectif principal de politique économique en République de Guinée.

Dans ses efforts pour accroître les recettes fiscales de tous ordres, l'Etat est soumis à des contraintes importantes, du fait de la prolifération des exonérations fiscale et douanières.

Même si les exonérations sont nécessaires, qui pour des raisons d'incitation économique ou sociale, qui pour soutenir certains secteurs fragiles de l'économie nationale, il n'en demeure pas moins que les exonérations fiscales sont devenues trop nombreuses. Elles coûtent parfois excessivement chères financièrement à l'Etat, ce sont des dépenses fiscales. Dépenses fiscales parce qu'elles ont un effet équivalent à une dépense publique normale.

Parfois, il manque de la visibilité dans ce qu'elles coûtent à l'Etat, mais aussi il manque de la visibilité sur la pertinence des mesures dérogatoires accordées car on attend des mesures dérogatoires qu'elles exercent un effet positif sur l'économie, l'investissement, la croissance, etc. Il est donc important d'évaluer l'impact attendu de ces mesures. Dès lors, il devient indispensable de les suivre, d'évaluer leur coût financier et d'évaluer leur impact économique attendu pour mieux les contenir.

En application des dispositions de la Loi organique relative aux Lois de Finances (LORF), le Ministère du Budget produit chaque année, un rapport sur l'évaluation des dépenses fiscales pour l'année du dernier exercice budgétaire clos. A cet égard, le rapport sur les dépenses fiscales pour l'année 2017 accompagne le projet de LFI pour 2019 auquel il sera adjoint et déposé à l'Assemblée Nationale.

Ce rapport annuel sur les dépenses fiscales présentera les évolutions en matière d'exonération et évaluera le coût budgétaire des exonérations accordées au cours de l'année concernée.

L'objectif de ce travail est d'éclairer le législateur sur le poids des dépenses fiscales sur la mobilisation des ressources fiscales.

Dans ce premier rapport sur les dépenses fiscales, élaboré avec l'appui de la FERDI, l'évaluation porte sur les impôts et taxes les plus représentatifs. Il s'agit de l'Impôt sur les sociétés (IS) accompagné de l'impôt minimum forfaitaire (IMF) ; de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les échanges intérieurs ; des droits d'accises sur les produits spécifiques à l'intérieur, pour ce qui concerne la Direction nationale des Impôts (DNI) ; du droit de douane (DD) ; de la taxe à la valeur ajoutée sur les importations (TVA à l'importation) et des droits d'accises à l'importation (DA à l'importation) pour ce qui concerne la Direction générale des Douanes.

Les dépenses fiscales représentent un coût budgétaire important qui mérite un suivi afin de les maîtriser.

Le rapport sur les dépenses fiscales doit servir d'instrument d'orientation des prises de décision en matière fiscale.

I. INTRODUCTION

La majeure partie des pays en voie de développement ont une faible capacité de mobilisation des recettes intérieures. Selon un rapport de l'OCDE¹ (Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques), le ratio entre Impôt/PIB des pays de l'Afrique Subsaharienne était en moyenne de 15% en 2016 alors que celui des pays de l'OCDE (les 36 pays les plus développés du monde) était de 33%. La Guinée est classée dans la moyenne des pays qui mobilisent autour de 15% du produit intérieur brut en recettes fiscales.

Le tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) en 2017 nous révèle une faible mobilisation des recettes fiscales au niveau des taxes directes. La collecte des taxes indirectes reste relativement importante : elles représentent 75,28% des recettes mobilisées. La taxe sur la valeur ajoutée (11,74%) et le droit de douane (17,46%) constituent l'essentiel des taxes indirectes collectées. Les droits d'accises représentent la proportion la plus faible des recettes de l'Etat en 2017 (0,60%). Concernant les taxes directes, elles sont tirées vers le haut par l'impôt sur les sociétés : 12,05% des recettes fiscales totales et 48,75% des taxes directes.

Tableau 1 : Structure des recettes fiscales en 2017

	<i>En milliers de FG</i>	<i>% des recettes fiscales totales</i>	<i>% dans taxes directe/indirectes</i>
Taxes directes	2 995 904 182	24,72%	
Impôt sur les sociétés	1 460 584 878	12,05%	48,75%
<i>dont sociétés minières</i>	532 183 809	4,39%	17,76%
Impôt minimum forfaitaire	44 112 476	0,36%	1,47%
Impôt sur le revenu	1 115 545 182	9,20%	37,24%
Autres	375 661 646	3,10%	12,54%
Taxes indirectes	9 124 610 263	75,28%	
TVA	1 422 952 724	11,74%	15,59%
Droit fiscal à l'importation	2 116 107 250	17,46%	23,19%
Accises	72 191 261	0,60%	0,79%
Taxe sur les produits pétroliers	236 216 466	1,95%	2,59%
Autres	5 277 142 562	43,54%	57,83%
TOTAL	12 120 514 445	100,00%	

Source TOFE 2017

L'évaluation des dépenses fiscales est un exercice important dans le cadre de l'orientation de la politique fiscale en Guinée. D'autant plus que les marges de manœuvres de l'Etat pour accroître ses ressources fiscales deviennent de plus en plus limitées. Par conséquent, il est essentiel de consacrer davantage d'efforts à l'amélioration de la performance de l'administration fiscale ; accroître la base taxable ou augmenter les taux de taxation. Ces deux dernières possibilités ne sont pas dénouées de conséquences sur la politique fiscale et la performance de l'activité économique.

Le présent rapport n'a pas vocation à proposer des suppressions systématiques de dépenses fiscales, mais s'efforce de porter une appréciation sur leur efficacité. En effet l'impact sur les motivations, à l'origine de la création des dépenses fiscales ne sont pas analysées dans le champ de cette évaluation,

¹ OCDE/ATAF/CUA2017 : Statistiques des recettes publiques en Afrique

leur éventuelle suppression doit être envisagée en mesurant leur impact au regard ces motivations. L'analyse dans de ce rapport est plutôt orientée dans le sens de la rationalisation des dépenses fiscales.

L'analyse des dépenses fiscales a comme objectif final d'éclairer la politique fiscale en apportant plus de transparence lors de l'élaboration et du vote des lois de finances². L'élaboration d'un rapport sur les dépenses fiscales doit permettre de susciter des interrogations chez le législateur concernant la portée des textes qu'il légifère en dérogation au droit commun. Il est ainsi un instrument d'analyse des mesures dérogatoires identifiées dans le système fiscal de référence.

La notion de dépense fiscale est subjective et peut être définie de plusieurs façons. Par nature, elles visent à encourager chez les agents économiques, un comportement plutôt qu'un autre. La méthodologie adoptée pour cette évaluation implique deux démarches :

- L'inventaires de l'ensemble des mesures dérogatoires : identifier celles qui sont dépenses fiscales et évaluer leur coût budgétaire.
- L'appréciation de la pertinence des mesures fiscales dérogeant à la norme quant aux objectifs recherchés : ces objectifs peuvent être de nature économique pour attirer les investissements directs étrangers (IDE) ou le développement de certains secteurs, de nature sociale par l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages les plus pauvres, ou encore de nature environnementale.

L'identification des dépenses fiscales s'est faite par rapport aux grands impôts d'Etat collectés par la Direction Nationale des Impôts (DNI) et la Direction Générale des Douanes (DGD) :

- Concernant la DNI : l'impôt sur le revenu – IR, la taxe sur la valeur ajoutée – TVA, l'impôt sur les revenus de capitaux mobiliers – IRCM, l'impôt sur les sociétés – IS, la retenue sur les salaires – RTS, l'impôt minimum forfaitaire – IMF et les droits d'accises – DA.
- Concernant la DGD : la TVA à l'importation et le droit fiscal à l'importation qui est devenu le droit de douane – DD en 2017.

Ce deuxième exercice d'évaluation des dépenses fiscales en Guinée, suit la méthodologie et le plan adoptés dans le rapport de 2016. D'abord la définition des principes généraux visant à identifier les dépenses fiscales, la présentation des dépenses fiscales pour l'année 2017, et leur évaluation.

² Comme la plupart des pays qui évaluent régulièrement les dépenses fiscales, le rapport d'évaluation fait partie des annexes du projet de loi de finances

II. DEFINITION ET IDENTIFICATION DES DEPENSES FISCALES

Une dépense fiscale (DF) peut être définie de plusieurs façons et chaque définition correspond à une méthode d'évaluation. Selon l'OCDE, une DF est un transfert de ressources publiques résultant d'une réduction des obligations fiscales relativement à une norme. Elle est une alternative à la dépense publique, ayant les mêmes effets pour la catégorie d'agents économiques concernés par une dépense directe. Selon le guide méthodologique du CREDAF³ de 2015 sur l'évaluation des dépenses fiscales, les DF sont des mesures incitatives qui impactent significativement le budget de l'État, qui renonce volontairement à une partie de ses recettes fiscales pour soutenir le secteur productif ou social.

La définition proposée par l'OCDE (2010) précise deux conditions qui caractérisent une DF :

- Un écart par rapport à la norme fiscale (le système fiscal de référence) – qu'il convient de définir.
- Une perte de recettes pour l'État.

Ainsi, toutes les mesures dérogatoires ne sont pas des dépenses fiscales. Certaines mesures dérogatoires peuvent être intégrées au système fiscal de référence (SFR), ce qui les exclut automatiquement de la liste possible des dépenses fiscales. Concernant les mesures dérogatoires restantes (hors SFR), seules celles qui génèrent une perte de recette définitive peuvent être considérées comme dépenses fiscales.

Les DF prennent des formes diverses, qui varient d'un pays à l'autre. Les principales DF sont les exonérations d'impôts, de taxes ou de droits de douane (modification de l'assiette imposable), la réduction de leur taux, des abattements supplémentaires, des crédits d'impôt ou la création de charges fictives déductibles (amortissements accélérés, par exemple).

La définition ci-dessus comporte des ambiguïtés : en pratique, la frontière, pour une mesure donnée, entre ce qui doit être considéré comme une dérogation et ce qui peut être tenu pour une simple modalité d'application du droit commun donne souvent lieu à discussion.

A. Définition du système fiscal de référence (SFR)

L'identification des dépenses fiscales revient à établir une distinction, dans les dispositions fiscales en vigueur, entre celles qui relèvent d'un système fiscal de référence et une série de dispositions qui dérogent à ce système. L'étape de définition du SFR est préalable à l'évaluation proprement dite.

La définition du SFR permet d'identifier, à partir de l'inventaire de l'ensemble des mesures fiscales dérogatoires, celles qui s'écartent de la norme fiscale retenue par les autorités. Toutes les mesures dérogatoires ne sont pas des dépenses fiscales : seules les dispositions fiscales qui s'écartent de la norme (SFR) peuvent être des dépenses fiscales.

L'évaluation des dépenses fiscales en Guinée pour l'année 2016 élaboré par la FERDI a servi de repère dans le cadre de ce rapport. L'analyse des grands principes (qui n'ont pas évolué entre 2016 et 2017), reste conforme à celle du rapport de 2016. Selon la FERDI, deux approches sont envisageables pour définir le SFR : une approche normative et une approche dite « positive ».

³ CREDAF : Centre de rencontre et d'études des dirigeants des administrations fiscales

L'approche normative consiste à prendre comme référence, ce que devrait être idéalement la taxe dans sa conception la plus stricte (norme théorique) ou le système fiscal visé par la politique fiscale⁴ et allant dans le sens des meilleures pratiques.

En l'absence de normes fiscales reconnues au niveau international, **l'approche positive** basée sur la législation existante de droit commun est celle qui est le plus souvent choisie.

La plupart des pays africains qui ont commencé à évaluer leurs DF (pays de l'UEMOA, Cameroun, Mauritanie...), ainsi que les pays d'Amérique latine (CIAT, 2011), ont décidé de définir leur SFR sur cette base. C'est également le choix pragmatique présenté dans le Guide méthodologique pour l'évaluation des dépenses fiscales du CREDAF (2015).

Il est aussi observé que dans le cas d'une zone d'intégration régionale, les États membres doivent tenir compte des dispositions communautaires adoptées en matière fiscale qui doivent être respectées dans la définition de leur norme fiscale. C'est notamment le cas, lorsque la transcription des directives communautaires n'a pas été faite dans la législation nationale.

La dichotomie entre les deux approches normative et positive est à relativiser. En effet, au sens strict, une analyse positive est affranchie de tout jugement de valeur et se contente de rendre compte de « ce qui est », de manière descriptive. L'approche normative des dépenses fiscales se base sur un SFR idéal, celui qui « devrait être ». En cela, elle est parfaitement normative. Au contraire, ce que l'on appelle « approche positive » ne peut l'être parfaitement. En effet, bien qu'il se base sur la législation existante, l'exercice de définition du SFR et donc, par conséquent, de détermination des dépenses fiscales comporte alors aussi nécessairement une part de normativité : les autorités nationales décident, sur la base de l'existant, de considérer ou non comme « normale » une mesure dérogatoire non prévue par un accord international et qui engendre une perte de recettes. Il s'agit donc, avant tout, d'une approche pragmatique de la détermination des dépenses fiscales qui se base sur l'existant et non sur un système fiscal fictif considéré comme « idéal ». Il convient enfin de noter que l'absence de texte législatif, réglementaire ou administratif implique également un arbitrage dans la mesure où il faut entériner ou non une pratique acceptée, sorte de droit coutumier.

Il n'existe pas de consensus sur la définition du SFR, ni sur le niveau de détails requis même si l'approche positive est choisie pour sa définition. C'est un exercice national basé sur un système spécifique de droit commun et qui requiert parfois des arbitrages politiques, ce qui rend difficile les comparaisons internationales en matière de coût des dépenses fiscales.

Toutefois, le SFR est généralement défini à partir des éléments ci-après : (i) le régime général de l'impôt tel que décrit dans le Code général des impôts (CGI), les lois de finances (LF), le tarif et le Code des douanes, (ii) les mesures dérogatoires considérées comme « normales » par les autorités, (iii) les accords internationaux multilatéraux qui s'imposent aux États, (iv) les accords régionaux, (v) les accords bilatéraux.

- i. Le SFR s'appuie sur tout ou partie du régime général. Il doit être déterminé séparément pour chaque impôt, droit et taxe et indiquer trois principaux éléments : (a) l'assiette ; (b) le taux ; et (c) le seuil d'assujettissement en matière de TVA⁵. Dans le cas où un barème d'imposition progressif est utilisé pour un impôt sur le revenu ou un impôt sur les revenus salariaux, ce dernier fait partie du SFR, sinon c'est le taux plein qui est utilisé. En général,

⁴ L'exemple de la contribution foncière unique – CFU qui est le regroupement de quatre types d'impôts : la patente, la contribution foncière sur le bâti, la contribution foncière sur le non bâti.

⁵ D'après le guide méthodologique pour l'évaluation des dépenses fiscales (CREDAF, 2015), la prise en compte du seuil se justifie si on opte pour une approche positive du SFR basée sur la législation de droit commun.

le barème est inclus dans le SFR : la progressivité de l'impôt est retenue comme la norme fiscale. En revanche, les dispositions visant à favoriser certains contribuables en particulier, ne sont pas, en principe, intégrées dans le SFR. C'est par exemple le cas pour les abattements d'impôt pour personnes à charge accordées aux salariés. En matière de droit de douane, le tarif extérieur commun (TEC) en vigueur dans le cadre de l'union douanière de la CEDEAO constitue la norme de référence depuis le 1er janvier 2017. Il est toutefois logique de considérer les différents taux de droit de douane variables selon des catégories de produits bien définies, y compris le taux zéro, comme faisant partie du SFR.

- ii. Le SFR peut aussi tenir compte de choix politiques nationaux. Les autorités peuvent en effet décider de considérer comme « normales » certaines mesures dérogatoires, par exemple dans le cadre d'une politique de soutien à un secteur particulier de l'économie tel que la santé ou l'éducation. Il convient toutefois de noter que considérer ce type de mesures comme inclus dans le SFR implique de renoncer à chiffrer leur coût⁶, et par conséquent à estimer le montant de la dépense directe qu'il aurait fallu consentir pour obtenir le même effet, et *in fine* à évaluer leur efficacité par rapport à l'objectif initialement visé. Pour cette raison, il est préférable d'intégrer ce type de mesure dans les dépenses fiscales. Une mesure s'écartant de la norme fiscale, c'est-à-dire hors SFR, peut être politiquement et/ou socialement justifiée, l'estimation des dépenses fiscales ne vise pas systématiquement la suppression de la mesure dérogatoire accordée, mais la transparence et l'appréciation de son impact.
- iii. Le SFR doit également intégrer les engagements internationaux qui entraînent des mesures dérogatoires acceptées à l'échelle internationale. Ainsi, ne sont généralement pas considérées comme des dépenses fiscales l'ensemble des exonérations explicitement prévues par les textes internationaux, tels que la Convention de Kyoto (1973, révisée en 1999), la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques (1961), la Convention de Vienne sur les relations consulaires (1963), la Convention de Chicago relative à l'aviation civile internationale (1944), l'Accord de Florence (1950) et son Protocole de Nairobi (1976) pour l'importation d'objets à caractère éducatif, scientifique ou culturel, etc... Souvent, une relecture de ces conventions est nécessaire pour apprécier les dispositions précises à intégrer dans le SFR. Néanmoins, lorsqu'il s'agit de recommandation, les autorités peuvent choisir de considérer les exonérations recommandées par les textes comme des dépenses fiscales : c'est le choix qui a été fait en Guinée concernant les objets destinés à un exercice de culte, en dépit de la Convention de Kyoto révisée.
 - a. L'article 36 de la Convention de Vienne prévoit l'exonération des droits et taxes pour les objets destinés à l'usage officiel de la mission, et les objets destinés à l'usage personnel de l'agent diplomatique ou de sa famille. Selon l'article 1 du même texte, l'agent diplomatique « s'entend du chef de mission ou d'un membre du personnel diplomatique de la mission », c'est-à-dire d'un membre du personnel ayant la qualité de diplomate. Le statut de diplomate est donc strictement défini et tous les agents travaillant dans une ambassade n'en bénéficient pas systématiquement. Les membres du personnel administratif et technique ne peuvent en bénéficier que s'ils ne sont pas ressortissants de l'État accréditaire ou n'y ont pas leur résidence principale, et seulement en ce qui concerne les objets importés lors de leur première installation

⁶ Le coût de la mesure est censé correspondre au montant de la dépense budgétaire directe qui serait nécessaire pour obtenir le même effet.

- (article 37). Les exonérations concernent généralement les « biens et services à usage officiel ».
- b. L'Accord de Florence, quant à lui, ne prévoit qu'une exonération de droits de douane, et non de taxes indirectes internes.
 - c. Le Protocole de Nairobi exonère de taxes intérieures, une liste très restreinte de produits (documents destinés aux bibliothèques d'intérêt public, ceux de l'UNESCO et des Nations Unies, ceux destinés aux aveugles et autres handicapés, et ceux destinés à favoriser le tourisme).
- iv. Les dispositions fiscales des accords bilatéraux peuvent dans certains cas être intégrés au SFR ou considérés comme des dépenses fiscales. Par exemple, les traités de non-double imposition limitent le pouvoir de taxation de l'État sur certaines transactions internationales. Leurs dispositions visent à éviter la double taxation. Si le taux prévu est celui du régime de droit commun, il n'y a pas de dérogation par rapport au SFR. Dès lors que deux pays s'accordent sur une fiscalité privilégiée par rapport au régime général, la baisse de certains taux d'imposition peut être identifiée en DF⁷ : tout accord bilatéral est en effet susceptible d'être renégocié. Il en est de même, pour les conventions particulières signées entre un État et une entreprise. Le traitement fiscal des projets financés par les partenaires au développement est également ambigu (Caldeira et al., 2017). Depuis 2004, la taxation de l'aide a été officiellement discutée et suggérée dans plusieurs forums internationaux, notamment lors de *l'International Tax Dialogue* (ITD, 2006 et 2007). De nombreux partenaires techniques et financiers ont officiellement pris position en faveur de la fiscalisation de leurs projets, sans pour autant mettre jusque-là, leurs déclarations officielles en application. Les États devraient ainsi envisager d'intégrer la fiscalisation de l'aide extérieure dans le SFR. L'évaluation du coût de cette exonération permettrait d'apprécier l'impact d'une telle mesure, et pourrait inciter les autorités à encourager les partenaires techniques et financiers qui s'y sont engagés à accepter de payer des taxes. Cette option a été retenue en Guinée.
- v. Dans le cas d'un pays appartenant à une zone d'intégration régionale qui prévoit une convergence des systèmes de taxation par une législation communautaire, le SFR doit aussi s'appuyer sur les textes régionaux relatifs à la fiscalité. L'objectif est alors d'évaluer la dépense fiscale, non plus uniquement par rapport à la norme nationale, mais également par rapport à une norme communautaire si elle existe. C'est par exemple, le cas dans une union douanière où le tarif extérieur commun constitue la norme en matière de droits de douane.

Le SFR défini à partir de la législation existante (approche « positive ») n'est pas figé, il évolue avec la politique fiscale et est défini pour une année. Cependant, en dehors des changements du système fiscal de droit commun, il est souhaitable de préserver la stabilité du SFR, c'est-à-dire de ne pas remettre en cause les choix effectués lors des arbitrages politiques nécessaires à sa définition, afin de pouvoir apprécier l'évolution des dépenses fiscales dans le temps.

Le SFR retenu pour l'année 2017 est présenté à l'annexe 2.

⁷ L'exemple de l'accord du 11 avril 1976 entre le Maroc et la Guinée concernant l'exonération de TVA relative à certaines activités du transport aérien

B. La perte de recettes définitive pour l'Etat comme critère d'identification d'une dépense fiscale

Pour être identifiée comme une DF, une mesure dérogatoire hors SFR doit générer une perte de recette **définitive** pour l'État. Les mesures dérogatoires exclues du SFR mais qui n'entraînent pas de pertes de recettes pour l'État selon le principe de l'impôt ne doivent pas être identifiées comme des dépenses fiscales.

Sur ce point, il est nécessaire de rappeler que la qualité du contribuable doit être prise en considération ainsi que le fonctionnement « normal », « théorique » ou « attendu » de chaque impôt. Par exemple, les exonérations accordées à l'État sont neutres en termes budgétaire, puisque le paiement de l'impôt par une entité publique correspond à une inscription en recettes et en dépenses d'un même montant : c'est un simple jeu d'écritures. Elles ne peuvent donc pas être considérées comme des dépenses fiscales puisqu'elles n'impliquent pas de perte « réelle » de recettes (recettes *cash*). Inversement, l'utilisation d'un mécanisme comptable pour gérer la prise en charge par l'État du paiement des droits et taxes, ce qui revient à une exonération, doit être pris en compte dans l'évaluation des dépenses fiscales. C'est le cas en Guinée des Chèques Trésor série spéciale (CTSS) émis pour le paiement des taxes relatives aux projets financés sur ressources extérieures. Les montants effectivement utilisés pour payer les taxes indirectes aux impôts et à la douane ne sont pas des recettes réelles (*cash*) mais des dépenses fiscales.

En matière de TVA, les exonérations de biens d'équipement et d'intrants accordées à des assujettis ne sont pas des dépenses fiscales du simple fait que dans sa conception théorique, la TVA repose uniquement sur la consommation finale. La TVA payée en amont par les entreprises assujetties est déductible. Ainsi, ces exonérations de TVA n'impliquent pas de perte de recettes définitives. Ces entreprises continuent à collecter la TVA sur leurs produits finaux ou leurs prestations de services. La TVA reversée à l'administration fiscale (TVA intérieure) sera d'autant plus élevée que les entreprises bénéficient d'exonération de TVA sur leurs importations (TVA en douane). En revanche, toutes les rémanences de TVA subies par les entreprises assujetties devraient logiquement être considérées comme des dépenses fiscales négatives (*cf. encadré 1*).

Encadré 1 : Notion de dépenses fiscales négatives

Certaines dispositions du système fiscal de référence pourraient être interprétées comme des dépenses fiscales négatives, puisqu'elles se traduisent par une augmentation de recettes. Cette notion n'est en général pas retenue dans les rapports d'évaluation des dépenses fiscales en dépit de son importance sur l'appréciation du bien-fondé ou non de certaines dispositions. Ainsi, en matière de TVA, toutes les mesures ou pratiques ayant pour effet de taxer soit des intrants, soit des biens d'investissement d'entreprises assujetties correspondent à des dépenses fiscales négatives. On peut citer par exemples, comme dispositions : (i) la limitation dans le temps du droit à déduction, (ii) l'impossibilité pour les investisseurs d'un certain montant d'avoir accès au remboursement des crédits, (iii) le délai pour demander un remboursement de crédits. Enfin, le non remboursement des crédits de TVA devrait également être considéré comme une dépense fiscale négative, dans la mesure où (1) il va à l'encontre de l'objectif de la TVA qui est de taxer la consommation finale et (2) il augmente indûment les recettes de la TVA en considérant des recettes temporaires comme des recettes définitives.

En dehors des suspensions de droits et taxes indirectes à l'importation accordées dans le cadre des zones franches pour les biens importés non incorporés dans le processus de production, toutes les autres ne sont théoriquement pas des pertes de recettes définitives puisqu'il s'agit d'une suspension et non d'une exonération : les droits suspendus devant être acquittés après une certaine période ou au moment des mises à la consommation sur le marché local. Une suspension de droits et taxes ne peut pas être considérée comme une DF.

III. PRESENTATION DES DEPENSES FISCALES POUR L'ANNEE 2017

A. Les mesures dérogatoires en 2017

Ce rapport présente une analyse sur l'ensemble des mesures dérogatoires du système fiscal guinéen pour 2017. Elles sont classées en dépenses fiscales (DF) et non dépenses fiscales (NDF) dans une matrice en annexe de ce document. Cette matrice des mesures dérogatoires présente chaque disposition, sa provenance (source et référence du texte légal), son objectif, sa nature (exonération totale ou partielle, taux réduit, etc.), le secteur concerné.

En 2017, 516 mesures dérogatoires ont été répertoriées. Les conventions minières sont majoritairement représentées dans leur composition (28%), suivi des dispositions liées au tarif et code des douanes (27%). Les actes réglementaires au code des investissements ont représenté 16% des mesures dérogatoires pour l'année. Il s'agit essentiellement (dans le cadre du code minier ou du code des investissements), des avantages fiscaux et douaniers accordés pour encourager l'investissement et soutenir le secteur minier. Le code général des impôts et ses textes d'application représentent 10%. Les mesures dérogatoires du code pétrolier représentent la plus faible proportion dans cette catégorisation, elles en font 1%.

Tableau 2 : Nombre de mesures dérogatoires par source et par impôt

Mesures dérogatoires	DA	DD	IMF	IR	IRCM	IS	RTS	TVA	Total	%
Accords bilatéraux	0	7	0	0	0	0	0	7	14	3%
Arrêtés d'agrément au code des investissements	0	21	8	0	0	19	0	26	74	14%
Autres	1	5	4	0	2	3	0	10	25	5%
Autres conventions	0	8	6	2	9	11	0	12	48	9%
Code des investissements	0	2	2	0	0	2	0	2	8	2%
Code général des impôts et ses textes d'application	0	0	5	7	1	12	10	16	51	10%
Code minier	0	3	3	0	0	1	0	4	11	2%
Code pétrolier	0	2	0	0	1	1	0	2	6	1%
Conventions minières	0	40	10	10	10	24	0	48	142	28%
Tarif, Code des douanes et ses textes d'application	5	63	0	0	0	0	0	69	137	27%
Total général	6	151	38	19	23	73	10	196	516	100%
%	1%	29%	7%	4%	4%	14%	2%	38%	100%	

B. Les dépenses fiscales identifiées pour l'année 2017

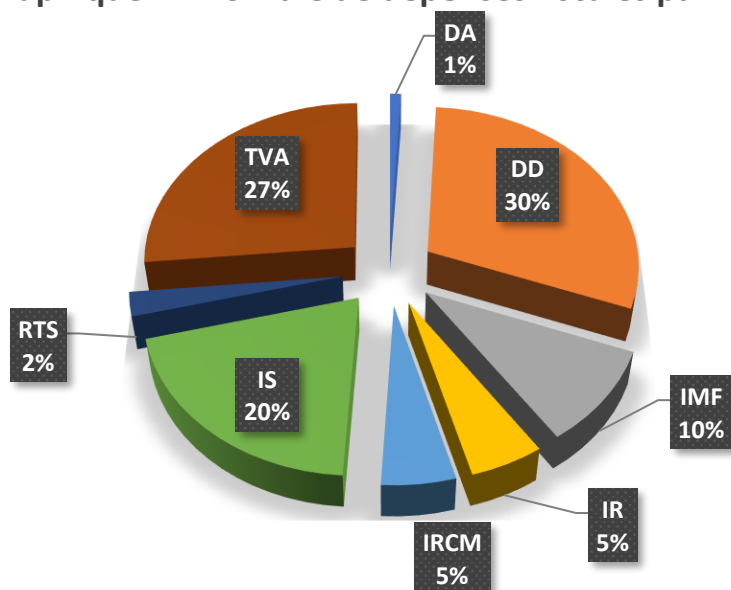
Sur les 516 mesures dérogatoires identifiées, 328 sont considérées comme dépenses fiscales, soit 59% des mesures. La matrice des mesures dérogatoires en annexe de ce document regroupe la liste de l'ensemble des dépenses fiscale pour l'année 2017. Leur classement et leur analyse peuvent être faits selon plusieurs critères. Cinq critères ont été retenus dans le cadre de ce rapport : le type d'impôt, la source, l'objectif, les bénéficiaires ou le secteur d'activité.

1. Dépenses fiscales selon le type d'impôt

La catégorie, droit de douane (DD) représente 30% des mesures dérogatoires considérées comme dépenses fiscales, 20% pour l'impôt sur les sociétés (IS). L'impôt sur la valeur ajoutée représente 27%. En matière de TVA, une mesure dérogatoire peut être une dépense fiscale pour une entreprise non assujettie sans en l'être pour une entreprise assujettie. C'est le cas pour l'exonération de certaines matières premières, par exemple pour l'extension de la production pour une société industrielle. La mesure dérogatoire a donc été comptabilisée comme une DF dès lors qu'elle a pu constituer une DF pour un contribuable assujetti et/ou un contribuable non assujetti.

Tableau 3 : Nombre de dépenses fiscales par impôt

	DA	DD	IMF	IR	IRCM	IS	RTS	TVA	Total général
Dépenses Fiscales	3	98	32	17	17	66	8	87	328
%	0,9%	30%	10%	5%	5%	20%	2%	27%	100%

Graphique 1 : Nombre de dépenses fiscales par impôt

2. Dépenses fiscales selon la source

Les dépenses fiscales pour l'année 2017 proviennent des conventions minières pour près de 38%, 12% proviennent de diverses conventions. Ces meures reprennent en général les termes du code des investissements (de 1987⁸ ou de 2015⁹) ou du code miniers (de 1995 ou 2011¹⁰). En revanche, si les textes réglementaires vont dans le sens des dispositions des codes des investissements, les conventions minières s'écartent parfois des dispositions des codes miniers, notamment en matière d'impôt sur les sociétés. Le code des impôts et ses textes d'application, le tarif, code des douanes et ses textes d'application représentent respectivement 9% et 12% des DF.

⁸ Le code des investissements de 1987 (ordonnance n°001/PRG/87 du 3 janvier 1987) a été modifié en 1995 (loi L/95/029/CTRN du 30 juin 1995).

⁹ L'annexe du code des investissements de 2015 (loi L/2015/008/AN du 25 mai 2015) qui présente les avantages fiscaux accordés aux entreprises agréées, reprend les articles de la loi de finances 2014 (loi L/2013/067/CNT du 31 décembre 2013).

¹⁰ Le code minier de 2011 (loi L/2011/006/CNT du 9 septembre 2011) a été modifié en 2013 (loi L/2013/053/CNT du 8 avril 2013).

Tableau 4 : Nombre de dépenses fiscales par source

Source Mesures dérogatoires	DA	DD	IMF	IR	IRCM	IS	RTS	TVA	Total général	%
Conventions minières	0	40	10	10	10	24	0	0	94	29%
Arrêtés d'agrément au code des investissements	0	21	8	0	0	19	0	26	74	23%
Tarif, Code des douanes et ses textes d'application	2	20	0	0	0	0	0	25	47	14%
Autres conventions	0	8	6	2	4	11	0	12	43	13%
Code général des impôts et ses textes d'application	0	0	2	5	1	6	8	12	34	10%
Autres	1	2	3	0	1	2	0	8	17	5%
Code des investissements	0	2	2	0	0	2	0	1	7	2%
Code pétrolier	0	2	0	0	1	1	0	2	6	2%
Code minier	0	2	1	0	0	1	0	0	4	1%
Accords bilatéraux	0	1	0	0	0	0	0	1	2	1%
Total général	3	98	32	17	17	66	8	87	328	100%
%	1%	30%	10%	5%	5%	20%	2%	27%	100%	

3. Dépenses fiscales selon l'objectif

Les dépenses fiscales ont principalement pour objectif de soutenir l'activité économique. Le soutien au secteur minier constitue 29,9% du nombre de dépenses fiscales. Encourager l'investissement (37,5%) est le premier objectif qui bénéficie le plus d'exonérations. Ces résultats s'expliquent par les nombreuses dispositions fiscales et douanières comprises dans les conventions minières et les arrêtés d'agrément au code des investissements. Par opposition, les mesures à vocation sociale (développer le secteur social, alléger le coût de la santé, soutenir le pouvoir d'achat, etc.) représentent moins de 15% des dépenses fiscales recensées.

Tableau 5 : Nombre de dépenses fiscales par objectif

Objectif	DA	DD	IMF	IR	IRCM	IS	RTS	TVA	Total général	%
Encourager l'investissement	0	33	17	1	4	31	0	37	123	37,5%
Développer le secteur minier	0	42	11	10	10	25	0	0	98	29,9%
Autres	2	10	2	1	1	2	0	13	31	9,5%
Soutenir le pouvoir d'achat	0	0	0	2	0	0	5	9	16	4,9%
Développer le secteur agricole	0	2	0	0	0	1	0	12	15	4,6%
Alléger le coût de la santé	0	3	1	0	0	1	2	2	9	2,7%
Développer le secteur pétrolier	0	2	0	0	1	1	0	2	6	1,8%
Développer l'économie sociale et solidaire	0	0	0	1	0	3	0	0	4	1,2%
Favoriser l'aide et la coopération internationale	0	2	0	0	0	0	0	2	4	1,2%
Promouvoir la culture	0	1	0	0	0	0	0	3	4	1,2%
Développer le secteur social	0	1	0	0	0	1	0	1	3	0,9%
Soutenir le secteur de l'énergie	0	0	1	0	0	1	0	1	3	0,9%
Développer le secteur des transports	0	1	0	0	0	0	0	1	2	0,6%
Faciliter l'accès au logement	0	0	0	2	0	0	0	0	2	0,6%
Soutenir l'investissement	0	0	0	0	0	0	0	2	2	0,6%
Economique	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0,3%
Encourager l'enseignement	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0,3%
Intervention exceptionnelle	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0,3%
Mobiliser l'épargne intérieure	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0,3%
Motifs exceptionnels pour cause d'utilité publique	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0,3%
Protection	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0,3%
Total général	3	98	32	17	17	66	8	87	328	100%
%	0,9%	29,9%	9,8%	5,2%	5,2%	20,1%	2,4%	26,5%	100%	

4. Dépenses fiscales selon les bénéficiaires

Les premiers bénéficiaires des dépenses fiscales sont les entreprises (83%). Les dépenses fiscales leur sont principalement destinées pour favoriser la croissance économique notamment. La TVA et le DD ont été les types d'impôts les plus utilisés. Nombre des exonérations de TVA pour les entreprises concernent l'importation de biens de consommation pendant la phase d'installation et pendant l'extension de la production. Quant aux ménages, ils bénéficient de 13% des dépenses fiscales, dont plus de la moitié concerne l'impôt sur le revenu. Les associations et ONG ont bénéficié de 2% des dépenses fiscales identifiées en 2017.

Tableau 6 : Nombre de dépenses fiscales par bénéficiaires

Bénéficiaires	DA	DD	IMF	IR	IRCM	IS	RTS	TVA	Total général	%
Entreprises	3	84	31	0	17	63	0	66	264	80%
Ménages	0	9	0	17	0	0	8	13	47	14%
Autres	0	3	0	0	0	0	0	3	6	2%
Entreprises et ménages	0	0	1	0	0	2	0	3	6	2%
Associations et ONG	0	2	0	0	0	1	0	2	5	2%
Total général	3	98	32	17	17	66	8	87	328	100%
%	1%	30%	10%	5%	5%	20%	2%	27%	100%	

5. Dépenses fiscales selon le secteur d'activité

Les mines et l'industrie comptent respectivement 40% et 23%, soit deux tiers des dépenses fiscales. Ces chiffres s'expliquent une fois de plus par les nombreuses dispositions fiscales et douanières incluses dans les textes législatifs, conventions minières actes réglementaires. Le secteur social (5%) et l'agriculture (4%) sont respectivement troisième et cinquième secteur représenté.

Tableau 7 : Nombre de dépenses fiscales par secteur d'activité

SECTEUR	DA	DD	IMF	IR	IRCM	IS	RTS	TVA	Total général	%
Agriculture	0	2	0	0	0	1	0	12	15	4,6%
Alimentation	0	1	0	0	0	0	0	9	10	3,0%
Banque	0	2	0	1	1	1	0	2	7	2,1%
BTP	0	1	2	0	2	1	0	4	10	3,0%
Construction	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0,3%
Culture	0	1	0	0	0	0	0	3	4	1,2%
Eau, Electricité	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0,3%
Education	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0,3%
Energie	0	2	1	1	0	2	0	3	9	2,7%
Hôtellerie	0	3	1	0	1	4	0	3	12	3,7%
Immobilier	0	1	1	2	0	2	0	4	10	3,0%
Industrie	1	23	11	0	1	21	0	29	86	26,2%
Mines	0	42	11	10	10	25	0	0	98	29,9%
Pétrolier	0	2	0	0	1	1	0	2	6	1,8%
Régalien	0	1	0	0	0	0	0	1	2	0,6%
Religieux	0	1	0	0	0	0	0	1	2	0,6%
Santé	0	3	1	0	0	1	2	2	9	2,7%
Social	0	5	0	3	0	3	5	3	19	5,8%
Télécom	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0,3%
Tous les secteurs	1	6	4	0	1	3	0	6	21	6,4%
Transport	0	1	0	0	0	0	0	1	2	0,6%
(vide)	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0,3%
Tabac	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0,3%
Total général	3	98	32	17	17	66	8	87	328	100%
%	0,9%	29,9%	9,8%	5,2%	5,2%	20,1%	2,4%	26,5%	100%	

IV. EVALUATION DES DEPENSES FISCALES

L'évaluation du coût des dépenses fiscales peut s'opérer à travers l'utilisation de plusieurs méthodes. Toutes répondent à des exigences de précision. Ce rapport est accompagné d'une note méthodologique qui détaille précisément la méthode retenue pour identifier chacune des dépenses et le mode de calcul de leur coût.

La technique consiste globalement à quantifier le montant des pertes de recettes pour l'Etat en faisant la différence entre le montant des recettes en l'absence de mesure dérogatoire et le montant des recettes en présence de mesures dérogatoires. Les mesures dérogatoires identifiées comme DF dans le SFR sont celles qui sont prises en compte.

A. Périmètre d'évaluation des dépenses fiscales pour 2017

Au-delà de l'aspect subjectif de la définition de la notion de dépense fiscale, l'absence d'informations exhaustives sur les mesures et les données fiscales rend l'exercice difficile et incomplet. Tous les pays qui évaluent leurs dépenses fiscales rencontrent la même difficulté. L'exercice donne cependant une bonne idée sur la question et il mérite d'être approfondi au fil des années.

Le périmètre d'évaluation s'arrête à la limite des données disponibles. Parmi les 328 mesures recensées comme DF en 2017, 67% d'entre elles ont pu être évaluées. Ainsi, 107 mesures identifiées comme DF n'ont pas pu être évaluées à cause d'absence de données. Les statistiques ci-dessous présentent le nombre de DF évaluées par impôt, par source légale, par objectif, par bénéficiaire et par secteur d'activité.

Tableau 8 : Nombre de dépenses fiscales évaluées par impôt

	DA	DD	IMF	IR	IRCM	IS	RTS	TVA	Total général
DF Identifiées	3	98	32	17	17	66	8	87	328
DF Evaluées	3	87	17	0	1	41	0	72	221
%	100%	89%	53%	0%	6%	62%	0%	83%	67%

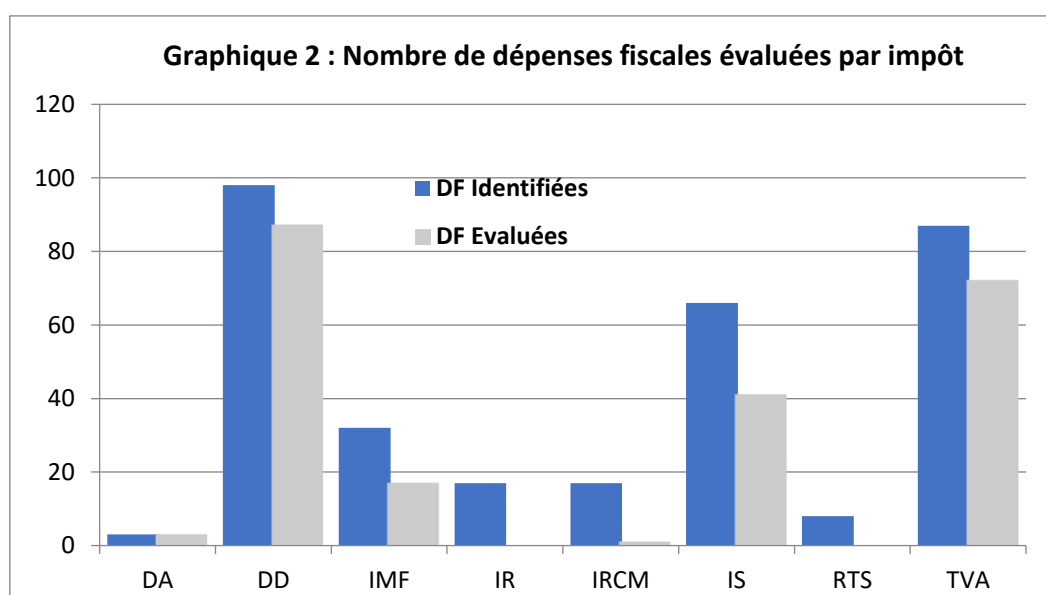


Tableau 9 : Nombre de dépenses fiscales évaluées par source

	DF identifiées	DF évaluées	%
Conventions minières	94	56	60%
Arrêtés d'agrément au code des investissements	74	70	95%
Tarif, Code des douanes et ses textes d'application	47	36	77%
Autres conventions	43	25	58%
Code général des impôts et ses textes d'application	34	13	38%
Autres	17	7	41%
Code des investissements	7	7	100%
Code pétrolier	6	1	17%
Code minier	4	4	100%
Accords bilatéraux	2	2	100%
Total	328	221	67%

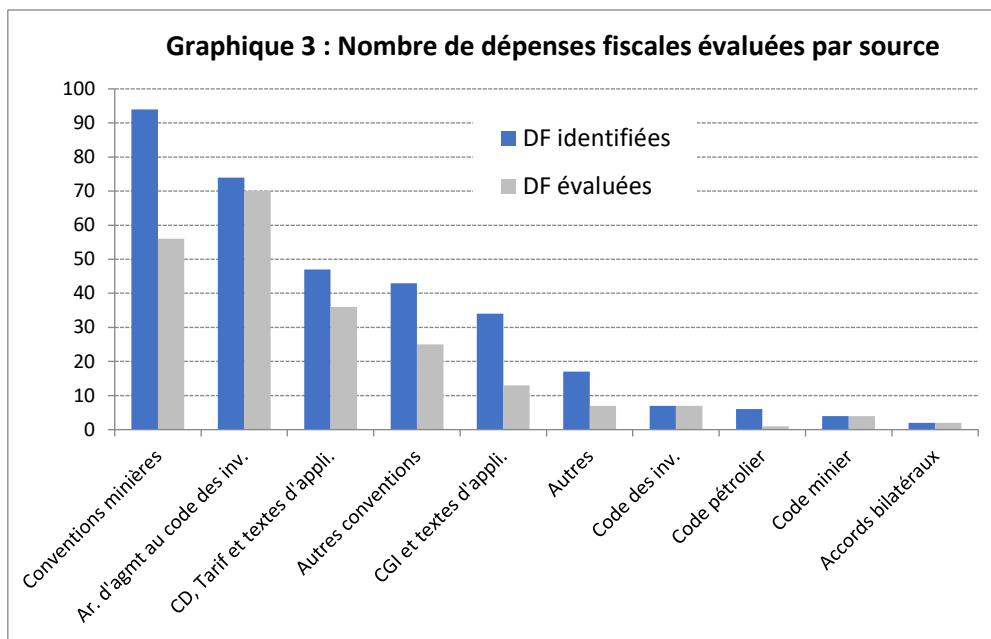


Tableau 10 : Nombre de dépenses fiscales évaluées par objectif

	DF identifiées	DF évaluées	%
Encourager l'investissement	123	102	83%
Développer le secteur minier	98	59	60%
Autres	31	17	55%
Soutenir le pouvoir d'achat	16	8	50%
Développer le secteur agricole	15	14	93%
Alléger le coût de la santé	9	6	67%
Développer le secteur pétrolier	6	1	17%
Développer l'économie sociale et solidaire	4	0	0%
Favoriser l'aide et la coopération internationale	4	4	100%
Promouvoir la culture	4	2	50%
Développer le secteur social	3	2	67%
Soutenir le secteur de l'énergie	3	0	0%
Développer le secteur des transports	2	0	0%
Faciliter l'accès au logement	2	0	0%
Soutenir l'investissement	2	2	100%
Economique	1	1	100%
Encourager l'enseignement	1	0	0%
Intervention exceptionnelle	1	1	100%
Mobiliser l'épargne intérieure	1	0	0%
Motifs exceptionnels pour cause d'utilité publique	1	1	100%
Protection	1	1	100%
Total	328	221	67%

Tableau 11 : Nombre de dépenses fiscales évaluées par bénéficiaire

	DF identifiées	DF évaluées	%
Entreprises	264	195	74%
Ménages	47	14	30%
Autres	6	5	83%
Entreprises et ménages	6	3	50%
Associations et ONG	5	4	80%
Total	328	221	67%

Graphique 4 : Nombre de dépenses fiscales évaluées par bénéficiaires

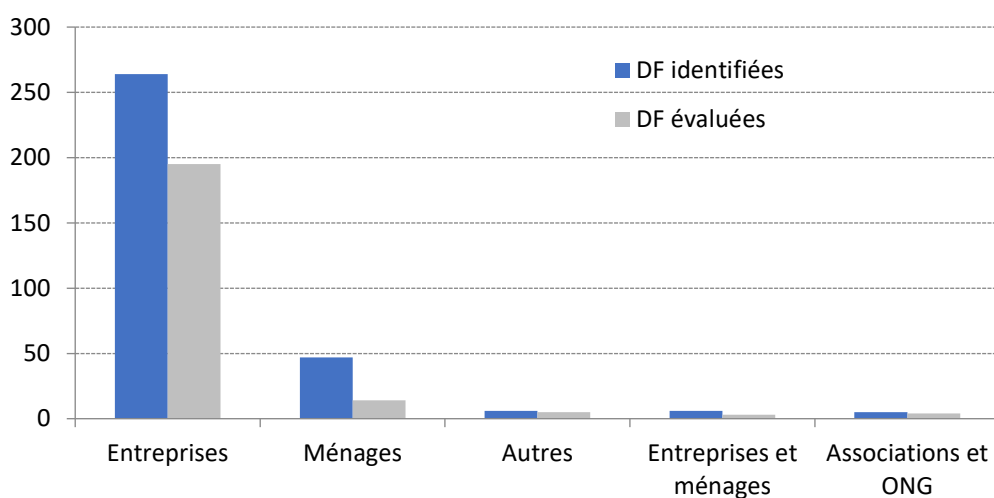


Tableau 12 : Nombre des dépenses fiscales évaluées par secteur d'activité

	DF identifiées	DF évaluées	%
Mines	99	60	61%
Industrie	86	78	91%
Tous les secteurs	21	14	67%
Social	19	4	21%
Agriculture	15	14	93%
Hôtellerie	12	8	67%
Alimentation	10	9	90%
BTP	10	4	40%
Immobilier	10	5	50%
Energie	9	4	44%
Santé	9	6	67%
Banque	7	5	71%
Pétrolier	6	1	17%
Culture	4	2	50%
Régalien	2	2	100%
Religieux	2	2	100%
Transport	2	0	0%
Construction	1	0	0%
Eau, Electricité	1	1	100%
Education	1	0	0%
Télécom	1	1	100%
Tabac	1	1	100%
Total	328	221	67%

Comme l'exercice de l'année dernière, les données de la douane ont permis d'évaluer le plus grand nombre de dispositions. Ainsi, 87 des DF liées au droit de douane ont été évaluées et la majeure partie des DF évaluées liées à la TVA sont celles de la TVA à l'importation (*cf. graphique 2*). A la DNI, l'évaluation a porté uniquement sur les données du service des grandes entreprises (SGE). Celles du service des moyennes entreprises et des services déconcentrés ont été exclues du périmètre d'évaluation car incomplètes. De plus, seuls la TVA, l'IS et l'IMF ont pu être évalués pour le SGE. L'IR, la RTS, l'IRCM n'ont pas pu être évalués à partir des données fournies.

Le périmètre d'évaluation de la fiscalité indirecte est plus exhaustif car les différentes assiettes ont été mieux renseignées à la DNI (dans les données du SGE) et à la DGD (dans SYDONIA). Des imprécisions dans l'évaluation peuvent toutefois résulter de la qualité des données renseignées. En particulier, le travail d'estimation des dépenses fiscales repose sur l'hypothèse d'une valorisation juste de l'assiette fournie. La rigueur dans la collecte des données est alors garante de la justesse de l'évaluation des dépenses fiscales.

B. Éléments méthodologiques

La méthodologie utilisée est celle des « manques à gagner » ou « pertes de recettes ». Elle consiste à estimer les dépenses fiscales toutes choses étant égales par ailleurs (cf. encadré 2). Ni la réaction des investisseurs, ni le comportement des consommateurs ne sont intégrés à l'analyse. Les dépenses fiscales correspondent ici aux pertes de recettes fiscales qu'entraîne tout régime dérogatoire.

Encadré 2 : Méthodologies d'évaluation des dépenses fiscales

Trois méthodes ont été développées pour estimer les dépenses fiscales. La première technique, la plus simple, consiste à estimer le montant des « pertes de recettes toutes choses égales par ailleurs », en mesurant ex post le coût de l'écart à la norme (c'est-à-dire, la variation introduite par la mesure dans la législation fiscale) en supposant inchangé le comportement des agents qui en bénéficient.

Un deuxième niveau d'analyse consiste à estimer le « gain en recettes » qui résulterait de la suppression d'une mesure en tenant compte de l'effet qu'elle induit sur le comportement des agents.

Un troisième niveau consiste à intégrer dans l'estimation du « gain en recettes » non seulement les effets des changements de comportement des agents sur la mesure elle-même, mais également les interactions avec les autres mesures (fiscales, sociales, etc.), à savoir les effets indirects qui résultent de la nouvelle situation. Une telle évaluation examine plusieurs types de coûts ou d'effets secondaires. Les exemples incluent : (1) le coût pour l'administration de gérer les incitations fiscales ; (2) les coûts de conformité pour les contribuables ; (3) les effets macro-économiques ; (4) les implications pour l'efficacité économique ; (5) l'équité horizontale et verticale, et (6) les effets de la fraude et des abus, puisque les incitations fiscales dans de nombreux cas ouvrent la voie à l'évasion fiscale.

Enfin, selon l'OCDE, une évaluation complète d'une disposition fiscale devrait idéalement inclure des évaluations de l'efficacité, de l'efficience, de l'impact distributionnel, de la conformité et des coûts administratifs par rapport à un contrefactuel approprié.

L'effet espéré positif en matière d'attractivité du territoire (investissement) ou de protection des populations les plus pauvres (consommation) n'est pas intégré à l'analyse. L'évaluation des dépenses fiscales doit être menée rigoureusement et des spécificités propres aux fonctionnements des différents impôts doivent être considérées. La méthodologie est détaillée dans un guide méthodologique en annexe de ce rapport. Seuls les résultats des estimations sont présentés.

C. Résultats de l'évaluation des DF pour l'année 2017

En 2017, le coût budgétaire des DF a atteint 2629,6 milliards FG soit 21,7% des recettes fiscales de l'année. C'est une forte augmentation par rapport à 2016, à la fois en valeur absolue et en valeur relative. Cette hausse significative est due essentiellement à deux facteurs : (1) une légère augmentation du nombre mesures évaluées comme dépenses fiscale, (2) une croissance l'activité économique. La note méthodologique en annexe de ce rapport explique les démarches suivies pour aboutir aux résultats obtenus.

En outre, en fonction des données économiques et fiscales disponibles et fournies par les différents services de l'administration, les dépenses fiscales peuvent être évaluées globalement pour l'impôt ou précisément, mesure par mesure. L'organisation de données dans les systèmes d'information de la DNI ne permet pas toujours d'évaluer séparément le coût associé aux différentes mesures dérogatoires constituant des dépenses fiscales. Ainsi, dans certains cas, pour un même impôt, la dépense fiscale peut concerner une ou plusieurs mesures dérogatoires.

Les résultats de l'évaluation des dépenses fiscales sont présentés par impôt, par texte et de la manière la plus détaillée possible, par mesure lorsque les données l'ont permis.

1. Synthèse des résultats par impôt

Les DF liées aux impôts indirects ont la part la plus importante dans le coût des dépenses fiscales évaluées. Ils sont de 1833,6 milliards : 40% pour la TVA (867,6 milliards de FG), 34% pour le DD (737,1 milliards de FG) et 11 % pour les droits d'accises (228,8 milliards de FG) (cf. *tableau 13*). Les DF liées à l'IS/IMF ont été de 331 milliards de FG en 2017, elles représentent une proportion de 15% du coût budgétaire total évalué (hors financements extérieurs). Quant aux DF liées aux financements extérieurs, elles s'élèvent à 464,9 milliards de FG (cf. *tableau 15*).

Tableau 13 : Coût budgétaire des dépenses fiscales évaluées par impôt (hors financement extérieur)

		<i>% DF Total</i>
Impôts indirects	1 833 660 953 575	
Droits d'accises	228 855 076 216	11%
DD	737 184 753 017	34%
TVA	867 621 124 342	40%
Impôts directs	331 074 352 197	
IS/IMF	331 074 352 197	15%
TOTAL GENERAL	2 164 735 305 772	
<i>Pourcentage des recettes</i>	<i>18%</i>	
<i>Pourcentage du PIB</i>	<i>2,16%</i>	

Tableau 14 : Coût budgétaire des dépenses fiscales par régie et par impôt (yc Finex)

	Type d'impôt	Coût budgétaire	% général
DNI	IS/IMF	331 074 352 197	13%
	TVA intérieur	83 179 765 766	3%
	Droits d'accises	166 894 365 301	6%
	Finex DNI	302 061 189 927	11%
	Total DNI	883 209 673 191	34%
DGD	TVA DGD	784 441 358 576	30%
	DD	737 184 753 017	28%
	Droits d'accises	61 960 710 915	2%
	Finex DGD	162 886 822 816	6%
	Total DGD	1 746 473 645 324	66%
Total Général		2 629 683 318 515	

Tableau 15 : Coût budgétaire des dépenses fiscales en matière de DD et de TVA associés au financement extérieur

En matière de TVA	408 387 623 707
<i>TVA à l'importation</i>	<i>106 326 433 780</i>
<i>TVA à l'intérieur</i>	<i>302 061 189 927</i>
En matière de DD	56 560 389 036
TOTAL	464 948 012 743
<i>Pourcentage des recettes</i>	<i>3,8%</i>
<i>Pourcentage du PIB</i>	<i>0,5%</i>

2. Synthèse des résultats par texte

Avec un coût budgétaire de 640 milliards de FG (24,36%), le code minier et ses textes d'application ont généré le plus DF en 2017. Il était de 306 milliards FG en 2016, soit 17,5%. En deuxième position, vient le code général des impôts et ses textes d'application avec 595 milliards de FG soit 22,64% du coût budgétaire des DF en 2017. Elles sont restées relativement stables par rapport à l'année 2016 (599 milliards de FG).

Tableau 16 : Coût budgétaire des dépenses fiscales évaluées par texte législatif

	Valeur en GNF	%DF Total
Code minier et ses textes d'application	640 642 984 506	24,36%
Code général des impôts et ses textes d'application	595 394 107 086	22,64%
<i>Financements extérieurs</i>	464 948 012 743	17,68%
Tarif douanier, code des douanes et ses textes d'application	358 059 652 990	13,62%
Code des Investissements et ses textes d'application	256 441 119 502	9,75%
Autres dispositions	127 257 221 318	4,84%
<i>Matières premières des PME sans TVA : code additionnel 716</i>	104 423 538 531	3,97%
<i>Fournitures de riz (25% de brisures) à la population, ramadan et soudure : code additionnel 026</i>	69 573 465 422	2,65%
<i>Franchises partielles et totales exceptionnelles : codes additionnels 718 et 720.</i>	10 926 557 232	0,42%
<i>ONG</i>	1 947 188 636	0,07%
<i>Exonération de l'archevêché "Mise a la consommation sous exonération partielle (DUE=5.6 %)" : code 73:</i>	69 470 551	0,00%
TOTAL	2 629 683 318 516	100,00%
<i>Pourcentage des recettes</i>	<i>21,70%</i>	
<i>Pourcentage du PIB</i>	<i>2,63%</i>	

3. Détail des résultats par mesure

Les dépenses fiscales en matière d'accises – 11% du coût budgétaire des dépenses fiscales en 2017 (hors Finex) – proviennent essentiellement de l'écart de taxation entre la bière locale et les bières importées : cette dépense fiscale représente plus de 166 milliards de FG, soit 72% des dépenses fiscales en matière d'accises (cf. tableau 17). L'accord tacite sur l'importation des cigarettes constitue un manque à gagner de 50,7 milliards de FG et la minoration de l'assiette (valeur en douane non majorée du DFI et taxes d'effets équivalents) de 11,2 milliards de FG.

En matière de Droit de Douane (DD), les dépenses fiscales totalisent 737 milliards FG dont 193 milliards FG liées aux mesures dérogatoires issues du code des investissements et 420 milliards FG pour le code minier, soit respectivement 26,6% et 56,9% du coût total des dépenses fiscales en matière de DD (cf. tableau 18). Les dépenses fiscales de DD sur les financements extérieurs représentent 7,5% du total. Les manques à gagner associées à l'exonération des fournitures de riz et aux franchises exceptionnelles sont respectivement de 24 et 4,2 milliards de FG, soit 3,2% et 0,5% des dépenses fiscales de DD.

Le coût des dépenses fiscales de TVA constitue 40% du coût des dépenses fiscales évaluées en 2017 (hors Finex) : 83,1 milliards sur les échanges intérieurs et 784,4 milliards à l'importation. En ce qui concerne les dépenses fiscales de TVA à l'importation, 40,3%, du coût provient de l'exonération du riz (316,4 milliards), 23% des produits pharmaceutiques (180,2 milliards) et 2,54% du blé (19,9 milliards) (cf. tableau 19). Les franchises exceptionnelles représentent un manque à gagner en matière de TVA de près de 6,7 milliards de FG, soit près de 0,85% des dépenses fiscales de TVA.

Les données disponibles ne permettent pas de présenter les dépenses fiscales en matière d'IS de manière désagrégée, par mesure dérogatoire. Le coût budgétaire total estimé des dépenses fiscales en matière d'IS est de 327,8 milliards de FG (cf. tableau 21). Près de 67,15% de ce coût provient du secteur minier : 220,13 milliards de FG. Les mesures concernant le code des investissements comptabilisent 63,6 milliards de FG de manque à gagner, soit 19,4% des dépenses fiscales en matière d'IS. Les conventions (hors secteur minier) représentent 44,07 milliards, soit 13,44% des dépenses fiscales en matière d'IS. L'exonération d'IMF pour la première année civile coûte environ 3,2 milliards : ce coût n'atteint pas 1% des dépenses fiscales en matière d'IS et d'IMF.

Tableau 17 : Coût budgétaire par mesure des dépenses fiscales évaluées en matière d'accises à l'importation et sur les échanges intérieurs

Numéro de la mesure dérogatoire	Intitulé de la mesure dérogatoire identifiée comme dépense fiscale et inclus dans le périmètre d'évaluation	Référence légale de la mesure	Données utilisées pour l'évaluation	Coût estimé de la mesure en FG	
359 (DA)	Ecart de taxation entre la production locale : Sobragui et GIB (surtaxe : taxe spécifique) et bières importées (taxe ad valorem de 47%)	Art. 6 du tarif douanier 2013 ; Art. 11 de la directive CEDEAO ; Art. 430 du CGI	SGE, Section industrie/BTP Tableau de dépouillement exercice 2017	166 894 365 301	
359 bis 1 (DA)	Protocole d'accord sur les cigarettes importées (20% dans le tarif des douanes 2013)	Art. 6 du tarif douanier 2013 et protocole d'accord tacite	Données SYDONIA, Code : SH6=240220	50 786 772 036	61 960 710 915
359 bis 2 (DA)	Assiette minorée (valeur en douane) relativement à la directive communautaire (Article 9 : valeur en douane majorée des droits et taxes perçus à l'entrée à l'exception de la TVA).	Art. 6 du tarif des douanes 2013 ; Art. 9 de la directive CEDEAO	Données SYDONIA	11 173 938 879	
TOTAL DES DEPENSES FISCALES EVALUEES EN MATIERE D'ACCISES				228 855 076 216	

Tableau 18 : Coût budgétaire des dépenses fiscales évaluées en matière de DD

Numéro de la mesure dérogatoire	Intitulé de la mesure dérogatoire identifiée comme dépense fiscale et inclus dans le périmètre d'évaluation	Référence légale de la mesure	Données utilisées pour l'évaluation	Coût estimé de la mesure en FG
364 (DD)	DF de DD sur les financements extérieurs			56 560 389 036
406 (DD)	Les objets destinés à un exercice de culte	A/2006/1771. Article 37-r	Données SYDONIA, code additionnel 024	48 596 345
Agriculture, pêche, élevage				
De 408 à 416 (DD)	Décret D/97/205/PRG/SGG du 18 septembre 1997 portant exonération de droits et taxes à l'importation d'intrants et de matériels à usage agricole, de pêche et d'élevage	D/97/205 Article. 3, Article. 4	Données SYDONIA Codes additionnels : 020, 021, 022, 071	26 907 212 482
ONG				
417 (DD)	Le Ministre chargé de l'Economie et des Finances est habilité à accorder, dans les conditions fixées par le présent décret, des exonérations douanières et fiscales pour les importations effectuées par les O.N.G. nationales ou étrangères régulièrement constituées.	D/97/039 - A 589 07/02/2001	Données SYDONIA Codes additionnels : 600, 602	1 007 534 582
Code des investissements (loi de finances 2014)				

418 (DD)	<p>Pendant la phase d'installation qui ne peut excéder trois (3) ans, à compter de la date de première importation d'équipements du Projet, l'investisseur bénéficie des avantages suivants :</p> <p>a) au titre des droits de douane :</p> <p>Exonération des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur l'importation des équipements et matériels, à l'exception des véhicules automobiles conçus pour le transport des personnes, à l'exception de la taxe d'enregistrement (TE) au taux de 0,5% et de la redevance de traitement et de liquidation (RTL) de 2% sur la valeur CAF</p>	LF 2014 Article. 21	Données SYDONIA Codes additionnels : 300, 301, 340, 300, 306, 300	192 831 737 550
419 (DD)	<p>[Pendant la phase de production]</p> <p>a) Pendant toute la durée du Projet Initié, les matières premières ou intrants importés dans le cadre du cycle de production sont assujettis à la RTL de 2%, à un droit fiscal de 6% et à la TVA de 18%.</p> <p>b) Toutefois, les dispositions du Tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.</p>	LF 2014 Article. 22		
Code minier				

420 (DD)	<p>Les titulaires d'un Titre d'exploitation minière acquittent, pendant la phase d'exploitation, les droits de douane au taux unique de cinq pour cent (5%) :</p> <ul style="list-style-type: none"> – pour l'importation des biens visés à la première catégorie de leur liste minière, telle que définie par l'article 167 du présent Code, c'est-à-dire pour la liste des biens figurant sur le registre des immobilisations des titulaires ou bénéficiaires, dès lors qu'ils sont destinés à la transformation sur place des substances minières en produits finis et semi-finis ; – pour l'importation des biens visés à la troisième catégorie de leur liste minière, telle que définie par l'article 167 du présent Code, c'est-à-dire pour les consommables destinés à la transformation sur place des substances minières en produits finis et semi finis, à l'exclusion des carburants, lubrifiants et autres produits pétroliers. [...] <p>Toutefois, par exception au premier paragraphe du présent article, les importations de fioul lourd destiné à la transformation sur place des substances minières en produits semi-finis ou finis sont exonérées de droits de douane sous réserve que ce fioul lourd figure sur la liste minière pour la phase d'exploitation de la mine définie à l'article 166 du présent Code déposée préalablement au commencement de la phase d'exploitation.</p>	CM 2011, 2013 Article. 179 nouveau	Données SYDONIA Codes additionnels : 302, 303, 304, 305, 342, 343, 345, 444, 305, 342, 316, 312	420 503 336 057
----------	---	--	---	-----------------

421 (DD)	<p>Les titulaires d'un Titre d'exploitation minière acquittent, pendant la phase d'exploitation, les droits de douanes au taux unique de six virgule cinq pour cent (6,5%) :</p> <ul style="list-style-type: none"> – pour l'importation des biens visés à la première catégorie de leur liste minière, telle que définie par l'article 167 du présent Code, c'est-à-dire pour la liste des biens figurant sur le registre des immobilisations des titulaires ou bénéficiaires, dès lors qu'ils sont destinés à l'extraction et à la concentration des substances minières brutes ; – pour l'importation des biens visés à la deuxième catégorie de leur liste minière, telle que définie par l'article 167 du présent Code, c'est-à-dire pour les matières premières et autres consommables destinés à l'extraction et à la concentration des substances minières brutes, à l'exclusion des carburants, lubrifiants et autres produits pétroliers. <p>[...]</p> <p>Toutefois, par exception au présent article, les importations de fioul lourd destinés à l'extraction et à la concentration des substances minières brutes sont exonérées de droits de douane sous réserve que ce fioul lourd figure sur la liste minière pour la phase d'exploitation de la mine définie à l'article 166 du présent Code déposée préalablement au commencement de la phase d'exploitation.</p>	CM 2011, 2013 Article. 180 nouveau		
Autres				
495 (DD)	Franchises partielles et totales exceptionnelles : codes additionnels 718 et 720.	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)	Données SYDONIA Codes additionnels : 718, 720	4 200 791 437,10
496 (DD)	Matières premières des PME sans TVA : code additionnel 716	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)	Données SYDONIA Codes additionnels : 716	66 944 680 634

497 (DD)	Fournitures de riz (25% de brisures) à la population, ramadan et soudure : code additionnel 026	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)	Données SYDONIA Codes additionnels : 026	24 703 838 950
498 (DD)	Exonération de l'archevêché « 'Mise a la consommation sous exonération partielle (DUE=5.6 %) " : code 733, 024, 102	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)	Données SYDONIA Codes additionnels : 733, 024, 102	37 024 980
TOTAL DES DEPENSES FISCALES EVALUEES EN MATIERE DE DD				737 184 753 017

Tableau 19 : Liste des dépenses fiscales évaluées en matière de TVA à l'importation

Numéro de la mesure dérogatoire	Intitulé de la mesure dérogatoire identifiée comme dépense fiscale et inclus dans le périmètre d'évaluation	Référence de la mesure dérogatoire	Données utilisées pour l'évaluation	Coût estimé de la mesure en FG
Code général des impôts				
167 (TVA)	Les ventes, importations, impressions et compositions de publications périodiques imprimées quelle que soient leurs dénominations (journal ou revue) principalement composées de textes relatives aux nouvelles et aux informations d'intérêt général à l'exclusion des recettes de publicité	CGI 2015. Article 362-d	Données SYDONIA, code SH, 48.01 ; 49.02.90	2 161 289 628
170 (TVA)	Huile de palmiste	CGI 2015. Article 362-f	Données SYDONIA, code SH, 15.13	100 306 339
174 (TVA)	"Les produits pharmaceutiques : sont concernés les produits figurant dans la nomenclature nationale des spécialistes pharmaceutiques et des génériques publiée par un arrêté du Ministre chargé de santé. Au regard de la nomenclature du tarif des Douanes, ces produits relèvent des positions 30-01-10-00-00 à 30-06-06-00-00."	CGI 2015 ; A/96/3330. Article 362-g ; 5-1	Données SYDONIA, code SH, 22.07.10.10 ; 29.41.90 ; 30.01.90 ; 30.02.10 ; 30.02.20 ; 30.02.30 ; 30.02.90.90 ; 30.03.39 ; 30.03.90 ; 30.04.10 ; 30.04.20 ; 30.04.31	180 202 969 187
175 (TVA)	Les engrais : sont concernés les substances dont la fonction principale est d'apporter aux plantes cultivées les éléments nécessaires à leur croissance aux regards de la nomenclature du tarif des douanes, ces produits relèvent des positions tarifaires 31-01-00-00-00 à 31-05-90-00.	CGI 2015 ; A/96/3330. Article 362-g ; 5-2	Données SYDONIA, code SH, 31.02.29 ; 31.02.90 ; 31.03.90 ; 31.04.90 ; 31.05.20 ; 31.05.90	42 848 167 520

176 (TVA)	Les produits phytosanitaires constituent des substances ou préparations permettant de lutter contre les ennemis des cultures ou des produits récoltés.	CGI 2015 ; A/96/3330. Article 362-g ; 5-3	Données SYDONIA, code SH, 28.49.10 ; 38.08.50.11 ; 38.08.50.19 ; 38.08.50.90; 38.08.91.11.10; 38.08.91.11.90; 38.08.91.19.10; 38.08.91.19.20;	7 441 164 318
177 (TVA)	"Les livres et fournitures scolaires : sont concernés les cahiers scolaires, dictionnaires et encyclopédies et manuels scolaires relevant respectivement des positions 48-20-00-00, 49-01- 91-00-00 et 49-01-99-10-00. Au titre des fournitures scolaires, ne sont exonérés de T.V.A que les crayons et ardoises pour l'écriture ou le dessin relevant des positions 96-08-10-00-00 et 96-10-00-00-00."	CGI 2015 ; A/96/3330. Article 362-g ; 5-4	Données SYDONIA, code SH, 48.20.20 ; 48.20.90.10 ; 49.01.10 ; 49.01.91 ; 49.01.99.10 ; 49.01.99.90 ; 49.03 ; 49.05.10 ; 49.05.99 ; 49.06	9 594 605 634
178 (TVA)	Le riz (10.06.10.10.00 à 10.06.40.00.00)	CGI 2015 ; Tarif 2013. Article 362-f ; 7	Données SYDONIA, code SH, 10.06.10.90 ; 10.06.20 ; 10.06.30.10 ; 10.06.30.90 ; 10.06.40	271 563 983 666,00
179 (TVA)	La farine de blé (11.01.00.00.00)	CGI 2015 ; Tarif 2013. Article 362-f ; 7	Données SYDONIA, code SH, 11.01.00	3 653 702 143
180 (TVA)	Les huiles végétales alimentaires des positions tarifaires 15.07 à 15.15	CGI 2015 ; Tarif 2013. Article 362-f ; 7	Données SYDONIA, code SH, 15.07.90 ; 15.09.90.90 ; 15.10.00.10 ; 15.11.90.91 ; 15.11.90.99 ; 15.14.19 ; 15.15.29 ; 15.15.90.19 ; 15.15.90.90	54 647 473 252

181 (TVA)	Le blé (10.01.10.00.00)	CGI 2015 ; Tarif 2013. Article 362-f ; 7	Données SYDONIA, code SH, 10.01.19	19 932 579 154
205 (TVA)	DF de TVA à l'importation associée aux financements extérieurs			106 326 433 780
232 (TVA)	Les appareils orthopédiques adressés directement aux mutilés de guerre, aux infirmes ou aux centres d'appareillage	A/2006/1771. Article 37-f	Données SYDONIA, code SH, 87.13 ; 87.14.20 ; 90.21	1 595 814 976
247 (TVA)	Les objets destinés à un exercice de culte	A/2006/1771. Article 37-r	Données SYDONIA, code additionnel 024	303 917 557
Pêche, agriculture, élevage				
249 à 258 (TVA)	Décret D/97/205/PRG/SGG du 18 septembre 1997 portant exonération de droits et taxes à l'importation d'intrants et de matériels à usage agricole, de pêche et d'élevage (Décret revu et versé dans le TEC)	Décret D/97/205/PRG/SGG du 18 septembre 1997	Données SYDONIA, Codes additionnels 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 020, 021, 022	71 028 321 283
251 (TVA)	C. Les semences et le matériel végétal, le matériel génétique animal et halieutique : Comme les graines, les tubercules, bulbes, les plants, les vitro plants, les rejets, les plantules, les greffons, les boutures, les porte-greffes, les œufs fécondés, les embryons, et d'une façon générale toute autre semence végétale ou animal non énumérée et leurs récipients et supports organiques, à l'exclusion des produits de l'espèce à usage alimentaire.	D/97/205. Article 2-C	Données SYDONIA, code SH, 01.03.10 ; 01.04.10.10 ; 01.04.20.10 ; 01.05.11.10 ; 04.07.19 ; 07.01.10 ; 07.13.33.10 ; 07.13.40.10 ; 10.01.11 ; 10.05.10 ; 10.08.21 ; 12.01.10 ; 12.02.30 ; 12.07.21 ; 12.09.91 ; 12.09.99	287 015 852
255 (TVA)	E. Le matériel et les intrants de pêche tels que : Les composants des filets de pêche artisanale et industrielle dont : les nappes de filets, les bobines de fils, les cordages de pêche, les flotteurs, les plombs, les bouées, les hameçons, les cannes à pêche le crin de pêche, les matières premières pour la fabrication des barques de pêche artisanale, le coaltar et le matériel de sécurité en mer (sauvage).	D/97/205. Article 2-E	Données SYDONIA, code SH, 39.26.90.10 ; 45.03.90.10 ; 52.07.90.10 ; 56.08.11 ; 56.08.90.10	5 456 217 507

256 (TVA)	F. Le moteur hors-bord (2 temps) ; les moteurs « In-Bord » (4 temps), de 6 à 40 CV, pour les activités de pêche artisanale, et leurs pièces de rechange.	D/97/205. Article 2-F	Données SYDONIA, code SH, 84.07.21	541 208 669
257 (TVA)	<p>"Sur demande motivée des Ministères concernés par le présent décret, les matériels énumérés ci-dessous peuvent faire l'objet d'exonération totale ou partielle des droits de taxes à l'importation fixée par Arrêté du Ministre chargé des Finances. Ce sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Les pulvérisateurs, atomiseurs, armatures de serres, films plastiques pour serres et paillage, tracteurs et accessoires, motoculteurs, matériels d'irrigations par aspersion et de goutte-à-goutte (pompes. motopompes. tuyaux en matières plastiques et en métal. goutteurs. asperseurs et accessoires. filtres et matériaux de filtrage), et leurs pièces de rechange ; – les matériels vétérinaires ; – les moteurs hors-bords (2 temps), les moteurs « In-Bord » (4 temps) de plus de 41 CV pour les activités de pêche (artisanale et industrielle) et leurs pièces de rechange ; – les produits réactifs pour laboratoire ; – les médicaments. les vaccins et diluants pour la médecine vétérinaire ; – les aliments importés pour l'élevage." 	D/97/205. Article 3	Données SYDONIA, code SH, 63.05.10 ; 63.05.33 ; 82.01.10.10 ; 82.01.10.90 ; 82.01.30.10 ; 82.01.30.90 ; 82.01.40.20 ; 82.01.40.90 ; 82.01.50.90 ; 82.01.60.90 ; 82.01.90.90 ; 84.19.31 ; 84.24.81.10 ; 84.24.81.90 ; 84.32.10 ; 84.32.21 ; 84.32.29 ; 84.32.30 ; 84.32.40 ; 84.32.80 ; 84.32.90 ; 84.33.20 ; 84.33.30 ; 84.33.40 ; 84.33.51 ; 84.33.52 ; 84.33.59 ; 84.33.60 ; 84.33.90 ; 84.34.10 ; 84.34.20 ; 84.34.90 ; 84.36.29 ; 84.36.80 ; 84.36.91 ; 84.36.99 ; 84.37.10 ; 84.37.80 ; 84.37.90 ; 87.01.10 ; 87.01.90.19	23 036 272 103
ONG				

259 (TVA)	Le Ministre chargé de l'Economie et des Finances est habilité à accorder, dans les conditions fixées par le présent décret, des exonérations douanières et fiscales pour les importations effectuées par les O.N.G. nationales ou étrangères régulièrement constituées.	D/97/039. Article 1	Données SYDONIA, Codes additionnels 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606	939 654 054
330 (TVA)	Franchises partielles et totales exceptionnelles	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser). Article	Données SYDONIA, codes additionnels 718 et 720.	6 725 765 795
231 (TVA)	Matières premières des PME sans TVA	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser). Article	Données SYDONIA, codes additionnels 716	37 478 857 897
232 (TVA)	Fournitures de riz (25% de brisures) à la population, ramadan et soudure	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser). Article	Données SYDONIA, code additionnel 026	44 869 626 472
233 (TVA)	Exonération de l'archevêché "'Mise à la consommation sous exonération partielle (DUE=5.6 %)"	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser). Article	Données SYDONIA, code additionnel 733	32 445 571
TOTAL DES DEPENSES FISCALES EVALUEES EN MATIERE DE TVA A L'IMPORTATION				784 441 358 576
TOTAL DES DEPENSES FISCALES EVALUEES EN MATIERE DE TVA SUR LES ECHANGES INTERIEURS				83 179 765 766

Tableau 20 : Coût budgétaire des dépenses fiscales en matière de DD et de TVA associés aux financements extérieurs

Numéro de la mesure dérogatoire	Intitulé de la mesure dérogatoire identifiée comme dépense fiscale et inclus dans le périmètre d'évaluation	Référence légale de la mesure	Données utilisées pour l'évaluation	Coût estimé de la mesure en FG	
192 (TVA)	Biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur	CD 2015, 278-1-g	Données SYDONIA Codes additionnels : 400, 401, 402, 405, 407, TOFE	106 326 433 780 à l'importation	302 061 189 927 à l'intérieur
336 (DD)	Biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures	CD 2015, 278-1-g	Données SYDONIA Codes additionnels : 400, 401, 402, 405, 407, TOFE	56 560 389 036	
TOTAL DES DEPENSES FISCALES SUR LES FINANCEMENTS EXTERIEURS				464 948 012 743	

Tableau 21 : Coût budgétaire des dépenses fiscales en matière d'IS/IMF

Numéro de la mesure dérogatoire	Intitulé de la mesure dérogatoire identifiée comme dépense fiscale et inclus dans le périmètre d'évaluation	Référence légale de la mesure	Données utilisées pour l'évaluation	Coût estimé de la mesure en FG
41 (IS) et 42 (IS)	Code des investissements	LF 2014	Données du SGE	63 609 381 952
43 (IS), de 45 (IS) à 67 (IS)	Secteur minier	-	Données du SGE	220 139 648 448
De 69 (IS) à 93 (IS)	Conventions (hors secteur minier)	-		44 077 455 552
96 (IMF)	Les sociétés nouvelles à l'exclusion des transformations de personnes morales, pour la première année civile de leur exploitation	CGI 2015	Données du SGE	3 247 866 245
TOTAL DES DEPENSES FISCALES EVALUEES EN MATIERE D'IS/IMF				331 435 2197

V. CADRE INSTITUTIONNEL POUR LE SUIVI ET L'ANALYSE DE LA POLITIQUE FISCALE

L'exercice d'évaluation des dépenses fiscales réalisé dans le cadre de ce projet doit être pérennisé, ce qui implique l'appropriation de la démarche par une structure spécifique. La création d'une Unité de politique fiscale (UPF) au niveau du ministère du budget a été recommandée dès la première mission. Cette UPF est indispensable pour recentrer la prise de décision en matière de politique fiscale au niveau du Ministre du Budget. Le Ministre du Budget envisage de constituer un Bureau de Stratégie et de Développement (BSD), qui inclut une unité de politique fiscale (UPF). La mise en place de cette unité est en cours.

Les principaux objectifs visés devraient être les suivants : 1) l'amélioration de la coordination entre l'administration des impôts et celle des douanes ; 2) l'élaboration des prévisions de recettes fiscales et douanières ; 3) l'analyse des projets de réforme en matière de politique fiscale, et notamment de leur impact ; et 4) l'estimation annuelle des dépenses fiscales.

Une synthèse des expériences internationales en la matière a fait l'objet de plusieurs publications (« Structures, processes and governance in tax policy-making : an initial report », C. J. Wales et C. P. Wales, 2012, Oxford University Centre for Business Taxation et « How to Establish a Tax Policy Unit », FAD, IMF, 2017). Celles-ci donnent des orientations sur la localisation, la taille, la composition et les missions d'une telle unité.

L'installation physique de l'UPF, structure technique, au niveau du ministère du budget n'est pas une obligation, elle peut être logée, soit à la DNI, soit à la douane. L'essentiel est qu'elle soit pilotée par un organe décisionnel, qui doit être présidé par le Ministre du budget ou son représentant et comprendre notamment le Directeur général des impôts et celui des douanes. Ce comité détermine les grandes orientations de la politique fiscale, décide des études à réaliser par l'UPF, et en valide les résultats. En ce qui concerne les dépenses fiscales, il lui reviendra par exemple de valider le SFR, et le rapport d'évaluation réalisé par l'UPF.

L'UPF réalise sous l'autorité du Ministre du budget, toutes les études techniques nécessaires aux choix à opérer en matière de politique fiscale, et au suivi de l'impact des mesures fiscales en cours. Elle produit les notes de synthèse et les documents préparatoires ou devant accompagner les projets de Lois de finances, en particulier le rapport sur l'évaluation des dépenses fiscales.

La composition de l'UPF doit permettre de regrouper toutes les compétences nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions. L'UPF regroupe essentiellement des représentants de la DNI et de la douane, c'est à dire au moins : 1 représentant des études et statistiques, 1 représentant de l'informatique, 1 représentant de la législation, et 1 représentant des services (douanier de la ligne et inspecteur vérificateur des impôts), ainsi que leurs suppléants. L'Institut National de la Statistique (INS) devrait également être représentée au sein de l'UPF par l'un de ses membres, et son suppléant, notamment pour disposer d'un point focal utile pour l'accès aux données économiques. L'UPF ne devrait pas regrouper plus Evaluation des dépenses fiscales en République de Guinée d'une douzaine de membres permanents. La

responsabilité de la structure est le plus souvent confiée à un représentant de la DNI. La stabilité de la composition de cette structure technique est une condition indispensable à la bonne réalisation des tâches qui lui sont confiées ainsi qu'à la fiabilité des analyses et des résultats obtenus.

L'organisation du travail de l'UPF peut être précisée à partir de l'enseignement tiré de la collaboration entre la mission et les différents services à l'occasion de l'élaboration de ce premier exercice d'évaluation des DF. Ainsi, deux « sous-groupes » opérationnels devraient être constitués au sein de l'UPF : l'un chargé de l'aspect juridique, c'est-à-dire le suivi de l'inventaire des textes et du SFR ; l'autre ayant pour tâche de regrouper les informations nécessaires à l'évaluation des DF, d'en définir le périmètre, de chiffrer leur coût, et éventuellement d'en analyser l'impact. Le rapport final serait ensuite rédigé conjointement par les deux sous-groupes. Les compétences requises pour les deux sous-groupes seraient différentes : le premier devant mobiliser des représentants des services de la législation (DNI, douane), le second des informaticiens et des statisticiens (DNI, Douane, INS). Ces deux sous-groupes travailleraient de manière séparée, chacun sous l'autorité d'un responsable désigné ; leurs travaux seraient suivis et coordonnés par le responsable de l'UPF. Les deux sous-groupes se réuniraient ensemble mensuellement pour partager leurs travaux, et coordonner leurs actions. Un compte-rendu de ces réunions serait établi et communiqué au Comité de politique fiscale chargé de suivre l'avancée du projet, de faire les arbitrages nécessaires et de valider les résultats obtenus notamment le rapport d'évaluation. Cette organisation en deux sous-groupes, proposée à partir du processus d'évaluation des DF, convient à la réalisation de l'ensemble des missions susceptibles d'être confiées à l'UPF.

La mise en place de l'UPF devrait intervenir rapidement afin de pérenniser l'exercice d'évaluation des dépenses fiscales et de faciliter la poursuite de l'exercice qui devra par ailleurs être complété par une analyse de l'impact des principales dépenses fiscales.

VI. ANNEXES

A. Distribution des recettes fiscales dans quelques pays africains¹¹

Pays	Taux de pression fiscale	Taxes sur le comm. ext.	Taxes indirectes internes	dont TVA	dont accises	Taxes directes	dont impôt sur les sociétés	dont impôt sur les individus
Afrique du Sud	24,71	1,03	8,88	6,51	0,88	14,66	5,14	9,45
Angola	22,24	1,08	1,44			5,65		
Botswana	35,45	10,77	3,92	3,92		5,79	2,45	3,34
Burkina Faso	12,48	1,6	6,69	4,69	1,2	2,8	1,48	1,32
Burundi	12,6	1,2	8,45			2,94	1,78	1,15
Cameroun	16,49	2	6,51	4,8	1,1	3,82	2,18	1,65
Cap Vert	18,98	3,82	8,81	7,08		6	2,72	3,28
Comores	11,09	1,4	6,67		4,32	2,92	2,34	0,47
Congo, Rép. Dém. du	10,87	2,09	4,65	3,61	1,04	3,88	1,88	2
Congo, République du	27,82	2,84	6,87			7,44		
Côte d'Ivoire	16,04	7,94	3,72	1,54		3,86	1,33	1,53
Gabon	20,62	4,21	1,98			4,71	1,9	1,71
Gambie	26,92	9,19	13,23	2,15	1,64	4,49	2,24	2,19
Guinée Equatoriale	14,78	0,24	0,79	0,58	0,21	0,85		
Guinée-Bissau	9,92	3,05	4,1		0,27	2,76	1,52	0,67
Madagascar	10,54	1,59	6,39	5,41	0,94	2,56	1,19	1,1
Mali	13,38	1,83	7,15	5,31	1,2	3,68		
Maurice	18,71	0,32	12	6,88	3,5	5,97	2,51	2,01
Mozambique	21,69	1,9	8,89	7,65	1,25	9,79	6,17	3,6
Namibie	34,73	12,36	7,79	7,59	0,03	12,61	3,48	8,54
Niger	13,81	3,05	4,67	3,97	0,7	4,52	3,32	1,06
Ouganda	13,62	1,53	7,4	4,35	2,84	4,45	0,95	2,19
Rép. Centrafricaine	6,5	1,63	3,47	2,08	0,62	1,34	0,64	0,23
São Tomé And Príncipe	14,8	6,48	2,92			4,89	1,24	3,46
Sénégal	19,77	2,82	10,59			6,03	2,11	3,53
Seychelles	30,44	1,8	15,42	9,98	5,42	9,98	4,73	5,25
Sierra Leone	9,05	2,79	2,14		1,08	3,07	1,17	1,84
Swaziland	27,51	13,63	6,32		1,32	7,56	2,94	4,54
Tanzanie	10,89	0,86	4,52	2,68	1,84	4,09		
Tchad	8,37	1,94	0,91			2,93	1,25	1,51
Zimbabwe	36,66	2,43	24,38	14,01	8,69	9,85	2,97	5,43

Source : FERDI

¹¹ Les informations sont données pour l'année 2015, année la plus récente où les données détaillées sont fournies.

B. Présentation du système fiscal de référence pour l'année 2017

Impôt	Taux	Assiette	Seuil	Remarques
IR	Barème progressif : - Revenu inférieur à 100000 GNF : 0%. - Revenu entre 100000 et 1 million GNF : 10%. - Revenu entre 1 et 1,5 millions GNF : 15%. - Revenu entre 1,5 et 3 millions GNF : 20%. - Revenu entre 3 et 6 millions GNF : 25%. - Revenu entre 6 et 10 millions GNF : 30%. - Revenu entre 10 et 20 millions GNF : 35%. - Revenu supérieur à 20 millions GNF : 40%.	Bénéfice/revenu imposable		Retenue sur les traitements et salaires (RTS): - Revenu inférieur à 1 million GNF : 0%. - Revenu entre 1 et 5 millions GNF : 5%. - Revenu entre 5 et 10 millions GNF : 10%. - Revenu supérieur à 10 millions GNF : 15%.
IS	35%	Bénéfice/revenu imposable	CA > 500 millions GNF : Régime du bénéfice réel normal. CA < 500 millions GNF : Régime simplifié d'imposition.	Impôt minimum forfaitaire fixé à 3% du CA. Ne peut être inférieur à 15 millions GNF, ni dépasser 60 millions GNF pour les entreprises assujetties à la TVA et au régime du réel normal. Ne peut être inférieur à 4,5 millions GNF, ni dépasser 15 millions GNF pour les entreprises du régime simplifié. Amortissement linéaire et dégressif. Report déficitaire de 3 ans.
IRCM	10%	Revenus des capitaux mobiliers		Paiement de l'IRCM libératoire de l'IR pour les personnes physiques et morales.
TVA	18% 0% pour les exportations et transports internationaux	TVA intérieure : CA taxable augmenté du DA TVA à l'importation : valeur en douane augmentée des DD et du DA	500 millions GNF	Le même système de référence est retenu, qu'il s'agisse de la TVA à l'intérieur ou de la TVA à l'importation. Déductibilité de la TVA versée en amont sur des opérations taxables avec les limites liées à l'activité prévues dans le CGI. Remboursement des crédits de TVA pour les entreprises exportatrices. Conventions internationales hors accords de siège et notes verbales. Dons dans le cadre de voyages officiels du chef de l'Etat et des membres du gouvernement. Importations destinées à la Croix Rouge. Envois exceptionnels non commerciaux.
Droits d'accises	- Boissons alcoolisées : 47%. - Tabacs : 20%. - Produits cosmétiques : 5%. - Articles de bijouterie, joaillerie, orfèvrerie : 15%. - Voitures de tourisme, usagées de plus de 5 ans : 5%.	DA intérieure : prix sortie usine hors TVA DA à l'importation : valeur en douane augmentée des DD		Conventions internationales hors accords de siège et notes verbales. Dons dans le cadre de voyages officiels du chef de l'Etat et des membres du gouvernement. Importations destinées à la Croix Rouge. Envois exceptionnels non commerciaux.
Droit de Douane	0, 5, 10, 20 et 35%	Valeur en douane		Conventions internationales hors accords de siège et notes verbales. Dons dans le cadre de voyages officiels du chef de l'Etat et des membres du gouvernement. Importations destinées à la Croix Rouge. Envois exceptionnels non commerciaux.

Entre 2016 et 2017, quatre changements sont intervenus dans le SFR

- Après avoir été fixé à 20% entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016, le taux plein de TVA a été ramené à 18% en 2017
- Les DA frappant les boissons alcoolisées sont passés de 45% à 47% dans le nouveau tarif douanier (TEC)
- Les DA frappant les tabacs sont passés de 15% à 20% dans le nouveau tarif douanier (TEC).
- La structure du tarif douanier inclut désormais une nouvelle catégorie, taxée à hauteur de 35%, conformément au tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO.

C. Présentation des dépenses fiscales identifiées pour l'année 2017

1. L'Impôt sur le revenu (IR)

Code général des impôts					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
1	IR	Les agents diplomatiques et consulaires des pays étrangers établis en Guinée sont exemptés de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les revenus liés à l'exercice de leurs fonctions diplomatiques ou consulaires à la condition qu'ils ne soient pas guinéens et dans la mesure où les pays qu'ils représentent accordent les mêmes avantages aux agents diplomatiques et consulaires guinéens.	CGI 2015	14	NDF
2	IR	Les intérêts afférents aux annuités de remboursement des emprunts souscrits pour l'acquisition, la construction ou les grosses réparations du logement dont le propriétaire se réserve la jouissance à titre d'habitation principale	CGI 2015	17-1	DF
3	IR	Les pensions alimentaires versées en exécution d'une décision de justice	CGI 2015	17-2	DF
4	IR	Les cotisations de sécurité sociale et assimilées qui n'ont pas été déduites d'un revenu brut catégoriel	CGI 2015	17-3	NDF
5	IR	Les dons et subventions aux œuvres et organismes à caractère philanthropique, social éducatif, scientifique, culturel ou sportif, dans la limite de 1% du revenu net global, sous réserve de la présentation de justification	CGI 2015	17-4	DF
6	IR	Une somme égale à 10% du montant du loyer annuel payé au titre de son habitation principale par le contribuable qui n'en est pas propriétaire dans la limite de 30.000 francs guinéens sous réserve de la présentation de justificatifs	CGI 2015	17-5	DF
7	IR	Le contribuable [...] peut déduire [de son revenu] une somme égale à 30 000 francs guinéens pour chaque enfant dont il a la charge, ainsi que pour son épouse ou chacune de ses épouses dans le cas d'option en faveur de l'imposition des revenus du foyer prévus à l'article 10, dans la limite d'un nombre maximum de six personnes	CGI 2015	18	DF

Code général des impôts (retenue sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères)					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
8	RTS	Les allocations familiales servies en application de la réglementation en vigueur	CGI 2015	55-1	DF

9	RTS	Les indemnités destinées à assurer le remboursement pour leur montant réel des frais professionnels utilisés conformément à leur objet et sous réserve de justification. Il s'agit principalement des indemnités de logement, indemnités de transport, indemnités de panier et repas, primes de cherté de vie et primes de craie.	CGI 2015	55-2	DF
10	RTS	Les allocations et les indemnités spéciales destinées à assurer le remboursement, pour leur montant réel, de frais professionnels, effectivement utilisées conformément à leur objet, et sous réserve de justifications	CGI 2015	55-2bis	NDF
11	RTS	Les indemnités et primes spéciales de caractère forfaitaire destinées à assurer le remboursement de frais professionnels, effectivement utilisées conformément à leur objet, dans les limites fixées par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances, et sous réserve des dispositions de l'article 52-3	CGI 2015	55-3	DF
12	RTS	Les indemnités de licenciement et les indemnités de départ à la retraite	CGI 2015	55-4	DF
13	RTS	Les indemnités temporaires, prestations et rentes viagères servies aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit	CGI 2015	55-5	DF
14	RTS	Les salaires versés aux apprentis munis d'un contrat d'apprentissage répondant aux conditions posées par le code du travail	CGI 2015	55-6	DF
15	RTS	Les allocations, bourses, indemnités et prestations servies sous quelque forme que ce soit par l'Etat ou les collectivités et les établissements publics en application des lois et règlements d'assistance	CGI 2015	55-7	DF
16	RTS	Les rentes viagères servies en représentation de dommages-intérêts en vertu d'une condamnation prononcée judiciairement pour la réparation d'un préjudice corporel ayant entraîné pour la victime une incapacité permanente totale l'obligeant à avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie	CGI 2015	55-8	DF
17	RTS	Les appointements des membres des missions diplomatiques et consulaires accrédités auprès de la République de Guinée pour l'exercice de leurs fonctions dans la mesure où les pays qu'ils représentent accordent des avantages analogues aux membres des missions diplomatiques et consulaires guinéens, et dès lors que le titulaire desdits appointements n'est pas de nationalité guinéenne	CGI 2015	55-9	NDF

Convention de base du 11 novembre 1993 entre la République de Guinée et Golden Shamrock Mines Limited et Chevaning Mining Compagny Ltd

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
18	IR	Les individus expatriés employés par la Société ou détachés par la Société pour des Services ou employés par ses conseillers ou entrepreneurs pour travailler en Guinée, seront soumis à un impôt sur le revenu équivalent à 10% du total de leurs salaires reçus pour le travail accompli en Guinée. Les indemnités et compléments de salaire en nature, pensions ou retraites complémentaires, paiements de sécurité sociale et médicaux, ne devront pas être pris en compte à ce propos et seront exemptés d'impôt.		13.17	DF

Convention du 3 novembre 2000 entre la République de Guinée et Rousski Alumini pour la réhabilitation, l'extension et l'exploitation des gisements de bauxite de Kindia

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF

19	IR	L'Investisseur et ses sous-traitants directs seront soumis aux impôts et taxes ci-après : a) Impôts et taxes sur les salaires : [...] – Une retenue à la source libératoire de tout autre impôt est faite sur les revenus salariaux versés par la société à son personnel expatrié qui réside pendant plus de 183 jours en Guinée au taux de 10% des salaires payés en Guinée et hors de Guinée.		20-a	DF
----	----	--	--	------	----

Convention de concession minière du 21 juillet 2001 entre la République de Guinée et la société Rousski Alumini Management de la Fédération de Russie pour la production de bauxite et d'alumine à Dian-Dian

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
20	IR	La Société et ses Sous-traitants directs acquitteront les droits et taxes suivants : [...] – Une retenue à la source libératoire de tous impôts, au taux de 10% sur salaires payés en Guinée, faite sur les revenus salariaux versés par la Société à son personnel expatrié qui réside en Guinée plus de cent quatre-vingt-trois (183) jours sur une quelconque période de douze (12) mois.		26.3.1.1	DF

Convention de concession minière du 25 avril 2003 entre la République de Guinée et Euronimba pour l'exploitation des gisements de fer des monts Nimba

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
21	IR	Sauf autrement convenu dans les présentes, la Société paiera à l'Etat les retenues à la source prévues par la législation fiscale guinéenne, à savoir : – La retenue à la source de 10% des salaires nets versés aux employés expatriés. Cette retenue est libératoire de tous autres impôts sur le revenus et salaires à la charge du personnel expatrié en Guinée.		25.3.3	DF

Convention de base du 15 octobre 2004 entre la République de Guinée et Guinea Alumina Corporation Ltd et Global Alumina pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine à Sangaredi

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
22	IR	– Une retenue à la source libératoire de tout impôt est faite sur les revenus salariaux versés par la Société, à son personnel expatrié qui réside plus de 183 jours en Guinée sur une quelconque période de douze (12) mois au taux de dix pour cent (10%) des salaires payés en Guinée et hors Guinée.		28.1.2	DF

Convention de base du 22 novembre 2005 entre la République de Guinée et Alcoa World Alumina Llc (Atlantic Division) et Alcan Inc. pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
23	IR	La Société et les Sous-Traitants Directs, chacun en ce qui le concerne, appliqueront également une retenue à la source au taux de dix pour cent (10%) sur les salaires versés par la Société à son personnel expatrié présent en Guinée pendant plus de 183 jours au cours d'une année civile, libératoire de tout impôt sur le revenu dû par ce personnel expatrié.		28.1	DF

Convention de base du 2 décembre 2005 entre la République de Guinée et le Groupe Third Party Logistics Trade SA pour la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite et d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

24	IR	La Société appliquera également une retenue à la source au taux de dix pour cent (10%) sur les salaires versés par la Société à son personnel expatrié présent en Guinée pendant plus de 183 jours au cours d'une année civile, libératoire de tout impôt sur le revenu dû par ce personnel expatrié.		28.1	DF
----	----	---	--	------	----

Convention de base du 16 décembre 2009 entre la République de Guinée et BSG Resources pour l'exploitation des gisements de minerai de fer à Zogota/N°Zerekore

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
25	IR	– Retenue sur les traitements et salaires (RTS) sur les salaires des salariés étrangers séjournant plus de cent quatre-vingt-trois (183) jours par Année Civile au taux de dix pour cent (10%) de la rémunération, étant entendu que les salariés étrangers séjournant moins de cent quatre-vingt-trois (183) jours par Année Civile sont exonérés de cet impôt.		33.6	DF

Convention minière du 30 juin 2010 entre la République de Guinée, Lissa Mining Services Company Limited et International Mining Développement SA concernant le développement, la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite, d'une raffinerie d'alumine et d'équipements annexes dans la préfecture de Fria

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
26	IR	– Une retenue à la source au taux de 10% sur les salaires versés au personnel expatrié présent en Guinée pendant plus de 183 jours au cours d'une année civile, libératoire de tout impôt sur le revenu dû par ce personnel expatrié.		35.2	DF

Convention de base amendée et consolidée du 26 mai 2014 entre la République de Guinée et SIMFER SA et Rio Tinto Mining and Exploration Ltd pour l'exploitation des gisements de fer de Simandou

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
27	IR	– Une retenue à la source libératoire de tout impôt est faite sur les revenus salariaux versés par les sociétés dont le siège sociale est en Guinée à son personnel expatrié qui réside plus de 183 jours en Guinée sur une quelconque période de 12 mois au taux de 10% des salaires payés en Guinée et hors Guinée.		24.7	DF

Protocole d'accord du 28 février 2008 relatif au régime fiscal entre la République de Guinée et la Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
28	IR	La République de Guinée donne par le présent Protocole, son accord pour exonérer les activités de la Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Guinée SA, des impôts et taxes détaillés ci-après : [...] – Exonération de tous impôts et taxes sur les salaires du personnel expatrié [...].		1	DF

Convention d'établissement d'avril 2015 entre la République de Guinée et Holden Holding Limited pour les centrales de Kaloum 1, 2 et Kipé

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

29	IR	Une retenue à la source libératoire de tout autre impôt sur le revenu du personnel du Fournisseur n'ayant pas d'établissement en République de Guinée est faite sur les revenus du Personnel du Fournisseur direct à raison de toute activité déployée en République de Guinée au titre du Projet pendant une période excédant six (6) mois au cours d'une année civile, conformément à la convention d'établissement entre l'Etat et la Société du Projet.		8.2.3.1	DF
----	----	---	--	---------	----

2. L'Impôt sur les sociétés (IS)

Code général des impôts

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
30	IS	Les sociétés coopératives et leurs unions ainsi que les groupements villageois et leurs unions, ayant pour objet la production, la transformation, la conservation et la vente de produits agricoles sauf pour certaines opérations à caractère commercial telles que : les ventes effectuées dans un magasin de détail distinct de l'établissement principal, les opérations de transformation de produits ou sous-produits autre que ceux destinés à l'alimentation humaine ou animale ou pouvant être utilisés comme matières premières dans l'agriculture ou l'industrie et les opérations effectuées avec des non sociétaires ou membres	CGI 2015	221-I-1	DF
31	IS	Les sociétés coopératives d'approvisionnement et d'achat ainsi que les groupements villageois ou de quartier ayant le même objet, fonctionnant conformément aux dispositions qui les régissent	CGI 2015	221-I-2	DF
32	IS	Les sociétés coopératives de consommation ainsi que les groupements villageois ou de quartiers ayant le même objet, qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt, les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes	CGI 2015	221-I-3	NDF
33	IS	Les sociétés, organismes, coopératives et associations reconnus d'utilité publique chargés du développement rural ou de la promotion agricole	CGI 2015	221-I-4	NDF
34	IS	Les sociétés coopératives de construction	CGI 2015	221-I-5	DF
35	IS	Les collectivités locales, leurs groupements, ainsi que leurs régies de services publics	CGI 2015	221-I-6	NDF
36	IS	Les chambres de commerce, d'industrie, d'artisanat et d'agriculture	CGI 2015	221-I-7	NDF
37	IS	Les bénéfices réalisés par des associations sans but lucratif, organisant avec le concours de l'Etat ou des collectivités locales des manifestations publiques correspondant à l'objet défini par leurs statuts et présentant du point de vue économique un intérêt certain pour la collectivité territoriale	CGI 2015	221-I-8	DF
38	IS	Les organismes sans but lucratif légalement constitués et dont la gestion est désintéressée, pour les services de caractères social, éducatif, culturel ou sportifs rendus à leurs membres	CGI 2015	221-I-9	NDF
39	IS	Les clubs et cercles privés pour leurs activités autres que le bar, la restauration et les jeux	CGI 2015	221-I-10	NDF
40	IS	Bénéficient d'une exonération d'impôt sur les sociétés pendant les dix premières années de leur fonctionnement, les organisations à caractère coopératif et pré-coopératif régies par les dispositions de l'ordonnance n°005/PRG/SGG/88 du 10 février 1988, autres que celles visées au I. Cette exonération temporaire peut être renouvelée par décision du Ministre de l'Economie et des Finances prise après consultation du service national d'assistance technique aux coopératives.	CGI 2015	221-II	NDF/DF

Code des investissements (loi de finances 2014)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
41	IS	[Pendant la phase de production] Les réductions d'impôts et taxes applicables en Zone A sont les suivantes : a) [...] Impôt sur les Sociétés (IS) [...] : 100% de réduction pour les 1ère et 2ème années ; 50% de réduction pour les 3ème et 4ème années ; 25% de réduction pour les 5ème et 6ème années.	LF 2014	26	DF
42	IS	[Pendant la phase de production] Les réductions d'impôts et taxes applicables en zone B sont les suivantes : 1) [...] Impôt sur les Sociétés (IS) [...] : 100% de réduction pour les 1ère, 2ème et 3ème années ; 50% de réduction pour les 4ème, 5ème et 6ème années ; 25% de réduction pour les 7ème et 8ème années.	LF 2014	27	DF

Code minier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
43	IS	En phase d'exploitation, les titulaires d'un titre d'exploitation minière sont soumis [...] : [...] – à l'impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et de l'Impôt sur les Sociétés au taux de 30%	CM 2011, 2013	176 nouveau	DF

Code pétrolier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
44	IS	Par dérogation aux dispositions du Code Général des Impôts, les sociétés étrangères visées ci-dessous qui effectuent des prestations de services pour le compte de Contractants sont admises au bénéfice d'un régime fiscal simplifié dans les conditions et modalités suivantes : [...] c) le régime simplifié consiste en un prélèvement forfaitaire à titre d'impôt sur les sociétés et l'exonération de tous autres impôts au titre des services visés à l'alinéa a) ci-dessus. d) Ce prélèvement forfaitaire est fixé à dix pour cent (10 %) du chiffre d'affaires, tel que défini ci-dessous.	CP 2014	90	DF

Avenant n°1 du 23 octobre 1993 à la convention de base signée le 9 mai 1990 entre la République de Guinée et la société Delta Gold Mining Ltd

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
45	IS	La Société payera un impôt sur les bénéfices calculés au taux de 30% [...].		17-m	DF

Convention de base du 11 novembre 1993 entre la République de Guinée et Golden Shamrock Mines Limited et Chevaning Mining Compagny Ltd

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
46	IS	La Société devra acquitter l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux durant toute la durée de ce Contrat, au taux de 30%, sur tout montant imposable encaissé ou acquis par la Société, de source Guinéenne ou extérieure.		13.11	DF

Convention du 3 novembre 2000 entre la République de Guinée et Rousski Alumini pour la réhabilitation, l'extension et l'exploitation des gisements de bauxite de Kindia

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
47	IS	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pendant sa durée de validité, l'Investisseur, ses sous-prestataires et sous-traitants directs participant à la réalisation du projet et dans la limite de cette participation sont soumis au régime fiscal et douanier défini comme suit : [...] – Exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.		20	DF

Convention de concession minière du 21 juillet 2001 entre la République de Guinée et la société Rousski Alumini Management de la Fédération de Russie pour la production de bauxite et d'alumine à Dian-Dian

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
48	IS	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention et jusqu'au remboursement total des investissements initiaux à l'Investisseur, la Société sera exonérée de l'impôt sur le Bénéfice Industriel et Commercial (BIC).		27.1	DF

Convention de concession minière du 25 avril 2003 entre la République de Guinée et Euronimba pour l'exploitation des gisements de fer des monts Nimba

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
49	IS	Sauf autrement convenu dans la présente Convention, la Société est totalement exonérée : – de l'impôt sur les Bénéfices Commerciaux et Industriels (BIC) pour une période de 8 ans à compter de la 1ère année d'exploitation, conformément à l'article 143.3 du Code Minier, plus 4 années supplémentaires.		27	DF

Convention de base du 15 octobre 2004 entre la République de Guinée et Guinea Alumina Corporation Ltd et Global Alumina pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine à Sangaredi

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
50	IS	A compter de la date de signature des présentes et jusqu'à la Date de démarrage de la Production Commerciale, l'Investisseur et ses Sous-traitants directs, seront exonérés de tout impôt (y compris la TVA) pour tous les travaux engagés pendant cette période, quel que soit leur date effective de paiement, à l'exception de ceux qui sont précisés de manière exhaustive ci-après [retenues à la source, Contribution au développement local et Taxe minière sur l'alumine].		28.1	DF
51	IS	Compte tenu des Etudes de Mise en Œuvre, l'Investisseur, ses fournisseurs et Sous-traitants directs, seront exonérés de tout impôt pendant une période de quinze (15) ans à compter de la Date de démarrage de la Production Commerciale, à l'exception des Impôts visés aux Article 28.1 à 28.3 ci-dessus [retenues à la source, Contribution au développement local et Taxe minière sur l'alumine].		29	DF

Convention de base du 22 novembre 2005 entre la République de Guinée et Alcoa World Alumina Llc (Atlantic Division) et Alcan Inc. pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF

52	IS	A compter de la Date d'Entrée en Vigueur et jusqu'à la Date de Démarrage de la Production Commerciale, la Société, les Investisseurs et ses Sous-Traitants Directs seront exonérés de tout Impôt et Taxe, y compris la TVA, pour tous les travaux et activités liées au Projet engagés pendant cette période quelle que soit la date effective de paiement, à l'exception de ceux qui sont précisés de manière exhaustive ci-dessous [Retenue à la source sur les salaires, Cotisation de sécurité sociale, Impôt sur les salaires et Taxe unique sur les véhicules].		28	DF
53	IS	La Société sera exonérée de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) pendant une période de 4 ans (48 mois) à compter de la Date de Démarrage de la Production Commerciale.		29.4.1	DF
54	IS	A l'expiration de la période de 4 ans susmentionnée, et pour une durée de dix (10) ans (120 mois) suivant cette période d'exonération, la Société sera soumise à un impôt de 10% sur le résultat imposable conformément au présent Titre V et à l'Annexe Fiscale.		29.4.2	DF

Convention de base du 2 décembre 2005 entre la République de Guinée et le Groupe Third Party Logistics Trade SA pour la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite et d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
55	IS	A compter de la Date d'Entrée en Vigueur et jusqu'à la Date de Démarrage de la Production Commerciale, l'Investisseur, la Société, ses Filiales ainsi que ses Sous-traitants Directs seront exonérés de tout Impôt et Taxe, y compris la TVA, pour tous les travaux et activités liées au Projet engagés pendant cette période quelle que soit la date effective de paiement, à l'exception de ceux qui sont précisés de manière exhaustive ci-dessous [Retenue à la source sur les salaires, Cotisation de sécurité sociale et Taxe unique sur les véhicules].		28	DF
56	IS	1) La société bénéficiera pour les 5 (cinq) premiers exercices comptables établis à partir de la date de démarrage de la période écoulée d'une exonération totale de l'impôt BIC.		29.3-1	DF
57	IS	2) Au-delà de cette première période visée ci-dessus et pour la période allant du 6ème exercice comptable au 10ème exercice comptable inclus, la société acquittera un impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) au taux allégé de 5%.		29.3-2	DF
58	IS	3) A l'expiration de cette deuxième période, la Société acquittera un impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) au taux de dix (10) % de chaque exercice susmentionné, soit du 11ème au 15ème exercice.		29.3-3	DF
59	IS	5) Nonobstant ce qui précède, et au cas où l'addition des cinq (5) exercices comptables successifs de la première période ferait apparaître un résultat comptable négatif, la Société sera exonérée de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC) pour une nouvelle période de cinq (5) exercices comptables allant du sixième (6ème) exercice comptable au dixième (10ème) exercice comptable. A l'expiration de cette nouvelle période, la Société acquittera l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux sur la période résiduelle de cinq (5) ans (allant du 11ème au 15ème exercice comptable) au taux de 20%.		29.3-5	DF

Convention de base du 16 décembre 2009 entre la République de Guinée et BSG Resources pour l'exploitation des gisements de minerai de fer à Zogota/N°Zerekore

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

60	IS	En raison de la réalisation du chemin de Fer Conakry-Kankan, le taux de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux applicable au bénéfice net taxable est de trente pour cent (30%)		33.4.2	DF
61	IS	Conformément aux dispositions de l'article 143.3 du Code Minier, la société sera exonérée de l'Impôt BIC pour une période de 8 ans à compter de la première production commerciale. La société bénéficiera de deux années supplémentaires d'exonération, soit 10 ans au total, en raison de l'extension du Chemin de Fer de Kankan à Kerouané.		33.4.3	DF

Convention minière du 30 juin 2010 entre la République de Guinée, Lissa Mining Services Company Limited et International Mining Développement SA concernant le développement, la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite, d'une raffinerie d'alumine et d'équipements annexes dans la préfecture de Fria

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
62	IS	A compter de la date de signature des présentes jusqu'à la Date de Mise en Production Commerciale, l'Investisseur, IMD, leur Sociétés Affiliées et leurs Sous-traitants seront exonérés de tout Impôt (y compris la TVA) au titre de l'intégralité des Activités du Projet engagées au cours de cette période, quelle que soit la date de paiement effectif, à l'exception de ceux dont la liste exhaustive figure ci-après [Cotisation de sécurité sociale, Retenue à la source, Taxe unique sur les véhicules, Versement forfaitaire].		35	DF
63	IS	(A) A compter du premier exercice fiscal suivant l'expiration de la période de dix (10) ans à compter de la Date de Mise en Production Commerciale d'un Train d'Alumine, IMD, toute Société de Projet concernée et tout Sous-Traitant paieront un impôt sur les sociétés relatif à la production de ce Train d'Alumine au taux de trente-cinq pour cent (35%). 5B) Pendant cette période de dix (10) ans, l'Investisseur, IMD ou toute Société de Projet concernée paieront un impôt sur les sociétés annuel forfaitaire dont le montant et les modalités seront fixés dans un avenant conclu d'accord parties.		36.5	DF

Convention minière du 6 septembre 2013 entre la République de Guinée et CPI International Minerals and Investment Co. Ltd

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
64	IS	A compter de la Date d'Entrée en Vigueur de la Convention, l'Investisseur, toute Société de Projet, tout Affilié ou Sous-traitants directs et exclusifs ne seront soumis à aucun impôt et taxe au titre de l'intégralité de leurs activités réalisées strictement dans le cadre du Projet jusqu'à la Date de Première Production Commerciale d'Alumine, quel que soit la date de paiement effectif, à l'exception de ceux dont la liste exhaustive figure ci-dessous : – droits fixes et redevance annuelle ; – redevance superficielle ; – versement forfaitaire ; – retenue à la source sur les revenus non salariaux ; – retenue à la source sur les traitements et salaires ; – droits d'enregistrement sur les actes de création de toute Société de Projet, d'augmentation de capital, de fusion et de cession d'actions ; et – taxe unique sur les véhicules à l'exclusion des véhicules et engins de chantier.		Annexe E-2-B	DF

65	IS	[Pendant la phase d'exploitation et de transformation,] l'Investisseur et les Sociétés de Projet bénéficieront néanmoins des exonérations suivantes : ii. Pendant les cinq (5) premières années suivant la Date de Première Production Commerciale d'Alumine : – L'impôt sur les sociétés.		Annexe E-3-B-II	DF
----	----	--	--	-----------------	----

Convention de base amendée et consolidée du 26 mai 2014 entre la République de Guinée et SIMFER SA et Rio Tinto Mining and Exploration Ltd pour l'exploitation des gisements de fer de Simandou

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
66	IS	Pour les opérations de production se déroulant à l'intérieur du Périmètre de la Concession modifiée ainsi que pour les opérations d'exploitation des Infrastructures du Projet qui auront été principalement créées pour les besoins du Projet, une exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt minimum forfaitaire sera applicable pendant une période de huit (8) ans à compter de la première année de bénéfice taxable. A l'expiration de cette période, les entreprises concernées acquitteront l'impôt BIC au taux de 30%, ou à tout autre taux d'impôt BIC plus favorable qui serait adopté par les Lois et Réglementations.		29.1	DF

Avenant n°1 du 30 juin 2014 à la convention de base entre la République de Guinée et Alliance Mining Commodities Guinée SA pour l'exploitation des gisements de bauxite de Koumbia

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
67	IS	Aux termes de l'Avenant, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux est fixé à trente-cinq pourcent (35%) pour la durée de la Convention ; étant expressément entendu que la Société bénéficiera d'une exonération totale d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux au titre de cinq (5) exercices fiscaux consécutifs, à compter de et y compris l'exercice fiscal au cours duquel il est prévu que la Date de Première Production Commerciale intervienne.		3.33.3.2	DF

Loi L/2014/016/AN du 2 juillet 2014 portant statut de la Banque Centrale de la République de Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
68	IS	Dans le cadre des activités liées à l'accomplissement des missions qui lui sont confiées par la présente loi, la Banque Centrale est exonérée du paiement de toute taxe et de tout impôt.		91	NDF

Convention du 30 août 2012 entre l'Etat Guinéen et Pearl Overseas Investments Limited pour la construction et l'exploitation d'un complexe hôtelier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
69	IS	– Exonération de l'IS pour une durée de trois années fiscales à compter de la date d'ouverture au public.		4.2-b	DF
70	IS	– Réduction de l'assiette sur l'IS égale à : * cinquante pour cent (50%) suivant les périodes d'exonération visée aux a et b (à la 4ème année) ; * vingt-cinq pour cent (25%) pour la deuxième année fiscale suivant la période d'exonération (à la 5ème année).		4.2-b	DF

Convention de partenariat public-privé du 7 mai 2013 entre la République de Guinée et Guinea Mar Grandioso Promocao Imobiliaria e Construcoes SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

71	IS	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention et pour une période de cinq (5) ans renouvelables d'accord parties, le Promoteur sera exonéré de : [...] iii) L'impôt sur les sociétés.		10,2	DF
----	----	---	--	------	----

Convention du 26 juin 2013 pour la concession de l'usage, la réhabilitation et l'exploitation de l'huilerie Synceri de Dabola

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
72	IS	La République de Guinée garantit au Repreneur : – qu'il sera exempté d'impôt sur les sociétés pendant ses cinq (5) premiers exercices.		6.2	DF

Convention de mars 2014 entre le Gouvernement de la République de Guinée et la société Douja Promotion Groupe Addoha Guinée pour la réalisation de logements économiques dans le cadre des grands investissements dans le secteur de l'habitat

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
73	IS	L'Etat accorde au Promoteur immobilier "Douja Promotion - Groupe Addoha Guinée", les avantages fiscaux suivants [...] : [...] – Abattement total au titre de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC).		10	DF

Convention d'établissement de janvier 2015 de la Banque de Développement de Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
74	IS	Pendant les trois (3) premières années fiscales, la Banque est exonérée de l'impôt sur les sociétés (IS) et une réduction de 50% de l'assiette fiscale de cet impôt sera effectuée pour la première année suivant cette période d'exonération.		11.1	DF

Convention d'établissement d'avril 2015 entre la République de Guinée et Holden Holding Limited pour les centrales de Kaloum 1, 2 et Kipé

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
75	IS	L'impôt sur le bénéfice sera établi pendant les cinq premières années conformément au code des investissements pour la zone 1, à savoir exonération totale pour les trois premières années, puis 50% d'abattement pour la quatrième année et 25% d'abattement pour la cinquième année.		8.2.3.1	DF

Convention du 22 juin 2015 entre l'Etat Guinéen et la Pharmacie Centrale de Guinée (PGC)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
76	IS	Dans son rôle d'autorité de tutelle, l'Etat s'engage à : [...] – Aider la PCG à pratiquer dans un but social, les prix accessibles en l'exonérant pour une période de Trois (3) ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention, de [...] l'Impôt sur le BIC [...].		4	DF

Convention entre la République de Guinée et Coujy Corporation pour l'exploitation d'un complexe industriel de transformation du bois à N'Zerekore

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF

77	IS	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pendant une durée de quinze (15) ans, l'Investisseur participe à la réalisation du projet et dans la limite de cette participation il est soumis au régime fiscal et douanier défini comme suit : [...] – Exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.		15	DF
----	----	---	--	----	----

Arrêté A/2011/4895/MIPME/SGG du 1er septembre 2011 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une unité industrielle de fabrication de fer à béton à Conakry

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
78	IS	L'exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés pendant les cinq (5) premières années fiscales à compter du début des opérations.		1-3	DF
79	IS	La réduction de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés égale à : – Cinquante pour cent (50%) pour la première année fiscale suivant la période d'exonération visée au point 3 ; – Vingt-cinq pour cent (25%) pour la deuxième année fiscale suivant la période d'exonération visée au point 3.		1-4	DF

Arrêté A/2012/7238/MIPME/SGG du 3 août 2012 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'un complexe hôtelier de grand standing de la société Chain Hotel Conakry SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
80	IS	L'exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés pendant les trois (3) premières années fiscales à compter du début des opérations.		1-3	DF
81	IS	La réduction de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés égale à : – Cinquante pour cent (50%) pour la première année fiscale suivant la période d'exonération visée au point 3 ; – Vingt-cinq pour cent (25%) pour la deuxième année fiscale suivant la période d'exonération visée au point 3.		1-4	DF

Arrêté A/2012/8728/MIPME/SGG du 7 septembre 2012 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une cimenterie de la société Diamond Cement Guinée SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
82	IS	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : A. Avantages Communs : [...] 3. L'exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés pendant les trois (3) premières années fiscales à compter du début des opérations.		1-A-3	DF
83	IS	4. La réduction de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés égales à : – Cinquante pour cent (50%) pour la première année fiscale suivant la période d'exonération visée au point 3 ; – Vingt-cinq pour cent (25%) pour la deuxième année fiscale suivant la période d'exonération visée au point 3.		1-A-4	DF
84	IS	B. Avantages particuliers au régime des entreprises valorisant les ressources naturelles et les matières premières locales : A ce titre, le projet bénéficie pendant les cinq (5) premières années fiscales à compter du début des opérations, d'une déduction des bénéfices passibles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, égale à 20% des consommations intermédiaires d'origine guinéennes.		1-B	DF

Arrêté A/2012/10561/MIPME/SGG du 17 décembre 2012 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une unité de traitement et de conditionnement de lait en poudre de la société Soguipal SARL à Sanoyah, préfecture de Coyah

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
85	IS	L'exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés pendant les trois (3) premières années fiscales à compter du début des opérations.		1-A-3	DF
86	IS	La réduction de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés égales à : – Cinquante pour cent (50%) pour la première année fiscale suivant la période d'exonération visée au point 3 ; – Vingt-cinq pour cent (25%) pour la deuxième année fiscale suivant la période d'exonération visée au point 3.		1-A-4	DF
87	IS	B. Avantages particuliers au régime des entreprises valorisant les ressources naturelles et les matières premières locales : A ce titre, le projet bénéficie pendant les cinq (5) premières années fiscales à compter du début des opérations, d'une déduction des bénéfices passibles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, égale à 20% des consommations intermédiaires d'origine guinéennes.		1-B	DF

Arrêté A/2014/2777/MIPMEPSP/SGG du 2 juin 2014 portant agrément du projet de création et d'exploitation d'une unité de fabrication de fabrication de fer à béton, de tôles noires et de tôles ondulées galvanisées

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
88	IS	Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur installé en Zone A bénéficie d'un régime fiscal dérogatoire consistant à l'exonération de : a) l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés, de l'Impôt Minimum Forfaitaire [...] comme suit : – 100% de réduction pour les 1ère et 2e années. – 50% de réduction pour les 3e et 4e années. – 25% de réduction pour les 5e et 6e années.		1-3-a	DF

Arrêté A/2014/1385/MDB/SGG du 2 septembre 2014 portant application des dispositions fiscales et douanières de la loi L/2003/004/AN

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
89	IS	Au titre de la fiscalité intérieure, la Soguipah est exonérée de : [...] – de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.		2	DF

Arrêté A/2014/4581/MIPMEPSP/SGG du 18 septembre 2014 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une cimenterie moderne à Massayah

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
90	IS	Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur installé en Zone A bénéficie d'un régime fiscal dérogatoire consistant à l'exonération de : a) l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés, de l'Impôt Minimum Forfaitaire [...] comme suit : – 100% de réduction pour les 1ère, 2e et 3ème années. – 50% de réduction pour les 4e, 5e et 6ème années. – 25% de réduction pour les 7e et 8ème années.		1-3-a	DF

Arrêté A/2015/1323 du 21 avril 2015 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une nouvelle unité industrielle de production d'articles en plastiques à Matoto-Conakry

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

91	IS	Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur installé en Zone A bénéficie d'un régime fiscal dérogatoire consistant à l'exonération de : a) l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt Minimum Forfaitaire [...] comme suit : – 100% de réduction pour les 1ère et 2e années. – 50% de réduction pour les 3e et 4e années. – 25% de réduction pour les 5e et 6e années.		1-3	DF
----	----	---	--	-----	----

Arrêté A/2016/1325/MIPMEPSP/SGG du 22 avril 2016 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une usine de préfabriqués de béton armé et de traverses de rails à Forecariah, initié par la société Piccini Guinée SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
92	IS	Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur installé en Zone A bénéficie d'un régime fiscal dérogatoire consistant à l'exonération de : a) l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) ou de l'impôt sur les sociétés (IS), de l'impôt Minimum Forfaitaire (IMF) [...] comme suit : – 100% de réduction pour les 1ère et 2e années. – 50% de réduction pour les 3e et 4e années. – 25% de réduction pour les 5e et 6e années.		1-3-a	DF

Arrêté A/2016/7093/MIPMEPSP/SGG du 5 décembre 2016 portant agrément du projet d'extension de capacité de l'usine de production de ciments de la société Guinée Industries Ciments SA implantée à Kabelen, préfecture de Bubreka

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
93	IS	Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur installé en Zone A bénéficie d'un régime fiscal dérogatoire consistant à l'exonération de : a) l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt Minimum Forfaitaire [...] comme suit : – 100% de réduction pour les 1ère et 2e années. – 50% de réduction pour les 3e et 4e années. – 25% de réduction pour les 5e et 6e années.		1-3-a	DF

Convention d'établissement du 18 juillet 2018 pour la construction, l'extension et l'exploitation d'une unité de production de Farine de Blé SONOCO et Moulins d'Afrique

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
94	IS	Chaque société est exemptée pendant toute la durée de la présente convention pour ce qui concerne les opérations industrielles, des impôts et taxes ci-après : l'IMF, VF, le CFU, la patente Retenue à la source sur dividende, l'IS, TVA		5.1 à 5.5	DF

Contrat du 30 septembre 2013 de fourniture de Fuel Louré à EDG par STAR OIL Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
95	IS	Le présent contrat est exonéré des droits et taxes exigibles y compris la TVA en République de Guinée		Art 9	DF

Arrêté d'agrément du 26 novembre 2010 du projet de modernisation et d'extension de l'usine de la société guinéenne d'emballages Coyah

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
96	IS	Exonération sur l'impôt sur le BIC ou l'IS pendant les trois 1eres années...		3	DF

Arrêté A/2016 du 5 décembre 2016 portant agrément du projet d'extension de capacité de l'unité de production de matelas mousses... de SIPACO sankoumbaya de Matam

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

97	IS	...Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur bénéficie d'exonération sur l'impôt sur le BIC ou l'IS et sur l'IMF, sur la patente et la CFU, .. (sur les premières années)...		3	DF
----	----	--	--	---	----

Arrêté d'agrément A/2016/1325 du 22 avril 2016 du projet d'implantation et d'exploitation d'une usine de préfabriquées de béton armées et de traverses de rails à Forecariah initié par la société PICCINI

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
98	IS	...Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur bénéficie d'exonération sur l'impôt sur le BIC ou l'IS et sur l'IMF, sur la patente et la CFU, .. (sur les premières années)...		3	DF

Arrêté A/2016/1875/du 10 juin 2016 portant agrément du projet d'extension et modernisation de l'usine de fer à béton à Massayah, Dubreka de la société ODHAV MULTI INDUSTRIE-SAU

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
99	IS	...Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur bénéficie d'exonération sur l'impôt sur le BIC ou l'IS et sur l'IMF, sur la patente et la CFU, .. (sur les premières années)...		3	DF

Convention de partenariat du 8 août 2011 entre la République de Guinée et Welly Duck Group pour l'exploitation d'immeubles à usage locatif en Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
100	IS	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pour une période de 8 ans à partir de la date de mise en exploitation de chaque projet, la société Weily kakimbo group SA sera exonérée de: la patente, l'IS, ou l'impôt sur le BIC, l'IMF, des droits d'enregistrements et timbre sur les actes constitutifs de la société, de l'IRCM, des droits d'admission temporaires des engins et véhicules, Des droits et taxes de douane y compris la TVA... sur l'importation des équipements, matériels, matériaux et outillages entrant dans la réalisation du projet.		10	DF

Convention de base du 19 décembre 2016 entre la république de guinée et la société des mines de Mandiana (SMM) pour l'exploitation de gisements d'or dans la préfecture de Madiana

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
101	IS	SMM sera soumise à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux au taux de 30% ...		Annexe6-A	DF

Loi L/2016/066/AN du 19 décembre 2016 portant loi de finances initiale pour l'année 2017.

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
101 (bis)	IS	Afin de promouvoir la création des centres de gestion agréés (CGA) et d'inciter les petites et moyennes entreprises et industries à y adhérer, des avantages fiscaux leur sont nouvellement accordés. Les CGA bénéficient d'une exonération d'IS pendant les trois premières années, tandis que leurs adhérents qui sont soumis au régime réel simplifié d'imposition ou au régime de l'impôt synthétique, bénéficient d'une exonération d'IMF pendant les trois premières années et d'un abattement d'IS à hauteur de 50% pour les trois premières années puis de 25% à partir de la quatrième année	Loi de finances pour 2017	Article 16 bis	DF

3. L'Impôt minimum forfaitaire (IMF)

Code général des impôts

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

102	IMF	Les sociétés organismes visés à l'article 220-V [établissements publics ayant une activité de nature administrative autres que les établissements scientifiques d'enseignement et d'assistance, ainsi que les associations et collectivités non soumis à l'impôt sur les sociétés]	CGI 2015	245-1	NDF
103	IMF	Les sociétés et personnes morales exonérées de l'impôt sur les sociétés à raison de tout ou partie de leurs opérations en vertu de l'article 221	CGI 2015	245-2	NDF/DF
104	IMF	Les sociétés nouvelles à l'exclusion des transformations de personnes morales, pour la première année civile de leur exploitation	CGI 2015	245-3	NDF
105	IMF	Les sociétés ayant cessé toute activité professionnelle antérieurement au 1 janvier de l'année d'imposition et non assujetties à la contribution des patentes dans les rôles de l'année précédente	CGI 2015	245-5	NDF

Code des investissements (loi de finances 2014)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
106	IMF	[Pendant la phase de production] Les réductions d'impôts et taxes applicables en Zone A sont les suivantes : a) Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) [...] : 100% de réduction pour les 1ère et 2ème années ; 50% de réduction pour les 3ème et 4ème années ; 25% de réduction pour les 5ème et 6ème années.	LF 2014	26	DF
107	IMF	[Pendant la phase de production] Les réductions d'impôts et taxes applicables en zone B sont les suivantes : 1) Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) [...] : 100% de réduction pour les 1ère, 2ème et 3ème années ; 50% de réduction pour les 4ème, 5ème et 6ème années ; 25% de réduction pour les 7ème et 8ème années.	LF 2014	27	DF

Code minier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
108	IMF	Les titulaires d'un permis de recherche bénéficient pendant toute la durée de la phase de recherche, de l'exonération de : [...] – L'impôt minimum forfaitaire (IMF).	CM 2011, 2013	171-I nouveau	NDF
109	IMF	Les titulaires d'un titre d'exploitation minière bénéficient pendant toute la durée de la phase de construction de l'exonération de : [...] – L'impôt minimum forfaitaire (IMF).	CM 2011, 2013	173 nouveau	NDF
110	IMF	Les titulaires d'un titre d'exploitation minière qui entrent en phase d'exploitation, bénéficient pendant trois (3) ans à compter de la date de la première production commerciale, de l'exonération : – De l'Impôt Minimum Forfaitaire (IMF).	CM 2011, 2013	175 nouveau	DF

Convention de concession minière du 21 juillet 2001 entre la République de Guinée et la société Rousski Alumini Management de la Fédération de Russie pour la production de bauxite et d'alumine à Dian-Dian

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
111	IMF	Sauf autrement convenu à la présente Convention, la Société bénéficie des exonérations ci-après : – Exonération de l'Impôt Minimum Forfaitaire (IMF).		27	DF

Convention de concession minière du 25 avril 2003 entre la République de Guinée et Euronimba pour l'exploitation des gisements de fer des monts Nimba

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
112	IMF	Sauf autrement convenu dans la présente Convention, la Société est totalement exonérée : – de l'Impôt Minimum Forfaitaire (IMF).		27	DF

Convention de base du 15 octobre 2004 entre la République de Guinée et Guinea Alumina Corporation Ltd et Global Alumina pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine à Sangaredi

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
113	IMF	A compter de la date de signature des présentes et jusqu'à la Date de démarrage de la Production Commerciale, l'Investisseur et ses Sous-traitants directs, seront exonérés de tout impôt (y compris la TVA) pour tous les travaux engagés pendant cette période, quel que soit leur date effective de paiement, à l'exception de ceux qui sont précisés de manière exhaustive ci-après [retenues à la source, Contribution au développement local et Taxe minière sur l'alumine].		28.1	NDF/DF
114	IMF	Compte tenu des Etudes de Mise en Œuvre, l'Investisseur, ses fournisseurs et Sous-traitants directs, seront exonérés de tout impôt pendant une période de quinze (15) ans à compter de la Date de démarrage de la Production Commerciale, à l'exception des Impôts visés aux Article 28.1 à 28.3 ci-dessus [retenues à la source, Contribution au développement local et Taxe minière sur l'alumine].		29	DF

Convention de base du 22 novembre 2005 entre la République de Guinée et Alcoa World Alumina Llc (Atlantic Division) et Alcan Inc. pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
115	IMF	A compter de la Date d'Entrée en Vigueur et jusqu'à la Date de Démarrage de la Production Commerciale, la Société, les Investisseurs et ses Sous-Traitants Directs seront exonérés de tout Impôt et Taxe, y compris la TVA, pour tous les travaux et activités liées au Projet engagés pendant cette période quelle que soit la date effective de paiement, à l'exception de ceux qui sont précisés de manière exhaustive ci-dessous [Retenue à la source sur les salaires, Cotisation de sécurité sociale, Impôt sur les salaires et Taxe unique sur les véhicules].		28	NDF/DF

Convention de base du 2 décembre 2005 entre la République de Guinée et le Groupe Third Party Logistics Trade SA pour la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite et d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
116	IMF	A compter de la Date d'Entrée en Vigueur et jusqu'à la Date de Démarrage de la Production Commerciale, l'Investisseur, la Société, ses Filiales ainsi que ses Sous-traitants Directs seront exonérés de tout Impôt et Taxe, y compris la TVA, pour tous les travaux et activités liées au Projet engagés pendant cette période quelle que soit la date effective de paiement, à l'exception de ceux qui sont précisés de manière exhaustive ci-dessous [Retenue à la source sur les salaires, Cotisation de sécurité sociale et Taxe unique sur les véhicules].		28	NDF/DF

Convention minière du 30 juin 2010 entre la République de Guinée, Lissa Mining Services Company Limited et International Mining Développement SA concernant le développement, la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite, d'une raffinerie d'alumine et d'équipements annexes dans la préfecture de Fria

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
117	IMF	A compter de la date de signature des présentes jusqu'à la Date de Mise en Production Commerciale, l'Investisseur, IMD, leur Sociétés Affiliées et leurs Sous-traitants seront exonérés de tout Impôt (y compris la TVA) au titre de l'intégralité des Activités du Projet engagées au cours de cette période, quelle que soit la date de paiement effectif, à l'exception de ceux dont la liste exhaustive figure ci-après [Cotisation de sécurité sociale, Retenue à la source, Taxe unique sur les véhicules, Versement forfaitaire].		35	NDF/DF

Convention minière du 6 septembre 2013 entre la République de Guinée et CPI International Minerals and Investment Co. Ltd

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
118	IMF	A compter de la Date d'Entrée en Vigueur de la Convention, l'Investisseur, toute Société de Projet, tout Affilié ou Sous-traitants directs et exclusifs ne seront soumis à aucun impôt et taxe au titre de l'intégralité de leurs activités réalisées strictement dans le cadre du Projet jusqu'à la Date de Première Production Commerciale d'Alumine, quel que soit la date de paiement effectif, à l'exception de ceux dont la liste exhaustive figure ci-dessous : – droits fixes et redevance annuelle ; – redevance superficielle ; – versement forfaitaire ; – retenue à la source sur les revenus non salariaux ; – retenue à la source sur les traitements et salaires ; – droits d'enregistrement sur les actes de création de toute Société de Projet, d'augmentation de capital, de fusion et de cession d'actions ; et – taxe unique sur les véhicules à l'exclusion des véhicules et engins de chantier.		Annexe E-2-B	NDF/DF
119	IMF	[Pendant la phase d'exploitation et de transformation,] l'Investisseur et les Sociétés de Projet bénéficieront néanmoins des exonérations suivantes : i. Pendant les trois (3) premières années suivant la Date de Première Production Commerciale d'Alumine : – L'impôt minimum forfaitaire.		Annexe E-3-B-II	DF

Convention de base amendée et consolidée du 26 mai 2014 entre la République de Guinée et SIMFER SA et Rio Tinto Mining and Exploration Ltd pour l'exploitation des gisements de fer de Simandou

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
120	IMF	Pour les opérations de production se déroulant à l'intérieur du Périmètre de la Concession modifiée ainsi que pour les opérations d'exploitation des Infrastructures du Projet qui auront été principalement créées pour les besoins du Projet, une exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt minimum forfaitaire sera applicable pendant une période de huit (8) ans à compter de la première année de bénéfice taxable. A l'expiration de cette période, les entreprises concernées acquitteront l'impôt BIC au taux de 30%, ou à tout autre taux d'impôt BIC plus favorable qui serait adopté par les Lois et Réglementations.		29.1	DF

Loi L/2014/016/AN du 2 juillet 2014 portant statut de la Banque Centrale de la République de Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
121	IMF	Dans le cadre des activités liées à l'accomplissement des missions qui lui sont confiées par la présente loi, la Banque Centrale est exonérée du paiement de toute taxe et de tout impôt.		91	NDF

Convention du 30 août 2012 entre l'Etat Guinéen et Pearl Overseas Investments Limited pour la construction et l'exploitation d'un complexe hôtelier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
122	IMF	– Exonération de l'IMF pour une durée de trois années fiscales à compter de la date d'ouverture au public.		4.2-b	DF

Convention de partenariat public-privé du 7 mai 2013 entre la République de Guinée et Guinea Mar Grandioso Promocao Imobiliaria e Construcoes SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

123	IMF	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention et pour une période de cinq (5) ans renouvelables d'accord parties, le Promoteur sera exonéré de : [...] iv) L'impôt minimum forfaitaire.			DF
-----	-----	---	--	--	----

Convention du 26 juin 2013 pour la concession de l'usage, la réhabilitation et l'exploitation de l'huilerie Synceri de Dabola

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
124	IMF	La République de Guinée garantit au Repreneur : [...] – qu'il sera exempté des impôts minimums forfaitaires et de tous droits et taxes sur les capitaux investis pendant ses cinq (5) premiers exercices.		6.2	DF

Convention du 22 juin 2015 entre l'Etat Guinéen et la Pharmacie Centrale de Guinée (PGC)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
125	IMF	Dans son rôle d'autorité de tutelle, l'Etat s'engage à : [...] – Aider la PCG à pratiquer dans un but social, les prix accessibles en l'exonérant pour une période de Trois (3) ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention, de l'Impôt Minimum Forfaitaire [...].		4	DF

Arrêté A/2014/2777/MIPMEPSP/SGG du 2 juin 2014 portant agrément du projet de création et d'exploitation d'une unité de fabrication de fabrication de fer à béton, de tôles noires et de tôles ondulées galvanisées

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
126	IMF	Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur installé en Zone A bénéficie d'un régime fiscal dérogatoire consistant à l'exonération de : a) l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés, de l'Impôt Minimum Forfaitaire [...] comme suit : – 100% de réduction pour les 1ère et 2e années. – 50% de réduction pour les 3e et 4e années. – 25% de réduction pour les 5e et 6e années.		1-3-a	DF

Arrêté A/2014/1385/MDB/SGG du 2 septembre 2014 portant application des dispositions fiscales et douanières de la loi L/2003/004/AN

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
127	IMF	Au titre de la fiscalité intérieure, la Soguipah est exonérée de : [...] – de l'impôt minimum forfaitaire.		2	DF

Arrêté A/2014/4581/MIPMEPSP/SGG du 18 septembre 2014 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une cimenterie moderne à Massayah

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
128	IMF	Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur installé en Zone A bénéficie d'un régime fiscal dérogatoire consistant à l'exonération de : a) l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés, de l'Impôt Minimum Forfaitaire [...] comme suit : – 100% de réduction pour les 1ère, 2e et 3ème années. – 50% de réduction pour les 4e, 5e et 6ème années. – 25% de réduction pour les 7e et 8ème années.		1-3-a	DF

Arrêté A/2015/1323 du 21 avril 2015 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une nouvelle unité industrielle de production d'articles en plastiques à Matoto-Conakry

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

129	IMF	Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur installé en Zone A bénéficie d'un régime fiscal dérogatoire consistant à l'exonération de : a) l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt Minimum Forfaitaire [...] comme suit : – 100% de réduction pour les 1ère et 2e années. – 50% de réduction pour les 3e et 4e années. – 25% de réduction pour les 5e et 6e années.		1-3	DF
-----	-----	---	--	-----	----

Arrêté A/2016/1325/MIPMEPSP/SGG du 22 avril 2016 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une usine de préfabriqués de béton armé et de traverses de rails à Forecariah, initié par la société Piccini Guinée SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
130	IMF	Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur installé en Zone A bénéficie d'un régime fiscal dérogatoire consistant à l'exonération de : a) l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) ou de l'impôt sur les sociétés (IS), de l'impôt Minimum Forfaitaire (IMF) [...] comme suit : – 100% de réduction pour les 1ère et 2e années. – 50% de réduction pour les 3e et 4e années. – 25% de réduction pour les 5e et 6e années.		1-3-a	DF

Arrêté A/2016/7093/MIPMEPSP/SGG du 5 décembre 2016 portant agrément du projet d'extension de capacité de l'usine de production de ciments de la société Guinée Industries Ciments SA implantée à Kabelen, préfecture de Bubreka

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
131	IMF	Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur installé en Zone A bénéficie d'un régime fiscal dérogatoire consistant à l'exonération de : a) l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt Minimum Forfaitaire [...] comme suit : – 100% de réduction pour les 1ère et 2e années. – 50% de réduction pour les 3e et 4e années. – 25% de réduction pour les 5e et 6e années.		1-3-a	DF

Convention d'établissement du 18 juillet 2018 pour la construction, l'extension et l'exploitation d'une unité de production de Farine de Blé SONOCO et Moulins d'Afrique

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
132	IMF	Chaque société est exemptée pendant toute la durée de la présente convention pour ce qui concerne les opérations industrielles, des impôts et taxes ci-après : l'IMF, VF, le CFU, la patente Retenue à la source sur dividende, l'IS, TVA		5.1 à 5.5	DF

Contrat du 30 septembre 2013 de fourniture de Fuel Louré à EDG par STAR OIL Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
133	IMF	Le présent contrat est exonéré des droits et taxes exigibles y compris la TVA en République de Guinée		Art 9	DF

Arrêté d'agrément du 26 novembre 2010 du projet de modernisation et d'extension de l'usine de la société guinéenne d'emballages Coyah

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
134	IMF	Exonération sur l'impôt sur le BIC ou l'IS pendant les trois 1eres années...		3	DF

Arrêté A/2016 du 5 décembre 2016 portant agrément du projet d'extension de capacité de l'unité de production de matelas mousses... de SIPACO sankoumbaya de Matam

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

135	IMF	...Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur bénéficie d'exonération sur l'impôt sur le BIC ou l'IS et sur l'IMF, sur la patente et la CFU, .. (sur les premières années)...		3	DF
-----	-----	--	--	---	----

Arrêté d'agrément A/2016/1325 du 22 avril 2016 du projet d'implantation et d'exploitation d'une usine de préfabriquées de béton armées et de traverses de rails à Forecariah initié par la société PICCINI

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
136	IMF	...Pendant la phase d'exploitation, l'investisseur bénéficie d'exonération sur l'impôt sur le BIC ou l'IS et sur l'IMF, sur la patente et la CFU, .. (sur les premières années)...		3	DF

Convention de partenariat du 8 août 2011 entre la République de Guinée et Welly Duck Group pour l'exploitation d'immeubles à usage locatif en Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
137	IMF	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pour une période de 8 ans à partir de la date de mise en exploitation de chaque projet, la société Weily kakimbo group SA sera exonérée de: la patente, l'IS, ou l'impôt sur le BIC, l'IMF, des droits d'enregistrements et timbre sur les actes constitutifs de la société, de l'IRCM, des droits d'admission temporaires des engins et véhicules, Des droits et taxes de douane y compris la TVA... sur l'importation des équipements, matériels, matériaux et outillages entrant dans la réalisation du projet.		10	DF

Contrat N° 2016/005/ du 22 janvier 2016 relatif à la conception, fourniture et construction de l'aménagement hydroélectrique de Souapiti

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
138	IMF	Les droits et Taxes à la charge de l'Etat: Droit fiscal à l'importation (DFI) payé par CTSS TVA, payée par CTSS CFU; patente; droit d'enregistrement; TA; retenue à la source sur les intérêts payés; IRCM; IMF TVA sur les achats locaux payée par CTSS.		7-B	DF

Loi L/2016/066/AN du 19 décembre 2016 portant loi de finances initiale pour l'année 2017.

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
138 (bis)	IMF	Afin de promouvoir la création des centres de gestion agréés (CGA) et d'inciter les petites et moyennes entreprises et industries à y adhérer, des avantages fiscaux leur sont nouvellement accordés. Les CGA bénéficient d'une exonération d'IS pendant les trois premières années, tandis que leurs adhérents qui sont soumis au régime réel simplifié d'imposition ou au régime de l'impôt synthétique, bénéficient d'une exonération d'IMF pendant les trois premières années et d'un abattement d'IS à hauteur de 50% pour les trois premières années puis de 25% à partir de la quatrième année	Loi de finances pour 2017	Article 16 bis	DF

4. L'Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (IRCM)

Code général des impôts

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

139	IRCM	Les dispositions des articles 181 à 183 ne sont pas applicables aux intérêts, arrérages et tous autres produits des comptes courants figurant dans les recettes provenant de l'exercice d'une profession industrielle, commerciale, agricole ou d'une exploitation minière, sous la double condition : 1° que les contractants aient l'un et l'autre, l'une des qualités d'industriel, de commerçant ou d'exploitant agricole ou minier ; 2° que les opérations inscrites au compte courant se rattachent exclusivement à l'industrie, au commerce ou à l'exploitation agricole ou minière des deux parties.	CGI 2015	186	DF
-----	------	--	----------	-----	----

Code pétrolier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
140	IRCM	A l'exception de l'impôt sur les sociétés [...], les sociétés constituant les Contractants sont exonérées de tout autre impôt direct frappant les résultats des Opérations Pétrolières sur le Territoire National [...]. L'exonération prévue à l'alinéa ci-dessus est notamment applicable : a) à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières pour les dividendes versés aux actionnaires des sociétés et à l'impôt sur le revenu des créances mobilières, telles que les avances, dépôts et cautionnement	CP 2014	88	DF

Convention fiscale avec la France

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
141	IRCM	1) Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat. 2) Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15% du montant brut des dividendes. Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.	CGI 2015	10-1&2	NDF
142	IRCM	1) Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat. 2) Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si leur bénéficiaire effectif est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10% du montant brut des intérêts.	ConvFisc France	11-1&2	NDF

Convention fiscale avec le Maroc

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

143	IRCM	1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat. 2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des dividendes est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder : a) cinq (5) pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société (autre qu'une société de personnes) qui détient directement au moins 30 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes ; b) dix (10) pour cent du montant brut des dividendes, dans tous les autres cas.	ConvFics Maroc	10-1&2	NDF
144	IRCM	1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet Etat. 2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des intérêts est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder dix (10) pour cent du montant brut des intérêts.	ConvFics Maroc	11-1&2	NDF
145	IRCM	3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés au gouvernement ou à la Banque Centrale de l'autre Etat contractant, sont exempts d'impôt dans le premier Etat contractant.	ConvFics Maroc	11-3	NDF

Avenant n°1 du 23 octobre 1993 à la convention de base signée le 9 mai 1990 entre la République de Guinée et la société Delta Gold Mining Ltd

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
146	IRCM	Pendant la phase d'exploitation, la SMD, ses sociétés affiliées et sous-traitants seront assujettis au régime fiscal ci-après défini : [...] j) Le revenu des valeurs mobilières est exonéré de l'impôt I.R.V.M.		18.2-j	DF

Convention du 3 novembre 2000 entre la République de Guinée et Rousski Alumini pour la réhabilitation, l'extension et l'exploitation des gisements de bauxite de Kindia

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
147	IRCM	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pendant sa durée de validité, l'Investisseur, ses sous-prestataires et sous-traitants directs participant à la réalisation du projet et dans la limite de cette participation sont soumis au régime fiscal et douanier défini comme suit : [...] – Exonération de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.		20	DF

Convention de concession minière du 25 avril 2003 entre la République de Guinée et Euronimba pour l'exploitation des gisements de fer des monts Nimba

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
148	IRCM	Sauf autrement convenu dans la présente Convention, la Société est totalement exonérée : – de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM), dividendes, tantièmes, jetons et autres produits distribués aux actionnaires et intérêts payés sur les prêts reçus par la Société.		27	DF

Convention de base du 15 octobre 2004 entre la République de Guinée et Guinea Alumina Corporation Ltd et Global Alumina pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine à Sangaredi

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

149	IRCM	A compter de la date de signature des présentes et jusqu'à la Date de démarrage de la Production Commerciale, l'Investisseur et ses Sous-traitants directs, seront exonérés de tout impôt (y compris la TVA) pour tous les travaux engagés pendant cette période, quel que soit leur date effective de paiement, à l'exception de ceux qui sont précisés de manière exhaustive ci-après [retenues à la source, Contribution au développement local et Taxe minière sur l'alumine].		28.1	DF
150	IRCM	Compte tenu des Etudes de Mise en Œuvre, l'Investisseur, ses fournisseurs et Sous-traitants directs, seront exonérés de tout impôt pendant une période de quinze (15) ans à compter de la Date de démarrage de la Production Commerciale, à l'exception des Impôts visés aux Article 28.1 à 28.3 ci-dessus [retenues à la source, Contribution au développement local et Taxe minière sur l'alumine].		29	DF

Convention de base du 22 novembre 2005 entre la République de Guinée et Alcoa World Alumina Llc (Atlantic Division) et Alcan Inc. pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
151	IRCM	A compter de la Date d'Entrée en Vigueur et jusqu'à la Date de Démarrage de la Production Commerciale, la Société, les Investisseurs et ses Sous-Traitants Directs seront exonérés de tout Impôt et Taxe, y compris la TVA, pour tous les travaux et activités liées au Projet engagés pendant cette période quelle que soit la date effective de paiement, à l'exception de ceux qui sont précisés de manière exhaustive ci-dessous [Retenue à la source sur les salaires, Cotisation de sécurité sociale, Impôt sur les salaires et Taxe unique sur les véhicules].		28	DF

Convention de base du 2 décembre 2005 entre la République de Guinée et le Groupe Third Party Logistics Trade SA pour la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite et d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
152	IRCM	A compter de la Date d'Entrée en Vigueur et jusqu'à la Date de Démarrage de la Production Commerciale, l'Investisseur, la Société, ses Filiales ainsi que ses Sous-traitants Directs seront exonérés de tout Impôt et Taxe, y compris la TVA, pour tous les travaux et activités liées au Projet engagés pendant cette période quelle que soit la date effective de paiement, à l'exception de ceux qui sont précisés de manière exhaustive ci-dessous [Retenue à la source sur les salaires, Cotisation de sécurité sociale et Taxe unique sur les véhicules].		28	DF

Convention minière du 30 juin 2010 entre la République de Guinée, Lissa Mining Services Company Limited et International Mining Développement SA concernant le développement, la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite, d'une raffinerie d'alumine et d'équipements annexes dans la préfecture de Fria

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
153	IRCM	A compter de la date de signature des présentes jusqu'à la Date de Mise en Production Commerciale, l'Investisseur, IMD, leur Sociétés Affiliées et leurs Sous-traitants seront exonérés de tout Impôt (y compris la TVA) au titre de l'intégralité des Activités du Projet engagées au cours de cette période, quelle que soit la date de paiement effectif, à l'exception de ceux dont la liste exhaustive figure ci-après [Cotisation de sécurité sociale, Retenue à la source, Taxe unique sur les véhicules, Versement forfaitaire].		35	DF

Convention minière du 6 septembre 2013 entre la République de Guinée et CPI International Minerals and Investment Co. Ltd

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

154	IRCM	A compter de la Date d'Entrée en Vigueur de la Convention, l'Investisseur, toute Société de Projet, tout Affilié ou Sous-traitants directs et exclusifs ne seront soumis à aucun impôt et taxe au titre de l'intégralité de leurs activités réalisées strictement dans le cadre du Projet jusqu'à la Date de Première Production Commerciale d'Alumine, quel que soit la date de paiement effectif, à l'exception de ceux dont la liste exhaustive figure ci-dessous : – droits fixes et redevance annuelle ; – redevance superficielle ; – versement forfaitaire ; – retenue à la source sur les revenus non salariaux ; – retenue à la source sur les traitements et salaires ; – droits d'enregistrement sur les actes de création de toute Société de Projet, d'augmentation de capital, de fusion et de cession d'actions ; et – taxe unique sur les véhicules à l'exclusion des véhicules et engins de chantier.		Annexe E-2-B	DF
-----	------	---	--	--------------	----

Convention de base amendée et consolidée du 26 mai 2014 entre la République de Guinée et SIMFER SA et Rio Tinto Mining and Exploration Ltd pour l'exploitation des gisements de fer de Simandou

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
155	IRCM	SIMFER S.A. sera exonérée de Taxe et de retenue à la source sur les dividendes et sur toutes autres distributions aux actionnaires.		29.3	DF

Loi L/2014/016/AN du 2 juillet 2014 portant statut de la Banque Centrale de la République de Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
156	IRCM	Dans le cadre des activités liées à l'accomplissement des missions qui lui sont confiées par la présente loi, la Banque Centrale est exonérée du paiement de toute taxe et de tout impôt.		91	NDF

Convention du 30 août 2012 entre l'Etat Guinéen et Pearl Overseas Investments Limited pour la construction et l'exploitation d'un complexe hôtelier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
157	IRCM	– Exemption du paiement des impôts sur les capitaux mobiliers pendant les cinq premières années à partir du début des opérations.		4.2-b	DF

Convention d'établissement de janvier 2015 de la Banque de Développement de Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
158	IRCM	Pendant une durée de trois (03) ans, les dividendes, intérêts et plus-values sur les cessions d'actions sont exonérés de tous prélèvements fiscaux.		11.2	DF

Convention entre la République de Guinée et Coujy Corporation pour l'exploitation d'un complexe industriel de transformation du bois à N'Zerekore

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
159	IRCM	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pendant une durée de quinze (15) ans, l'Investisseur participe à la réalisation du projet et dans la limite de cette participation il est soumis au régime fiscal et douanier défini comme suit : [...] – Exonération de l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers.		15	DF

Convention de partenariat du 8 août 2011 entre la République de Guinée et Welly Duck Group pour l'exploitation d'immeubles à usage locatif en Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

160	IRCM	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pour une période de 8 ans à partir de la date de mise en exploitation de chaque projet, la société Weily kakimbo group SA sera exonérée de: la patente, l'IS, ou l'impôt sur le BIC, l'IMF, des droits d'enregistrements et timbre sur les actes constitutifs de la société, de l'IRCM, des droits d'admission temporaires des engins et et véhicules, Des droits et taxes de douane y compris la TVA... sur l'importation des équipements, matériels, matériaux et outillages entrant dans la réalisation du projet.		10	DF
-----	------	--	--	----	----

Contrat N° 2016/005/ du 22 janvier 2016 relatif à la conception, fourniture et construction de l'aménagement hydroélectrique de Souapiti

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
161	IRCM	Les droits et Taxes à la charge de l'Etat: Droit fiscal à l'importation (DFI) payé par CTSS TVA, payée par CTSS CFU; patente; droit d'enregistrement; TA; retenue à la source sur les intérêts payés; IRCM ; IMF TVA sur les achats locaux payée par CTSS.		7-B	DF

5. Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Code général des impôts

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
162	TVA	La base d'imposition sur les fournitures d'eau et d'électricité est déterminée après application d'un abattement pratiqué sur chaque facture mensuelle. Cet abattement est de 20 000 FG pour l'eau et 50 000 FG pour l'électricité.	CGI 2015	368	DF
163	TVA	Les ventes de timbres au profit du budget de l'Etat ainsi que les importations de ces biens	CGI 2015	362-a	NDF
164	TVA	Les intérêts agios et autres produits perçus par les banques et les établissements de crédit, dès lors qu'ils sont soumis à des taxations spécifiques exclusives de toute taxation sur le chiffre d'affaire	CGI 2015	362-b	NDF
165	TVA	Les opérations ayant pour objet la transmission des biens immobiliers et des biens meubles corporels passibles des droits d'enregistrement à l'exclusion des opérations de même nature effectuées par les marchands de biens ou celles de crédit-bail	CGI 2015	362-b	NDF
166	TVA	Les opérations relatives aux locations de terrains non aménagés et de locaux nus	CGI 2015	362-c	DF
167	TVA	Les ventes, importations, impressions et compositions de publications périodiques imprimées quelle que soient leurs dénominations (journal ou revue) principalement composées de textes relatives aux nouvelles et aux informations d'intérêt général à l'exclusion des recettes de publicité	CGI 2015	362-d	DF
168	TVA	Les services ou opérations à caractère social, éducatif, sportif, culturel, philanthropiques ou religieux rendu par les organismes sans but lucratif dont la gestion est bénévole et désintéressée. Toutefois, les opérations réalisées par ces organismes sont taxables lorsqu'elles se situent dans un secteur concurrentiel	CGI 2015	362-e	NDF
169	TVA	Pain	CGI 2015	362-f	DF
170	TVA	Huile de palmiste	CGI 2015	362-f	DF
171	TVA	Poisson	CGI 2015	362-f	DF

172	TVA	Les ventes de biens usagés faites par les personnes qui les ont utilisées pour les besoins de leur exploitation	CGI 2015	362-h	DF
173	TVA	Les opérations d'amarrage, de remorquage, de pilotage portuaire des navires pour l'embarquement des marchandises à l'exportation ainsi que les opérations de transit, d'embarquement et de transbordement sur marchandises destinées à l'exportation	CGI 2015	362-i	DF/NDF

CGI 2015 et Arrêté A/96/3330/MF/SGG du 18 juin 1996 portant application de la taxe sur la valeur ajoutée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
174	TVA	Les produits pharmaceutiques : sont concernés les produits figurant dans la nomenclature nationale des spécialistes pharmaceutiques et des génériques publiées par un arrêté du Ministre chargé de santé. Au regard de la nomenclature du tarif des Douanes, ces produits relèvent des positions 30-01-10-00-00 à 30-06-06-00-00.	CGI 2015 ; A/96/3330	362-g ; 5-1	DF
175	TVA	Les engrais : sont concernés les substances dont la fonction principale est d'apporter aux plantes cultivées les éléments nécessaires à leur croissance aux regards de la nomenclature du tarif des douanes, ces produits relèvent des positions tarifaires 31-01-00-00-00 à 31-05-90-00.	CGI 2015 ; A/96/3330	362-g ; 5-2	DF
176	TVA	Les produits phytosanitaires constituent des substances ou préparations permettant de lutter contre les ennemis des cultures ou des produits récoltés.	CGI 2015 ; A/96/3330	362-g ; 5-3	DF
177	TVA	Les livres et fournitures scolaires : sont concernés les cahiers scolaires, dictionnaires et encyclopédies et manuels scolaires relevant respectivement des positions 48-20-00-00, 49-01- 91-00-00 et 49-01-99-10-00. Au titre des fournitures scolaires, ne sont exonérés de T.V.A que les crayons et ardoises pour l'écriture ou le dessin relevant des positions 96-08-10-00-00 et 96-10-00-00-00.	CGI 2015 ; A/96/3330	362-g ; 5-4	DF

CGI 2015 et TEC 2017

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
178	TVA	Le riz (10.06.10.10.00 à 10.06.40.00.00)	CGI 2015 ; Tarif 2013	362-f ; 7	DF
179	TVA	La farine de blé (11.01.00.00.00)	CGI 2015 ; Tarif 2013	362-f ; 7	DF
180	TVA	Les huiles végétales alimentaires des positions tarifaires 15.07 à 15.15	CGI 2015 ; Tarif 2013	362-f ; 7	DF
181	TVA	Le blé (10.01.10.00.00)	CGI 2015 ; Tarif 2013	362-f ; 7	DF

TEC 2017

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
182	TVA	Les produits de la catégorie 0 définie à l'article 2 ci-dessus	Tarif 2013	7	NDF

Code minier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

183	TVA	Les titulaires d'un permis de recherche bénéficient pendant toute la durée de la phase de recherche, de l'exonération de : – La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) sur les importations des équipements, matériels, machines et consommables visés par la liste minière soumise, avant le démarrage de la phase de recherche, sous réserve que cette liste minière ait été agréée conformément aux dispositions de l'article 166 du présent code. Toutefois, ne sont pas exonérés de TVA les importations de biens qui sont exclus du droit à déduction en application des dispositions du Code Général des impôts, quand bien même ces biens figureraient sur la liste minière dûment agréée.	CM 2011, 2013	170-I nouveau	NDF
184	TVA	Les titulaires d'un titre d'exploitation minière bénéficient pendant toute la durée de la phase de construction de l'exonération de : – La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) sur les importations des équipements, matériels, machines, matières premières et consommables visés par la liste minière soumise, avant le démarrage de la phase de construction, sous réserve que cette liste minière ait été agréée conformément aux dispositions de l'article 166 du présent code. Toutefois, ne sont pas exonérés de TVA les importations de biens qui sont exclus du droit à déduction en application des dispositions du Code Général des Impôts, quand bien même ces biens figureraient sur la liste minière dûment agréée, à l'exception du fuel lourd.	CM 2011, 2013	173 nouveau	NDF
185	TVA	En phase d'exploitation, les titulaires d'un titre d'exploitation minière sont soumis, selon les règles de droit commun, à tous les impôts autres que ceux pour lesquels ils bénéficient de l'exonération prévue à l'article 175 du présent code, et notamment mais pas exclusivement : – à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) à l'exclusion de la TVA à l'importation des biens d'équipement figurant sur la liste minière visés par la première catégorie prévue à l'article 167 du présent Code ; [...] Toutefois, les importations de fioul lourd destiné à l'extraction et à la concentration des substances minières brutes et à la transformation sur place des substances minières en produits semi-finis ou finis sont exonérées de TVA sous réserve que ce fioul lourd figure sur la liste minière pour la phase d'exploitation de la mine, définie à l'article 166 du présent Code, déposée préalablement au commencement de cette phase d'exploitation.	CM 2011, 2013	176 nouveau	NDF

Convention de concession minière du 21 juillet 2001 entre la République de Guinée et la société Rousski Alumini Management de la Fédération de Russie pour la production de bauxite et d'alumine à Dian-Dian

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
186	TVA	Conformément au décret D/97/153/PRG/SGG du 15 juillet 1997 portant modalités d'application de la TVA aux entreprises titulaires de titres miniers et de permis de recherche minière, la Société bénéficie d'une exonération de la TVA pour l'importation des matériaux et pièces de rechange nécessaires au fonctionnement des matériels et équipements professionnels, à l'exclusion des matériaux et pièces de rechange pour les véhicules de tourisme, pendant toute la durée de la phase de recherche.		27.2	NDF
187	TVA	[Pendant la phase des travaux de recherches et d'études complémentaires,] les matériaux et pièces de rechange nécessaires au fonctionnement des matériels et équipements professionnels bénéficieront d'une exonération totale des droits, taxes et redevance de douane.		28.1.3	NDF

188	TVA	A compter de la décision d'investissement et de la date de démarrage des travaux de constructions ou d'extension telle que définie par l'Etude de faisabilité (TEO) et la présente Convention, la Société bénéficie, pour ses activités liées au Projet, de l'exonération de tous les droits, taxes et redevances de douane sur les équipements, matériels, gros outillage, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme et des denrées alimentaires. Les pièces détachées, lubrifiants et carburants nécessaires à ces biens d'équipements sont également exonérés.		28.2.1	NDF
189	TVA	A compter de la date de première production commerciale, la Société et ses Soumissionnaires bénéficient pour leurs activités liées au Projet, de l'exonération totale des droits, taxes (y compris la TVA et la taxe d'enregistrement de 0,5% de la valeur CAF) et redevance de douane sur les équipements, matériels, gros outillages, engins, véhicules utilisés pour les besoins miniers (à l'exception des véhicules de tourisme), ainsi que les matières premières, pièces de rechange et consommable utilisés directement aux opérations d'exploitation et de transformation nécessaire au Projet, seront exonérés.		28.3.1	NDF
190	TVA	Les produits pétroliers (à l'exception de l'essence) et lubrifiants nécessaires à la réalisation du Projet peuvent être importés par la Société et doivent être conformes aux spécifications en vigueur, étant entendu que la Société est exonérée de tous les impôts, droits, taxes et redevances sur les produits pétroliers et lubrifiants importés.		28.4.1	NDF
191	TVA	La Société pourra importer les explosifs industriels aux fins de la réalisation du Projet, étant entendu que la Société est exonérée de tous les impôts, droits, taxes et redevances par rapport aux explosifs importés.		28.5.1	NDF

Convention de base du 15 octobre 2004 entre la République de Guinée et Guinea Alumina Corporation Ltd et Global Alumina pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine à Sangaredi

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
192	TVA	A compter de la date de signature des présentes et jusqu'à la Date de démarrage de la Production Commerciale, l'Investisseur et ses Sous-traitants directs, seront exonérés de tout impôt (y compris la TVA) pour tous les travaux engagés pendant cette période, quel que soit leur date effective de paiement, à l'exception de ceux qui sont précisés de manière exhaustive ci-après [retenues à la source, Contribution au développement local et Taxe minière sur l'alumine].		28.1	NDF
193	TVA	Compte tenu des Etudes de Mise en Œuvre, l'Investisseur, ses fournisseurs et Sous-traitants directs, seront exonérés de tout impôt pendant une période de quinze (15) ans à compter de la Date de démarrage de la Production Commerciale, à l'exception des Impôts visés aux Article 28.1 à 28.3 ci-dessus [retenues à la source, Contribution au développement local et Taxe minière sur l'alumine].		29	NDF
194	TVA	[A l'expiration de cette période de quinze (15) ans,] la Société sera exonérée de taxe sur la valeur ajoutée sur toutes les importations nécessaires au Projet, à l'exception du matériel et effets exclusivement destinés à l'usage personnel des employés de la Société. [...] La Société sera également exonérée de taxe sur la valeur ajoutée sur tous les achats ainsi que pour toutes prestations nécessaires au Projet quelle que soit la nationalité et/ou la résidence du fournisseur ou du prestataire [...].		29.7	NDF

Convention de base du 22 novembre 2005 entre la République de Guinée et Alcoa World Alumina Llc (Atlantic Division) et Alcan Inc. pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

195	TVA	La Société, les Investisseurs et les Sous-Traitants Directs seront exonérés de TVA sur toutes les importations liées aux Activités du Projet. La Société et les Investisseurs seront également exonérés de taxe sur la valeur ajoutée sur tous les achats ainsi que pour toutes prestations liées aux Activités du Projet quelle que soient la nationalité et/ou la résidence du fournisseur ou du prestataire ; il en ira de même pour tout Sous-Traitant Direct étranger ou guinéen intervenant pour le Projet en Guinée, ladite exonération ne s'appliquant que pour les achats et prestations liés aux Activités du Projet.		27.3	NDF
-----	-----	--	--	------	-----

Avenant n°1 du 30 juin 2014 à la convention de base entre la République de Guinée et Alliance Mining Commodities Guinée SA pour l'exploitation des gisements de bauxite de Koumbia

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
196	TVA	Les achats de biens et services nécessaires aux Opérations Minières par la Société sont exonérés (application d'un taux 0%) de taxe sur la valeur ajoutée intérieure.		3.33.8.2	NDF
197	TVA	Les Sous-Traitants Directs bénéficient des dispositions de l'Article 33.8.2 (Taxe sur la Valeur Ajoutée) pour les biens et services qu'ils acquièrent pour les besoins de l'exécution des contrats passés avec la Société et qui sont nécessaires à leur exécution et à celles des Opérations Minières		3.33.9	NDF

Loi L/2014/016/AN du 2 juillet 2014 portant statut de la Banque Centrale de la République de Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
198	TVA	Dans le cadre des activités liées à l'accomplissement des missions qui lui sont confiées par la présente loi, la Banque Centrale est exonérée du paiement de toute taxe et de tout impôt.		91	NDF

Convention de mars 2014 entre le Gouvernement de la République de Guinée et la société Douja Promotion Groupe Addoha Guinée pour la réalisation de logements économiques dans le cadre des grands investissements dans le secteur de l'habitat

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
199	TVA	L'Etat accorde au Promoteur immobilier "Douja Promotion - Groupe Addoha Guinée", les avantages fiscaux suivants [...] : – Exonération de TVA sur les matériaux de construction, études topographiques, études et travaux de voiries et de réseaux divers (VRD), études d'urbanisme, d'architecture, et études et travaux portant sur les équipements socio-collectifs (écoles, centres de santé, etc.) mis à la charge du Promoteur immobilier par la réglementation en vigueur.		10	NDF
200	TVA	L'Etat accorde également aux Acquéreurs des logements économiques objet de la présente Convention, les avantages fiscaux suivants : [...] : – Exonération de la TVA afférente aux honoraires facturés par les Notaires en ce qui concerne les actes de vente s'inscrivant dans le cadre de la construction des 3 000 logements économiques agréés par l'Etat. [...] : – Exonération de TVA sur l'acquisition des appartements.		11	NDF

Code des douanes

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
201	TVA	Marchandises originaires du territoire douanier ou nationalisées par le paiement des droits et taxes d'entrée, en retour de l'étranger	CD 2015	278-1-a	NDF
202	TVA	Dons ou des matériels et produits fournis gratuitement à l'Etat	CD 2015	278-1-d	NDF
203	TVA	Envois de matériels ou de marchandises destinés à l'Etat ou importés pour son compte dans l'intérêt de la recherche scientifique ou de l'équipement technique du pays	CD 2015	278-1-e	NDF

204	TVA	Envois destinés à des organismes officiels et présentant un caractère culturel ou social	CD 2015	278-1-f	NDF
205	TVA	Biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures	CD 2015	278-1-g	DF
206	TVA	Envois exceptionnels dépourvus de tout caractère commercial	CD 2015	278-1-i	NDF
207	TVA	Fournitures scolaires, des instruments, appareils et autres matériels à caractère éducatif destinés exclusivement aux Etablissements d'enseignement ou de recherche scientifique	CD 2015	278-1-j	NDF
208	TVA	Sont exemptés des droits et taxes perçus au profit de l'Etat, les hydrocarbures, les lubrifiants, les houilles, les pièces de rechange, les objets de gréement (notamment machines à vapeurs, ancres, chaînes, machines et mécanique pour la manœuvre), les produits d'entretien et le matériel d'armement (notamment chaloupes, canaux), destinés à l'avitaillement des navires et des embarcations battant pavillon Guinéen, à l'exclusion des bateaux de plaisance ou de sport, qui naviguent en mer ou sur les cours d'eau affluent à la mer jusqu'au dernier Bureau ou Poste de Douane situé en amont	CD 2015	279	NDF
209	TVA	Sont exemptés des droits et taxes applicables tant à l'entrée qu'à la sortie du territoire douanier, les hydrocarbures, lubrifiants, les pièces de rechange et les produits d'entretien destinés aux aéronefs effectuant une navigation au-delà des frontières	CD 2015	285	NDF

Arrêté A/2006/1771/MEF/SGG du 21 avril 2006 portant exemptions conditionnelles et exceptionnelles à l'entrée ou à la sortie (CD2015)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
210	TVA	Les dons offerts au Président de la République de Guinée	A/2006/1771	7-a	NDF
211	TVA	Les objets importés pour leur usage personnel et celui de leur famille par les Chefs d'Etat séjournant en République de Guinée, ainsi que les ambassadeurs et diplomates étrangers directement accrédités auprès du Président de la République de Guinée	A/2006/1771	7-b	NDF
212	TVA	Les objets importés pour leur usage personnel et celui de leur famille par les membres étrangers ayant rang de chef de mission, des organismes internationaux officiels siégeant en Guinée	CD 2015 ; A/2006/1771	278-1-b ; 7-c	NDF
213	TVA	Les écussons, sceaux, pavillons et emblèmes, les livres, archives et documents officiels, les fournitures et les mobiliers de bureaux adressés par leur Gouvernement aux services diplomatiques et consulaires en Guinée	CD 2015 ; A/2006/1771	278-1-b ; 7-d	NDF
214	TVA	Les petites quantités de marchandises destinées à être exposées à titre d'échantillons au siège des ambassades, consulats ou agences consulaires	CD 2015 ; A/2006/1771	278-1-b ; 7-e	NDF
215	TVA	Les marchandises destinées à la Croix Rouge Guinéenne, et autres œuvres de solidarité de caractère national ou international	CD 2015 ; A/2006/1771	278-1-c ; 9	NDF
216	TVA	Les effets et objets en cours d'usage composant le mobilier personnel des étrangers autorisés à s'établir, à demeurer en République de Guinée ou des Guinéens qui rentrent définitivement dans leur pays	A/2006/1771	11	DF
217	TVA	Les effets et objets personnels recueillis à titre d'héritage par des membres de la famille de défunt résidant en République de Guinée, lorsqu'ils leur sont personnellement destinés et portent des traces d'usage	A/2006/1771	15	NDF
218	TVA	Les trousseaux d'élèves et d'étudiants résidant à l'étranger envoyés en Guinée pour y faire leurs études et ceux des étudiants Guinéens de retour dans leur territoire d'origine	A/2006/1771	19	NDF

219	TVA	Les dons en nature offerts ou les produits et matériels fournis gratuitement à l'Etat par des Etats étrangers, ou organismes internationaux, sous réserve que lesdits objets soient destinés aux besoins exclusifs de l'Etat	A/2006/1771	23	NDF
220	TVA	Les objets destinés aux collections des musées et bibliothèques publics, à l'exclusion des fournitures ou articles d'usage courant, alors même qu'ils ne rentrent pas dans la classe des objets de collection proprement dits. Dans ce cas, il est indispensable que les objets aient un caractère éducatif et culturel.	A/2006/1771	25	NDF
221	TVA	Les instruments et appareils adressés aux établissements d'enseignement ou de recherches scientifiques ou considérés comme tels	A/2006/1771	28	NDF
222	TVA	Les enregistrements (notamment disques enregistrés, bandes, films et films magnétiques) adressés directement à la Radiodiffusion et Télévision Guinéenne (R.T.G.)	A/2006/1771	30	DF
223	TVA	Les envois de matériel technique destiné au fonctionnement et à l'entretien des phares et balises de Guinée	A/2006/1771	32	DF
224	TVA	Le matériel technique importé par l'Agence pour la Sécurité de la Navigation aérienne en Guinée ou pour tous autres services chargés de la sécurité aérienne destiné à assurer la sécurité de la navigation aérienne	A/2006/1771	35	NDF
225	TVA	Les couronnes mortuaires et autres objets (croix, fleurs, motifs, palmes notamment) destinés à la décoration des tombes des personnes inhumées en Guinée et importés en dehors de toute idée commerciale	A/2006/1771	37-a	NDF
226	TVA	Les dépouilles mortelles	A/2006/1771	37-b	NDF
227	TVA	Les dons et secours aux prisonniers de guerre	A/2006/1771	37-c	NDF
228	TVA	Les objets apportés par les voyageurs	A/2006/1771	37-d	NDF
229	TVA	Les vêtements et effets personnels lorsqu'ils portent des traces d'usage	A/2006/1771	37-d-1	NDF
230	TVA	Les habits de théâtre qui suivent les acteurs dans leurs déplacements et instruments de musique des artistes ambulants	A/2006/1771	37-d-2	NDF
231	TVA	Les décorations envoyées directement aux intéressés à l'exclusion de celles ornées de pierres précieuses	A/2006/1771	37-e	NDF
232	TVA	Les appareils orthopédiques adressés directement aux mutilés de guerre, aux infirmes ou aux centres d'appareillage	A/2006/1771	37-f	NDF
233	TVA	Les récompenses décernées à des sociétés sportives ou autres, au cours d'épreuves, concours ou compétitions disputées hors de la Guinée	A/2006/1771	37-g	NDF
234	TVA	Les matériels de guerre et équipements destinés à la gendarmerie, à l'Armée, à la Douane, au Corps national des Sapeurs-pompiers, à la Police nationale	278-1-h ; A/2006/1771	278-1-h ; 37-h-1	NDF
235	TVA	Les objets d'avitaillement destinés aux bâtiments de guerre stationnant en Guinée	A/2006/1771	37-h-2	NDF
236	TVA	Les échantillons de médicaments et de spécialités pharmaceutiques portant la mention « échantillon médical » adressés gratuitement à la Direction de la Santé publique ou directement aux médecins par les fabricants	A/2006/1771	37-i-1	NDF
237	TVA	Les médicaments adressés à la Direction chargée de l'élevage et spécifiquement destinés à la lutte contre les maladies endémiques tropicales	A/2006/1771	37-i-2	NDF
238	TVA	Les produits, matériels et équipements médicaux destinés aux formations sanitaires et hospitalières de l'Etat	A/2006/1771	37-j	NDF

239	TVA	Les échantillons d'objets fabriqués, considérés comme sans valeur marchande, dépareillés ou incomplets et présentés dans des conditions telles qu'ils peuvent être utilisés que comme modèle ou types	A/2006/1771	37-k	NDF
240	TVA	Le matériel technique destiné aux recherches minières et importé en Guinée par le Ministère chargé des mines ou pour son compte	A/2006/1771	37-l	NDF
241	TVA	Les instruments scientifiques techniques appartenant à l'Etat, ainsi que les photographies aériennes, et destinées au Service géographique pour le relevé des cartes	A/2006/1771	37-m	NDF
242	TVA	Les envois gratuits alimentaires adressés au Gouvernement Guinéen et destinés à être répartis gratuitement	A/2006/1771	37-n	NDF
243	TVA	Le matériel et les produits fournis gratuitement aux Ministères en charge de la Santé publique	A/2006/1771	37-o	NDF
244	TVA	Le matériel et les produits fournis gratuitement aux Ministères en charge de l'éducation de la Guinée	A/2006/1771	37-o	NDF
245	TVA	Le matériel importé par les entreprises de transports aériens étrangers en Guinée (sous réserve de réciprocité) ainsi que les Compagnies aériennes nationales, pour être utilisée à l'intérieur des limites d'un aéroport international en vue de la mise en œuvre ou de l'exploitation des services aériens internationaux assurés par les dites entreprises	A/2006/1771	37-p	NDF
246	TVA	Les insecticides et produits chimiques à usage d'insecticides importés par la Direction de la Santé Publique et spécifiquement destinés à la lutte contre les grandes endémies	A/2006/1771	37-q	NDF
247	TVA	Les objets destinés à un exercice de culte	A/2006/1771	37-r	DF
248	TVA	Les imprimés présentant un caractère général et dépourvu de tout caractère commercial, destinés à des établissements du secteur public	A/2006/1771	37-s	NDF

Décret D/97/205/PRG/SGG du 18 septembre 1997 portant exonération de droits et taxes à l'importation d'intrants et de matériels à usage agricole, de pêche et d'élevage (Décret revu et versé dans le TEC)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
249	TVA	A. Les engrais : Urée, Sulfate d'ammonium. Triple superphosphate, Sulfate de potasse. NPK (17- 17- 17). NPK (15 - 15- 15) et d'une façon générale, tous les engrais figurant au chapitre 31 du Tarif des douanes, ainsi que les Dolomies et les chaux des Positions tarifaires 25-18 et 25-22. Lorsque ces deux derniers produits sont destinés à être utilisés comme amendements de terrains agricoles en correction de pH.	D/97/205	2-A	DF
250	TVA	B. Les Produits Phytosanitaires : Bénomyl 50 WP, Thiophanate Méthyle, 70 % WP. Diuron 80 WP, Glyphosate 36 % SC, Pi perophos 14,5 + Propanil 25% EC, Thiobencarbe 40 .. Propanil 20 9, EC. Cyhalothrine 10 % EC, Cyflutrine 5 % EC, Diazinon 60 % EC, Fénitrothion 25 9c + Fenvalérate 5 % EC, Pyriniphos-Methyl 50 % EC, Carbu de calcium. Ethéphon. les huiles de plantation et, d'une façon générale, les produits des Chapitres 28 et 29 du Tarif des Douanes, dès lors qu'ils sont utilisés comme engrais, insecticides, herbicides pesticides, fongicides, hormones et autres intrants agricoles pour l'agriculture, à l'exclusion des produits de l'espèce à usage domestique.	D/97/205	2-B	DF
251	TVA	C. Les semences et le matériel végétal, le matériel génétique animal et halieutique : Comme les graines, les tubercules, bulbes, les plants, les vitro plants, les rejets, les plantules, les greffons, les boutures, les porte-greffes, les œufs fécondés, les embryons, et d'une façon générale toute autre semence végétale ou animal non énumérée et leurs récipients et supports organiques, à l'exclusion des produits de l'espèce à usage alimentaire.	D/97/205	2-C	DF

252	TVA	D. Les produits entrant dans les activités d'exportation tels que :	D/97/205	2-D	DF
253	TVA	1) Caisses et plateaux d'emballage en carton ou en polystyrène expansé pour fruits, légumes et produits animaux destinés à l'exportation, stickers étiquettes produits de traitement antifongique, cornières de palettisation, coiffe-palettes, palettes, cageots, cerceuses, feuilards, filets, machines à calibrer.	D/97/205	2-D-1	DF
254	TVA	2) Les matières premières suivantes importées par campagne d'exportation et destinées à l'industrie locale : – rouleaux de papier kraft ; – rouleaux de papier serai-chimique (fluting) ; – rouleaux de papier blanc (white top) ; – colle amidon de maïs ; – granulés de polystyrène ; – formes de découpe ; – clichés d'impression.	D/97/205	2-D-2	DF
255	TVA	E. Le matériel et les intrants de pêche tels que : Les composants des filets de pêche artisanale et industrielle dont : les nappes de filets, les bobines de fils, les cordages de pêche, les flotteurs, les plombs, les bouées, les hameçons, les cannes à pêche le crin de pêche, les matières premières pour la fabrication des barques de pêche artisanale, le coaltar et le matériel de sécurité en mer (sauvage).	D/97/205	2-E	DF
256	TVA	F. Le moteur hors-bord (2 temps) ; les moteurs « In-Bord » (4 temps), de 6 à 40 CV, pour les activités de pêche artisanale, et leurs pièces de rechange.	D/97/205	2-F	DF
257	TVA	Sur demande motivée des Ministères concernés par le présent décret, les matériels énumérés ci-dessous peuvent faire l'objet d'exonération totale ou partielle des droits de taxes à l'importation fixée par Arrêté du Ministre chargé des Finances. Ce sont : – Les pulvérisateurs, atomiseurs, armatures de serres, films plastiques pour serres et paillage, tracteurs et accessoires, motoculteurs, matériels d'irrigations par aspersion et de goutte-à goutte (pompes. Motopompes. Tuyaux en matières plastiques et en métal. Goutteurs. Asperseurs et accessoires. Filtres et matériaux de filtrage), et leurs pièces de rechange ; – les matériels vétérinaires ; – les moteurs hors-bords (2 temps), les moteurs « In-Bord » (4 temps) de plus de 41 CV pour les activités de pêche (artisanale et industrielle) et leurs pièces de rechange ; – les produits réactifs pour laboratoire ; – les médicaments. Les vaccins et diluants pour la médecine vétérinaire ; – les aliments importés pour l'élevage.	D/97/205	3	DF
258	TVA	Un Arrêté du Ministre chargé des Finances, fixe, sur proposition des Ministres chargés de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, au début de chaque campagne, la liste des matériels et outillages pouvant bénéficier d'une exonération partielle des droits et taxes à l'importation suivant les catégories ci-après : – les groupes électrogènes utilisés pour la production de froid, le fonctionnement de conteneurs réfrigérés ou de calibreuses ; – les transpalettes, les chariots élévateurs, les équipements frigorifiques, les panneaux isolants.	D/97/205	4	DF

Décret D/97/039/PRG/SGG du 28 mars 1997 portant régime des exonérations douanières et fiscales applicable aux organisations non gouvernementales

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

259	TVA	Le Ministre chargé de l'Economie et des Finances est habilité à accorder, dans les conditions fixées par le présent décret, des exonérations douanières et fiscales pour les importations effectuées par les O.N.G. nationales ou étrangères régulièrement constituées.	D/97/039	1	DF
-----	-----	---	----------	---	----

Code des investissements (loi de finances 2014)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
260	TVA	Pendant la phase d'installation qui ne peut excéder trois (3) ans, à compter de la date de première importation d'équipements du Projet, l'investisseur bénéficie des avantages suivants : a) au titre des droits de douane : Exonération des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur l'importation des équipements et matériels, à l'exception des véhicules automobiles conçus pour le transport des personnes, à l'exception de la taxe d'enregistrement (TE) au taux de 0,5% et de la redevance de traitement et de liquidation (RTL) de 2% sur la valeur CAF	LF 2014	21	DF
261	TVA	[Pendant la phase de production] a) Pendant toute la durée du Projet Initié, les matières premières ou intrants importés dans le cadre du cycle de production sont assujettis à la RTL de 2%, à un droit fiscal de 6% et à la TVA de 18%. b) Toutefois, les dispositions du Tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.	LF 2014	22	NDF

Code minier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
262	TVA	Les effets personnels importés par les employés expatriés des titulaires d'un Titre minier sont exonérés de droits de douanes. On entend par effets personnels, les effets à usage domestique et n'ayant aucun caractère commercial, dans la mesure où ils sont importés en quantité raisonnable.	CM 2011, 2013	170-II nouveau	NDF

Code pétrolier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
263	TVA	Les matériaux, matériels, machines, équipements, engins et véhicules, pièces de rechange et produits consommables destinés aux Opérations Pétrolières et figurant sur les listes douanières spécifiques établies selon les dispositions de l'article 95 du présent Code peuvent être importés (i) soit en exonération de droits et taxes de douane, (ii) soit en admission temporaire avec suspension des droits et taxes de douane pour ceux destinés à être réexportés après utilisation.	CP 2014	94	DF/NDF
264	TVA	Les personnes physiques de nationalité étrangère employées par les Contractants et leurs sous-traitants directs sont exonérés, à l'exception de la redevance pour le traitement des liquidations (RTL), de tous droits et taxes relatifs à l'importation de leurs objets et effets personnels lors de leur première installation en Guinée et à leur réexportation, et bénéficient du régime de l'importation en admission temporaire exceptionnelle d'un (1) véhicule par ménage.	CP 2014	98	DF

Avenant n°1 du 23 octobre 1993 à la convention de base signée le 9 mai 1990 entre la République de Guinée et la société Delta Gold Mining Ltd

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

265	TVA	La Société, ses entrepreneurs et ses sous-traitants bénéficieront des avantages douaniers suivants, pendant la phase de recherches, de développement, de construction, et d'extension de la production ainsi que pendant les deux premières années de production. [...] c) L'exonération des droits et taxes d'entrée y compris la redevance pour traitement et liquidation (R.T.L.) exigible sur l'outillage, les produits chimiques, les produits réactifs, le matériel informatique et accessoires, le matériel de communication et accessoires, les pièces de rechanges (à l'exclusion de celles destinées aux véhicules à usage privé, et à l'exclusion des produits alimentaires), les matériaux et les matériels, machines et appareils destinés au fonctionnement de la mine et/ou à y être incorporés définitivement.		15.1-c	DF
266	TVA	Après la période d'exonération initiale de deux ans, tous les biens, matériels, équipements, matières premières non alimentaires, équipements industriels de remplacement et produits assimilés (c'est-à-dire : tous les biens de consommation tels que ciment, cyanure, etc...) importés par la SMD, ses sous-traitants et entrepreneurs, pour les besoins de l'exploitation acquitteront au maximum un droit de douane privilégié calculé sur la base de 7,6% de la valeur des biens importés et seront exonérés de tous autres droits et/ou taxe d'entrée quels qu'ils soient, tels que, mais non limités aux droits fiscaux, T.C.A., droits de douane, taxe de contrôle, redevances et droits statistiques. Ce taux cumulé de 7,6% sera dû de la 3 ^e à la 5 ^e année. Après la 5 ^e année la Société payera le taux cumulé des droits de douane de 10%. Le régime douanier ainsi défini n'est pas applicable aux produits pétroliers.		15.2	DF

Convention de base du 11 novembre 1993 entre la République de Guinée et Golden Shamrock Mines Limited et Chevaning Mining Compagny Ltd

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
267	TVA	Les Biens importés en Guinée par la Société ou par des conseillers, entrepreneurs ou sous-traitants durant la période et aux fins de (i) l'exploitation, (ii) la construction et la mise en service d'une entreprise minière de la société, (iii) pendant les deux premières années de production commerciale d'une entreprise minière de la Société, et (iv) de l'extension d'une entreprise minière de la Société, jouiront des exemptions suivantes : [...] (b) les autres Biens importés seront exemptés de taxes d'importation et de droits et impôts similaires, y compris la RTL.		13.5-b	DF
268	TVA	Les Biens importés en Guinée et qui ne peuvent pas bénéficier de l'exemption en vertu de la Clause 13.5, seront soumis à des droits de douane comme suit : (a) 5,6% de la valeur à l'importation pendant les 10 premières années d'exploitation commerciale de l'entreprise minière concernée ; (b) 10% de la valeur à l'importation au-delà de la 10 ^e me année d'exploitation commerciale de l'entreprise minière concernée.		13.7	DF

Convention du 3 novembre 2000 entre la République de Guinée et Rousski Alumini pour la réhabilitation, l'extension et l'exploitation des gisements de bauxite de Kindia

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

269	TVA	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pendant sa durée de validité, l'Investisseur, ses sous-prestataires et sous-traitants directs participant à la réalisation du projet et dans la limite de cette participation sont soumis au régime fiscal et douanier défini comme suit : [...] – Exonération des droits, taxes et redevances de douane (y compris) la TVA sur l'importation des équipements, matériels, gros outillages, engins et véhicules, à l'exception des véhicules de tourisme et des denrées alimentaires. Les pièces détachées nécessaires à ces biens d'équipements sont également exonérées.		20	NDF
-----	-----	---	--	----	-----

Convention de concession minière du 25 avril 2003 entre la République de Guinée et Euronimba pour l'exploitation des gisements de fer des monts Nimba

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
270	TVA	Les matériaux et pièces de rechange nécessaires au fonctionnement des matériels et équipements professionnels bénéficient de l'exonération totale des droits, taxes et redevances de douane.		26.3	NDF
271	TVA	Jusqu'à la clôture de l'exercice fiscal durant lequel interviendra le démarrage de l'exploitation commerciale, la Société et ses sous-traitants directs sont totalement exonérés de tous droits, taxes et redevances douaniers sur les biens d'équipement, matériels, gros outillages, engins et véhicules (hors véhicules de tourisme) ainsi que les fournitures importées appartenant à la 1ère catégorie visée à l'article 153 du Code Minier, ainsi que sur les pièces détachées, gas-oil et lubrifiant accompagnant les matériels et équipements. Cependant, ces importations sont assujetties au paiement d'une taxe d'enregistrement de 0,5% de leur valeur CAF. Le montant perçu à cet effet ne doit pas excéder le montant maximum fixé par la loi des finances.		27.1	NDF
272	TVA	Les fournitures importées appartenant à la 2ème catégorie visée à l'article 153 du Code Minier et destinées à la transformation sur place des minerais en produits finis et semi-finis (pellets, fines d'agglomération), sont exonérés de tous droits et taxes de douane. Les fournitures importées appartenant à la 1ère et à la 3ème catégories visées à l'article 153 du Code Minier et destinées à l'extraction et à la valorisation du minerai sont taxées à l'importation au taux de 5,6% de leur valeur FOB.		27.2.1	NDF

Convention de base du 15 octobre 2004 entre la République de Guinée et Guinea Alumina Corporation Ltd et Global Alumina pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine à Sangaredi

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
273	TVA	A compter de la date de signature des présentes, l'Investisseur, ses prestataires, fournisseurs et Sous-traitants directs bénéficieront [pendant la phase des travaux de construction et de toutes extensions], pour leurs activités liées au Projet, d'une exonération des droits, taxes et redevances de douane sur l'importation et la réexportation des équipements, matériels, matériaux, gros outillages, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme et des véhicules de transport de denrées alimentaires. [...] Les pièces détachées, lubrifiants et carburants (à l'exception de l'essence) nécessaires à ces biens d'équipements sont également exonérés. [...] Toutefois, les biens mentionnés ci-dessus seront assujettis au paiement, à la douane d'une taxe d'enregistrement, au taux de 2% de la valeur CAF des biens importés, le montant ainsi prélevé ne pouvant dépasser 20 000 000 de francs guinéens par an.		30.1	NDF

274	TVA	[Pendant la phase des opérations d'exploitation et de transformation,] les équipements, matériaux, gros outillages, engins, véhicules utilisés pour les besoins miniers et industriels, (à l'exception des véhicules de tourisme) ainsi que les carburants (à l'exception de l'essence), lubrifiants, autres produits pétroliers, charbons et matières premières et consommables (à l'exception des denrées alimentaires) participant directement aux opérations d'extraction et à la transformation de la bauxite seront exemptés de toute taxe douanière. [...] Aucune taxe douanière n'est exigible pour les équipements, matériaux, gros outillage, engins participant directement aux opérations d'exploitation des infrastructures ferroviaires et portuaires et de transport nécessaires au Projet.		31.1	DF
275	TVA	Les produits pétroliers (à l'exception de l'essence) nécessaires à la réalisation du Projet peuvent être importés par la Société et doivent être conformes aux spécifications en vigueur, étant entendu que la Société est exonérée des impôts, droits, taxes et redevances (la TVA comprise) sur les produits pétroliers importés.		31.1.2	NDF

Convention de base du 22 novembre 2005 entre la République de Guinée et Alcoa World Alumina Llc (Atlantic Division) et Alcan Inc. pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
276	TVA	[Pendant la phase de construction] A compter de la Date d'Entrée en Vigueur, les Investisseurs, la Société et les Sous-Traitants Directs bénéficieront, pour les Activités du Projet, d'une exonération des Droits de Douane sur l'importation et la réexportation de biens, y compris, sans que cela soit limitatif, les équipements, machines lourdes, matériels, importations opérationnelles (telles que chaux, caustique, floculants, acides), matériaux, gros outillages, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme et des denrées alimentaires. [...] Les pièces détachées, lubrifiants, charbon et carburants (à l'exception de l'essence) nécessaires aux biens d'équipement sont également exonérés. [...] Toutefois, les biens mentionnés ci-dessus seront assujettis au paiement d'une taxe d'enregistrement, au taux de 0,5% de la valeur CAF des biens importés, étant entendu que le montant total de la taxe d'enregistrement ainsi imposée et des taxes d'enregistrement payables au titre des autres stipulations du présent Article 30 ne pourra dépasser 100 000 USD par an.		30.1	NDF
277	TVA	A compter de la Date de démarrage de la Production Commerciale, les Investisseurs, la Société, les Affiliées et les Sous-Traitants Directs seront tenus, pour les Activités du Projet, d'acquitter seulement : (i) Un droit d'entrée au taux unique de 5,6% de la valeur FOB sur les biens tels que les équipements, matériaux, gros outillages, engin ou pièces de rechange, dans la mesure où la Société a établi que de tels biens constituent des investissements en capital conformément au US GAAP ; [...]		30.3-i	DF
278	TVA	Les produits pétroliers et le charbon (à l'exception de l'essence) liés aux Activités du Projet peuvent être importés par les Investisseurs, la Société et les Sous-Traitants Directs et doivent être conformes aux spécifications en vigueur, étant entendu que la Société est exonérée des Droits de Douane sur les produits pétroliers et le charbon entrant directement dans le processus de transformation de la bauxite en alumine, ainsi que les produits pétroliers et le charbon servant à produire l'énergie à cet effet.		30.4.1	NDF

279	TVA	Les investisseurs, la Société et les Sous-Traitants Directs pourront importer les explosifs industriels et leurs composants aux fins de la réalisation du Projet, étant entendu [...], que les Investisseurs, la Société et les Sous-Traitants Directs seront exonérés des Droits de Douane sur ces éléments durant la Phase de Construction et seront soumis au droit d'entrée unique de 5,6% de la valeur FOB de tels éléments pendant la Phase d'Exploitation et de Transformation.		30.5.1	NDF
-----	-----	--	--	--------	-----

Convention de base du 2 décembre 2005 entre la République de Guinée et le Groupe Third Party Logistics Trade SA pour la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite et d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
280	TVA	[Pendant la phase de construction] A compter de la Date d'Entrée en Vigueur, l'Investisseur, la Société et les Sous-Traitants Directs bénéficieront, pour les Activités du Projet, d'une exonération des Droits de Douane sur l'importation et la réexportation (sans toutefois limiter le caractère général de ce qui précède) des équipements, machines lourdes, matériels, importations opérationnelles (telles que chaux, caustique, floculants, acides), matériaux, gros outillages, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme et des denrées alimentaires. [...] Les pièces détachées, lubrifiants, charbon et carburants (à l'exception de l'essence) nécessaires aux biens d'équipement sont également exonérés. [...] Toutefois, les biens mentionnés ci-dessus seront assujettis au paiement d'une taxe d'enregistrement, au taux de 0,5% de la valeur CIF des biens importés, étant entendu que le montant total de la taxe d'enregistrement ainsi imposée ne pourra dépasser 100 000 USD par an. Les travaux d'extension bénéficieront des mêmes avantages.		30.1	NDF
281	TVA	A compter de la Date de démarrage de la Production Commerciale, la Société et les Sous-traitants directs seront tenus, pour leur activité liée au Projet, d'acquitter les droits et taxes douaniers en vigueur à la date de la signature de la présente Convention à l'exception de ce qui suit. (i) Un droit d'entrée au taux unique de 5,6% de la valeur FOB sur les biens tels que les équipements, matériaux, gros outillages, engin ou pièces de rechange, tels que définis dans la liste minière.		30.3-i	NDF
282	TVA	Les produits pétroliers (à l'exception de l'essence) nécessaires à la réalisation du Projet peuvent être importés par la Société et doivent être conformes aux spécifications en vigueur, étant entendu que la Société est exonérée des impôts, droits, taxes et redevances (la TVA comprise) sur les produits pétroliers importés appartenant à la deuxième catégorie définie à l'Article 153 du Code Minier.		30.4.1	NDF
283	TVA	La Société pourra importer les explosifs industriels aux fins de la réalisation du Projet, étant entendu que la Société est exonérée des impôts (la TVA comprise).		30.5.1	NDF

Convention de base du 16 décembre 2009 entre la République de Guinée et BSG Ressources pour l'exploitation des gisements de minerai de fer à Zogota/N'Zerekore

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
284	TVA	A compter de la date de démarrage des travaux de construction, la Société et ses Sous-Traitants directs bénéficieront pour leurs activités liées au projet, de l'exonération des droits et taxes, et redevances de douane sur les biens relevant de la Catégorie I ainsi que les pièces détachées et les lubrifiants à l'exception de la taxe d'enregistrement au taux de 0,5% de la valeur CAF avec un plafond maximum fixé par la Loi des Finances et de la redevance sur la prestation administrative (RPA).		34.4	NDF

285	TVA	Les biens importés appartenant à la Catégorie 2, et destinés à la transformation du Produit Minier en produits finis et semi-finis seront exonérés de taxes et droits de douanes. Les biens importés appartenant à la Catégorie 1 ou à la Catégorie 3 et destinés à l'extraction et à la valorisation du Produit Minier sont taxés à l'importation au taux unique de 5,6% de la valeur FOB de ces biens ainsi qu'à la redevance sur la prestation administrative.		34.5	NDF
-----	-----	--	--	------	-----

Convention minière du 30 juin 2010 entre la République de Guinée, Lissa Mining Services Company Limited et International Mining Développement SA concernant le développement, la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite, d'une raffinerie d'alumine et d'équipements annexes dans la préfecture de Fria

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
286	TVA	[Pendant la phase de travaux de construction et aux travaux d'extension] A partir de la date de la présente Convention, l'Investisseur, IMD, leurs Sociétés Affiliées et les Sous-Traitants bénéficieront, dans le cadre des activités liées au Projet, d'une exonération complète des droits de douane, prélèvements, taxes, frais et redevances sur l'importation et la réexportation d'équipements, matériels, machinerie lourde, véhicules et machines à l'exception des véhicules de tourisme ou véhicules destinés au transport de produits alimentaires. [...] Les composants, lubrifiants et combustibles (à l'exception de l'essence) nécessaires à ces équipements bénéficient également de l'exonération. [...] Toutefois, les produits susvisés seront soumis au paiement d'un droit d'enregistrement dû aux Autorités douanières au taux de 0,5% de la valeur CIF des produits importés dont le montant total perçu n'excède pas un maximum fixé par la Loi des Finances.		37.1	NDF
287	TVA	[Pendant la phase d'exploitation] – Les fournitures importées appartenant à la deuxième (2ème) catégorie visée à l'article 153 du Code Minier, à savoir les matières premières et consommables nécessaires à la transformation sur place du minerai en produits finis et semi-finis, ainsi que les produits pétroliers servant à produire de l'énergie à cet effet sont exonérés de droits et taxes de douanes.		38	NDF
288	TVA	[Pendant la phase d'exploitation] – Les fournitures importées appartenant à la première (1ère) et à la troisième (3ème) catégorie visées à l'article 153 du Code Minier, à savoir d'une part les équipements, matériels, gros outillages, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme figurant sur la liste des immobilisations des sociétés et d'autre part les matières premières et consommables nécessaires à l'extraction et à la valorisation du minerai, lorsqu'elles sont destinées à l'extraction et à la valorisation du minerai sont taxées à l'importation au taux unique de 5,6% de la valeur FOB de ces fournitures.		38	NDF
289	TVA	Pendant toute la durée du Projet Initié, l'importation des outillages, matières premières ou intrants et emballages entrant dans le cycle de fabrication des produits de l'activité agréée est soumise au paiement de 2% de RTL, d'un droit fiscal de 6% et de TVA de 20%. [...] Toutefois, les dispositions du tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.		38.1-A	NDF
290	TVA	(A) L'Investisseur et IMD seront en droit d'importer des explosifs industriels destinés au Projet, étant entendu que la Société sera exonérée de tout Impôt (y compris la TVA) sur ces produits.		38.2-A	NDF

Convention minière du 6 septembre 2013 entre la République de Guinée et CPI International Minerals and Investment Co. Ltd

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
291	TVA	L'Investisseur, toute Société de Projet, les Affiliés et Sous-traitants directs bénéficient d'une exonération totale des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur l'importation (i) des matériels de construction et d'installation, (ii) des équipements et (iii) des outillages, machines et pièces de rechange, importés jusqu'à la Date de Première Production Commerciale d'Alumine, à l'exception de la redevance sur des traitements de liquidations (RTL). L'Investisseur, toute Société de Projet, les Affiliés et Sous-traitants directs bénéficieront d'une exonération totale des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur l'importation (i) des matériels de construction et d'installation, (ii) des équipements et (iii) des outillages, machines et pièces de rechange, importés pendant la période de deux (2) ans à compter de la Date de Première Production Commerciale d'Alumine pour les importations effectuées dans le cadre de la continuation de la construction du Projet à condition que le Projet ait été réalisé à soixante dix pourcent (70%).		Annexe E-2-A	NDF
292	TVA	A compter de la Date de Première Production Commerciale d'Alumine, les importations des matières destinées exclusivement à l'extraction de la bauxite et à la transformation de la bauxite en alumine tels que le charbon, la chaux, la soude caustique, le floculent, le lubrifiant, le gaz naturel, l'acide, etc. (sans que cette liste soit exhaustive) ainsi que le fioul lourd et autres combustibles servant à produire de l'énergie pour la transformation de la bauxite en alumine sont exonérés de droits de douanes et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'exception de : – La RTL, – La taxe d'enregistrement (TE), – Les centimes additionnels (CA), et – Le prélèvement communautaire (PC). Les équipements, matériels, outillages destinés à l'extraction du Minerai seront assujettis à un droit de douane au taux unique de 6,5%. Les équipements, matériels, outillages destinés à la transformation de la bauxite en alumine sont soumis à un droit de douane au taux unique de 5%.		Annexe E-3-A-I	NDF

Convention de base amendée et consolidée du 26 mai 2014 entre la République de Guinée et SIMFER SA et Rio Tinto Mining and Exploration Ltd pour l'exploitation des gisements de fer de Simandou

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
293	TVA	[Pendant la phase des travaux de recherches et d'études,] les matériaux et pièces de rechange nécessaires au fonctionnement des matériels et équipements professionnels bénéficieront d'une exonération totale des droits, taxes et redevances de douane.		30.2	NDF
294	TVA	A compter de la date précédente immédiatement le début des travaux préliminaires et l'achat et le transport des éléments nécessitant de longs délais de livraison pour la construction de la mine, SIMFER S.A. et ses Sous-Traitants Directs bénéficieront, pour leurs activités liées au Projet, de l'exonération des droits, taxes et redevances de douane sur les équipements, matériels, gros outillages, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme et des denrées alimentaires. Les pièces détachées, carburants et lubrifiants nécessaires à ces biens d'équipements sont également exonérés.		31.1	NDF

295	TVA	[A compter de la Date de Première Production Commerciale] a) Les équipements, matériels, gros outillages, engins, véhicules utilisés pour les besoins miniers (à l'exception des véhicules de tourisme) ainsi que les carburants, lubrifiants, autres produits pétroliers et matières premières et consommables participant directement aux opérations d'extraction et à la valorisation du minerai (non compris dans les denrées alimentaires) sont taxés à l'importation au taux unique de 5,6% de la valeur FOB des importations.		32-a	NDF
296	TVA	[A compter de la Date de Première Production Commerciale] b) Par exception aux stipulations de l'Article 32(a), aucune taxe à l'importation ni aucuns droits de douanes ne sont exigibles pour les équipements, matériels, gros outillage, carburants, lubrifiants et tout autre produit pétrolier, engins et véhicules participant directement aux opérations d'exploitation des infrastructures de transport et d'évacuation nécessaires aux Infrastructures du Projets et aux Infrastructures Minières.		32-b	NDF

Accord du 11 avril 1976 entre le Royaume du Maroc et la République de Guinée relatif aux transports aériens

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
297	TVA	1. Les aéronefs utilisées par les entreprises désignées de l'une des Parties Contractantes, introduits sur le territoire de l'autre Partie Contractante, ainsi que les carburants, les huiles lubrifiantes, les rechanges, l'équipement de bord, les provisions de bord, et le matériel en général, exclusivement destinés à l'usage des aéronefs, importés et réexportés avec ces aéronefs, seront exemptés sur ce dernier territoire, des droits de douane et autre droits et taxes perçus sur les marchandises à l'entrée, à la sortie et en transit.		3-b-1	NDF
298	TVA	2. Les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechanges, l'équipement normal et les provisions de bord destinées à l'usage des aéronefs désignés au paragraphe (1) ci-dessus seront à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie Contractante ou à leur départ de celui-ci, exempts de droits de douane, frais d'inspection et autres droits et taxes similaires.		3-b-2	NDF
299	TVA	3. Les carburants et huiles lubrifiantes, mis à bord des aéronefs utilisés par les entreprises désignées d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre et ré-empotés, resteront exemptés des droits de douane, impôts de consommation et autres droits et taxes nationaux.		3-b-3	NDF

Accord du 2 avril 2015 entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Guinée relatif au transport aérien

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
300	TVA	Chaque Partie Contractante exempte les entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie Contractante des restrictions à l'importation, des droits de douane, des droits d'accises, des frais d'inspection, et des autres taxes et droits nationaux, régionaux ou locaux sur les aéronefs, les carburants, les huiles lubrifiantes, les fournitures techniques consommables, les pièces de rechange y compris les moteurs, l'équipement normal des aéronefs, l'équipement au sol, les provisions de bord et les autres articles destinés à être utilisés uniquement pour l'exploitation ou l'entretien des aéronefs des entreprises de transport aérien désignées par l'autre Partie Contractante assurant les services convenus, de même que les stocks de billets, les lettres de transport aérien, les imprimés portant le symbole des entreprises et le matériel publicitaire courant distribué gratuitement par ces entreprises désignées.		12-1	NDF
301	TVA	Les bagages et marchandises en transit direct sont exemptés des droits de douane et autres taxes.		12-4	NDF

Protocole d'accord du 28 février 2008 relatif au régime fiscal entre la République de Guinée et la Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
302	TVA	La République de Guinée donne par le présent Protocole, son accord pour exonérer les activités de la Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Guinée SA, des impôts et taxes détaillés ci-après : – Exonération de tous impôts, toutes taxes douanières sur les activités relatives au financement du développement et de la lutte contre la pauvreté y compris le financement de l'activité de microfinance, – Exonération de toutes taxes douanières et de tous impôts et taxes sur toutes importations relatives à la construction de son siège, ses agences et points de vente, – Exonération de tous impôts et taxes de quelque nature que ce soit sur les financements effectués par des ressources extérieures à la zone monétaire dans laquelle la filiale exerce ses activités, – Exonération des taxes douanières sur les importations des outils, équipements, meubles, voitures et de tous autres produits dont la BSIC a besoin pour ses activités.		1	DF

Convention du 30 août 2012 entre l'Etat Guinéen et Pearl Overseas Investments Limited pour la construction et l'exploitation d'un complexe hôtelier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
303	TVA	a) En phase de construction : – Exonération des droits, taxes et redevances de douanes y compris la TVA sur l'importation des biens, des équipements, outillages nécessaires à la réalisation des investissements ou des extensions des capacités hôtelières, Cette exonération ne vise pas les véhicules et automobiles conçus pour le transport des personnes. – La Société est passible de la taxe d'enregistrement (TE) à la douane, de la Redevance pour Traitement et de Liquidation (RTL) aux taux respectifs de 0,5% et de 2% de la valeur CAF.		4.2-a	DF

Convention de partenariat public-privé du 7 mai 2013 entre la République de Guinée et Guinea Mar Grandioso Promocao Imobiliaria e Construcoes SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
304	TVA	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention et pour une période de cinq (5) ans renouvelable d'accord parties, le Promoteur sera exonéré de : [...] vi) Les droits, taxes et redevances de douane, y compris la TVA à l'exception de la RTL sur l'importation des équipements, matériels, Matériaux, outillages et engins entrant dans la réalisation des Projets.			DF

Convention du 26 juin 2013 pour la concession de l'usage, la réhabilitation et l'exploitation de l'huilerie Synceri de Dabola

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
305	TVA	La République de Guinée garantit irrévocablement au Repreneur : – le droit d'importer tous biens d'équipements, matériels et outillages, matières premières ou consommables, produits finis ou semi-finis et plus généralement, tous biens nécessaires au Démarrage des Activités et d'exonérer, conformément au code des investissements, ces importations, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport des personnes, des droits et taxes d'entrée, y compris les taxes sur le chiffre d'affaires, perçus à l'importation en République de Guinée.		6.1	DF

Contrat d'achat d'énergie d'août 2014 : projet K-Energie					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
306	TVA	<p>Pour l'ensemble des importations d'équipements, de matériaux, de centrale, de combustible, de véhicules et de toutes choses se rattachant directement ou indirectement au projet, le Fournisseur sera exonéré totalement des droits, taxes, redevance et de la RTL ainsi que toutes taxes futures.</p> <p>Exonération fiscales et douanières 1 Tous Droits de douane et autres tarifs d'entrée 2 Tous droits, taxes, impôts et autres tarifs intérieurs; notamment : (les taxes sur les activités financières, les taxes sur les intérêts débiteur banque et autres charges financières)</p>	Certificat d'exonération MDB	17	DF

Convention d'établissement de janvier 2015 de la Banque de Développement de Guinée					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
307	TVA	<p>Est exemptée de tous droits et taxes d'entrée, y compris la TVA à l'importation de tous les équipements, matériels et outillages nécessaires au développement de la Banque.</p> <p>Cet avantage s'étendra lors de la construction du siège et des implantations de la BDG SA à l'intérieur du pays pour tous les équipements, matériels et outillages nécessaires à l'exécution desdits travaux.</p> <p>Toutefois, la BDG SA devra s'acquitter de la Taxe d'Enregistrement au taux de 0,5% de la valeur CAF à la Douane et de la Redevance de Traitement et de Liquidation (RTL) au taux de 2% de la valeur CAF.</p>		12	DF

Convention d'établissement d'avril 2015 entre la République de Guinée et Holden Holding Limited pour les centrales de Kaloum 1, 2 et Kipé					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
308	TVA	A compter de la date d'entrée en vigueur, l'Investisseur et la Société d'Exploitation, leurs Affiliés et le Personnel du Fournisseur bénéficieront, pour les activités du projet dont ils ont la charge, d'une exonération des droits, taxes et redevances de douane sur l'importation et la réexportation des équipements, matériels, matières premières, gros outillages, engins et véhicules.		8.3.1	DF

Convention du 22 juin 2015 entre l'Etat Guinéen et la Pharmacie Centrale de Guinée (PGC)					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
309	TVA	<p>Dans son rôle d'autorité de tutelle, l'Etat s'engage à : [...]</p> <p>– Aider la PCG à pratiquer dans un but social, les prix accessibles en l'exonérant pour une période de Trois (3) ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention [des] droits, taxes et redevances de douanes (y compris la TVA) sur l'importation des médicaments, dispositifs médicaux, des produits de santé définis dans la liste nationale des médicaments essentiels et la nomenclature nationale des spécialités et génériques.</p>		4	NDF

Convention entre la République de Guinée et Coujy Corporation pour l'exploitation d'un complexe industriel de transformation du bois à N'Zerekore					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF

310	TVA	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pendant une durée de quinze (15) ans, l'Investisseur participe à la réalisation du projet et dans la limite de cette participation il est soumis au régime fiscal et douanier défini comme suit : [...] – Exonération des droits, taxes et redevance de douane (y compris la TVA) sur l'importation des équipements, matériels et matériaux, outillages, engins, véhicules de tourisme et denrées alimentaires. Les pièces détachées pour ces biens d'équipement sont également exonérées.		15	DF
-----	-----	--	--	----	----

Arrêté A/2011/4895/MIPME/SGG du 1er septembre 2011 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une unité industrielle de fabrication de fer à béton à Conakry

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
311	TVA	[La société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés (Article 5 de la Loi /95/029/CTRN du 30 juin 1995, portant modification du Code des Investissements) qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
312	TVA	2. L'importation des matières consommables et emballages entrant directement dans la fabrication des produits de l'activité agréée est soumise, à compter de la date de démarrage de l'activité au paiement d'un droit unique d'entrée de six pour cent (6%) à l'exclusion de toutes autres taxes, sauf la taxe sur la valeur ajoutée, sans limitation de durée.		1-2	DF

Arrêté A/2012/7238/MIPME/SGG du 3 août 2012 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'un complexe hôtelier de grand standing de la société Chain Hotel Conakry SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
313	TVA	[La société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés (Article 5 de la Loi /95/029/CTRN du 30 juin 1995, portant modification du Code des Investissements) qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
314	TVA	2. L'importation des consommables entrant directement dans la réalisation du service de l'activité agréée est soumise, à compter de la date de démarrage de l'activité au paiement d'un droit unique d'entrée de six pour cent (6%) à l'exclusion de toutes autres taxes, sauf la taxe sur la valeur ajoutée, sans limitation de durée.		1-2	DF

Arrêté A/2012/8728/MIPME/SGG du 7 septembre 2012 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une cimenterie de la société Diamond Cement Guinée SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
315	TVA	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : A. Avantages Communs : 1. L'exonération pendant la période des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'entreprise reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-A-1	DF
316	TVA	2. L'importation des matières premières entrant directement dans la fabrication des produits de l'activité agréée est soumise, à compter de la date de démarrage de l'activité au paiement d'un droit unique d'entrée de six pour cent (6%) à l'exclusion de toutes autres taxes, sauf la taxe sur la valeur ajoutée, sans limitation de durée.		1-A-2	DF

Arrêté A/2012/10561/MIPME/SGG du 17 décembre 2012 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une unité de traitement et de conditionnement de lait en poudre de la société Soguipal SARL à Sanoyah, préfecture de Coyah

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
317	TVA	[La société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : A. Avantages Communs : 1. L'exonération pendant la période des investissements initiaux des droits et taxes, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'entreprise reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-A-1	DF
318	TVA	2. L'importation des matières premières entrant directement dans la fabrication des produits de l'activité agréée est soumise, à compter de la date de démarrage de l'activité au paiement d'un droit unique d'entrée de six pour cent (6%) à l'exclusion de toutes autres taxes, sauf la taxe sur la valeur ajoutée, sans limitation de durée.		1-A-2	DF

Arrêté A/2014/2777/MIPMEPSP/SGG du 2 juin 2014 portant agrément du projet de création et d'exploitation d'une unité de fabrication de fabrication de fer à béton, de tôles noires et de tôles ondulées galvanisées

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

319	TVA	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
320	TVA	Pendant toute la durée du Projet Initié, l'importation des matières premières ou intrants et emballages entrant dans le cycle de fabrication des produits de l'activité agréée est soumise au paiement de 2% de RTL, d'un droit fiscal de 6% et de TVA de 18%. [...] Toutefois, les dispositions du tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.		1-2	DF

Arrêté A/2014/1385/MDB/SGG du 2 septembre 2014 portant application des dispositions fiscales et douanières de la loi L/2003/004/AN

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
321	TVA	Au titre de la fiscalité douanière : – Les importations de biens d'équipements, de consommables, de produits chimiques, de matière première et des intrants agricoles de la Soguipah sont exonérées de tous droits et taxes y compris la TVA ; – Toutefois, elles sont soumises au paiement de la RTL au taux de 2%.		5	DF

Arrêté A/2014/4581/MIPMEPSP/SGG du 18 septembre 2014 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une cimenterie moderne à Massayah

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
322	TVA	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
323	TVA	Pendant toute la durée du Projet Initié, l'importation des matières premières ou intrants et emballages entrant dans le cycle de fabrication des produits de l'activité agréée est soumise au paiement de 2% de RTL, d'un droit fiscal de 6% et de TVA de 18%. [...] Toutefois, les dispositions du tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.		1-2	DF/NDF

Arrêté A/2015/1323 du 21 avril 2015 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une nouvelle unité industrielle de production d'articles en plastiques à Matoto-Conakry

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
324	TVA	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
325	TVA	Pendant toute la durée du Projet Initié, l'importation des matières premières ou intrants entrant dans le cycle de production de l'activité agréée est soumise au paiement de 2% de RTL, d'un droit fiscal de 6% et de TVA de 18%. [...] Toutefois, les dispositions du tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.		1-2	DF/NDF

Arrêté A/2016/1325/MIPMEPSP/SGG du 22 avril 2016 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une usine de préfabriqués de béton armé et de traverses de rails à Forecariah, initié par la société Piccini Guinée SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
326	TVA	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
327	TVA	Pendant toute la durée du Projet Initié, l'importation des matières premières ou intrants entrant dans le cycle de production de l'activité agréée est soumise au paiement de 2% de RTL, d'un droit fiscal de 6% et de TVA de 20%. [...] Toutefois, les dispositions du tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.		1-2	DF/NDF

Arrêté A/2016/7093/MIPMEPSP/SGG du 5 décembre 2016 portant agrément du projet d'extension de capacité de l'usine de production de ciments de la société Guinée Industries Ciments SA implantée à Kabelen, préfecture de Bubreka

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

328	TVA	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité industrielle reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
329	TVA	Pendant toute la durée du Projet Initié, l'importation des outillages, matières premières ou intrants et emballages entrant dans le cycle de fabrication des produits de l'activité agréée est soumise au paiement de 2% de RTL, d'un droit fiscal de 6% et de TVA de 20%. [...] Toutefois, les dispositions du tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.		1-2	DF/NDF
330	TVA	Franchises partielles et totales exceptionnelles : codes additionnels 718 et 720.	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)		DF
331	TVA	Matières premières des PME sans TVA : code additionnel 716	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)		DF
332	TVA	Fournitures de riz (25% de brisures) à la population, ramadan et soudure : code additionnel 026	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)		DF
333	TVA	Exonération de l'archevêché « Mise à la consommation sous exonération partielle (DUE=5.6 %) » : code 733	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)		DF

Convention d'établissement du 18 juillet 2018 pour la construction, l'extension et l'exploitation d'une unité de production de Farine de Blé SONOCO et Moulins d'Afrique

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
334	TVA	Chaque société est exemptée pendant toute la durée de la présente convention pour ce qui concerne les opérations industrielles, des impôts et taxes ci-après : l'IMF, VF, le CFU, la patente Retenue à la source sur dividende, l'IS, TVA, TVA à l'importation, TE, RTL		5.1 à 5.5	DF

Contrat du 30 septembre 2013 de fourniture de Fuel Lourde à EDG par STAR OIL Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
335	TVA	Le présent contrat est exonéré des droits et taxes exigibles y compris la TVA en République de Guinée		Art 9	DF

Certificat d'exonération à HUAWEI TECHNOLOGIES					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
336	TVA	Direction nationale des Impôts et Direction nationale des douanes Exonérations fiscales et douanières (voir contrat pour la fourniture et Installation de Dorsale nationale de Guinée...matériels à importer)	Certificat d'exonération MDB		DF

Arrêté d'agrément du 15/12/2014 du projet d'implantation et d'exploitation d'une minoterie de la société "Les Moulins d'Afrique"					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
337	TVA	Exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la TVA, perçus à l'importation, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation des investissements... Durant la phase d'installation, l'investisseur bénéficie au titre de la fiscalité intérieure de: l'exonération de la patente l'exonération de la CFU l'exonération du VF, de la TA à l'exclusion de la contribution de 1,5% pour la formation professionnelle		1	DF
338	TVA	Pendant toute la durée du projet initié, exonération partielle sur différentes taxations : CFU, patente, VF, TA jusqu'à la 8ème année.		2	DF

Arrêté A/2014/902/MIPMEPSP/SGG du... 2014 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une unité industrielle de production de Jus de fruit en pochette et en cannette de la société GOLDIS SARL à Conakry					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
339	TVA	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité industrielle reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
340	TVA	Pendant toute la durée du Projet Initié, l'importation des matières premières ou intrants et emballages entrant dans le cycle de fabrication des produits de l'activité agréée est soumise au paiement de 2% de RTL, d'un droit fiscal de 6% et de TVA de 18%. [...] Toutefois, les dispositions du tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.		1-2	DF/NDF

Contrat FED/2014/339-767 SOGEA-SATOM pour 54 645 102,00 Euros					
Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
341	TVA	La TVA et les autres taxes ne sont pas payés sur les fonds ayant leur origine l'union européenne.	Contrat FED	4	NDF

Contrat du 19 janvier 2016 entre BATIPRO et CBG relatif aux travaux de canalisation et d'évacuation des eaux de ruissellement et des eaux usées dans la Cité Victor Hugo à Kamsar

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
342	TVA	A l'exception de la TVA, Le contractant (BATIPRO), est et reste entièrement responsable du paiement de toutes taxes et tous impôts dus à l'Etat Guinéen et à ses démembrements en raison de son existence ou de l'exécution du présent contrat. Les parties conviennent que la CBG, en vertu de sa convention de base, n'est pas assujettie à la TVA, tout montant relatif à la TVA dans les factures reste à la charge du contractant.	Chap Conditions particulières	7 9.3	NDF

Contrat du 19 janvier 2016 entre BATIPRO et CBG relatif aux travaux d'extension de la morgue de Sangaredi

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
343	TVA	A l'exception de la TVA, Le contractant (BATIPRO), est et reste entièrement responsable du paiement de toutes taxes et tous impôts dus à l'Etat Guinéen et à ses démembrements en raison de son existence ou de l'exécution du présent contrat. La CBG, en vertu de sa convention de base, n'est pas assujettie à la TVA. Par conséquent, la CBG ne paye pas la TVA à ses fournisseurs. Tout écart de TVA résultant des transactions avec la CBG ne peut, en aucune manière être imputable ou réclamée à la CBG.	Chap Conditions particulières	7 8.2	NDF

Convention du 04 aout 2016 pour la construction de la cloture, d'un bloc de latrine et l'aménagement d'un système d'adduction d'eau à la 3ieme region militaire de kankan par EGUITRAG

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
344	TVA	La présente convention relative aux travaux de construction de clôture...est libellée HORS TVA		8	DF

Arrêté d'agrément du projet de modernisation et d'extension de l'usine de la société guinéenne d'emballages Coyah

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
345	TVA	Exonération pendant la période de réalisation des investissements d'extension, des droits et taxes d'entrée, y compris la TVA, perçus à l'importation, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation des investissements...		1	DF

Arrêté A/2016 du 5 décembre 2016 portant agrément du projet d'extension de capacité de l'unité de production de matelas mousses... de SIPACO sankoumbaya de Matam

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
346	TVA	L'exonération pendant la période des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la TVA, perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels..., Pendant la phase d'installation, l'investisseur bénéficie au titre de la fiscalité intérieure, de l'exonération de: la patente; la CFU; le VF; la TA à l'exclusion de la contribution pour la formation professionnelle.		1	DF

Arrêté d'agrément A/2016/1325 du 22 avril 2016 du projet d'implantation et d'exploitation d'une usine de préfabriquées de beton armées et de traverses de rails à Forecariah initié par la société PICCINI

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

347	TVA	Exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la TVA, perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation des investissements... Pendant la phase d'installation, l'investisseur bénéficie au titre de la fiscalité intérieure, de l'exonération de: la patente; la CFU; le VF; la TA à l'exclusion de la contribution pour la formation professionnelle.		1	DF
-----	-----	--	--	---	----

Arrêté A/2016/1875/du 10 juin 2016 portant agrément du projet d'extension et modernisation de l'usine de fer à béton à Massayah, Dubreka de la société ODHAV MULTI INDUSTRIE-SAU

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
348	TVA	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF

Contrat n° 2014/497... du 9 septembre 2014 du projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Conakry de la société MATCO avec la SEG

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
349	TVA	Les Droits et Taxes à la charge de l'Etat : Droit fiscal d'importation 18% assis sur le montant total hors taxe du marché TVA sur les achats locaux des matériaux et les importations de matériaux qui restent la propriété de l'Etat. Les biens et équipements qui seront importés dans le cadre de l'exécution du présent marché bénéficieront du régime d'admission temporaire...		10	NDF

Convention de partenariat du 8 août 2011 entre la République de Guinée et Welly Duck Group pour l'exploitation d'immeubles à usage locatif en Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
350	TVA	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pour une période de 8 ans à partir de la date de mise en exploitation de chaque projet, la société Weily kakimbo group SA sera exonérée de: la patente, l'IS, ou l'impôt sur le BIC, l'IMF, des droits d'enregistrements et timbre sur les actes constitutifs de la société, de l'IRCM, des droits d'admission temporaires des engins et véhicules, Des droits et taxes de douane y compris la TVA... sur l'importation des équipements, matériels, matériaux et outillages entrant dans la réalisation du projet.		10	DF

Contrat de travaux en 2010 entre le Ministère de l'énergie et de l'hydraulique de la république de guinée (EDG) et la société RMT Industrie pour la réhabilitation et l'extension des réseaux électriques de Conakry, zone de Ratoma

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

351	TVA	Droit et taxe à la charge de l'Etat: Droit fiscal d'importation (DFI) sur la valeur CAF des importations TVA assise sur le montant total du marché HT Droit d'enregistrement (gratuit).		12-b	DF
-----	-----	--	--	------	----

Contrat N° 2016/005/ du 22 janvier 2016 relatif à la conception, fourniture et construction de l'aménagement hydroélectrique de Souapiti

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
352	TVA	Les droits et Taxes à la charge de l'Etat: Droit fiscal à l'importation (DFI) payé par CTSS TVA, payée par CTSS CFU; patente; droit d'enregistrement; TA; retenue à la source sur les intérêts payés; IRCM; IMF TVA sur les achats locaux payée par CTSS.		7-B	NDF

Convention du 24 novembre 2008 entre la République de Guinée et la Société de Développement des mines Internationale Henan - Chine pour la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite et d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
353	TVA	L'investisseur, la Société et les sous-traitants directs seront exonérés de TVA sur toutes les importations directement liées aux activités du projet à l'exception du matériel et des effets exclusivement réservés à l'usage personnel de la société.		21.3	DF

Protocole d'accord du 30 août 2017 entre la Direction Nationale des Impôts et la Société Bel Air Mining SAS, relatif à l'application du régime fiscal de la phase de construction du projet de ladite Société

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
354	TVA	La Société Bel Air Mining SAS est totalement exonérée de la TVA sur l'achat de tous services, biens et autres fournitures, sur les marchés intérieurs ou importés de l'étranger. Les contractants directs et exclusifs seront totalement exonérés de la TVA sur l'achat de tous services, biens et autres fournitures, sur les marchés intérieurs ou importés de l'étranger et ceux à compter du 1er janvier 2017.		1	DF

Convention de base du 19 décembre 2016 entre la République de Guinée et la Société des mines de Mandiana (SMM) pour l'exploitation de gisements d'or dans la préfecture de Madiana

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
355	TVA	SMM, la société de recherche et ses sous-traitants exclusifs sont exonérés de la TVA		Annexe 6-I	DF

6. Droit d'accises (DA)

Taxe spécifique sur les boissons alcoolisées et autres DA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
356	DA	Produits médicamenteux alcoolisés sauf l'alcool de menthe	CGI 2015	430	NDF
357	DA	Boissons alcoolisées destinées à l'exportation à la condition qu'elles soient inscrites sur un registre spécial avec indication de la date d'envoi, de la quantité envoyée et du lieu de destination (N° certificat d'exportation)	CGI 2015	430	NDF
358	DA	Boissons alcoolisées ayant déjà supporté la taxe spécifique sur les boissons alcoolisées soit à l'entrée soit à l'intérieur	CGI 2015	430	NDF

359	DA	Ecart de taxation entre d'une part Sobragui et GIB (surtaxe : taxe spécifique) et les bières importées (taxe ad valorem de 47%)	Tarif douanier 2013/ CGI 2015 / directive CEDEAO	Art. 6 du tarif douanier 2013 ; Art. 11 de la directive CEDEAO ; Art. 430 du CGI	DF
359 Bis 1	DA	Protocole d'accord sur les cigarettes importées (20% dans le TEC entré en vigueur en 2017)	TEC 2017	Art 6 Tarif	DF
359 Bis 2	DA	Assiette minorée (valeur en douane) relativement à la directive communautaire (Article 9 : valeur en douane majorée des droits et taxes perçus à l'entrée à l'exception de la TVA).	Tarif des douanes 2013 ; Directive CEDEAO	Art 6 Tarif/ Art 9 Directive	DF

Loi L/2016/066/AN du 19 décembre 2016 portant loi de finances initiale pour l'année 2017.

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
359 Bis 3	TVA	La farine et les additifs entrant dans sa production et les huiles alimentaires sont de nouveau exonérés de TVA en 2017.	Loi de finances pour 2017	Article 6	DF

Loi L/2016/066/AN du 19 décembre 2016 portant loi de finances initiale pour l'année 2017.

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
359 Bis 4	TVA	Durant la phase de production, les entreprises agréées au code des investissements bénéficient d'avantages douaniers supplémentaires : les matières premières et intrants destinés à la fabrication des produits finis de la catégorie 0 du tarif des douanes sont passibles seulement de la redevance pour traitement de liquidation (RTL).	Loi de finances pour 2017	Article 20	DF

7. Droit de douane (DD)

Code des douanes

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
360	DD	Marchandises originaires du territoire douanier ou nationalisées par le paiement des droits et taxes d'entrée, en retour de l'étranger	CD 2015	278-1-a	NDF
361	DD	Dons ou des matériels et produits fournis gratuitement à l'Etat	CD 2015	278-1-d	NDF
362	DD	Envois de matériels ou de marchandises destinés à l'Etat ou importés pour son compte dans l'intérêt de la recherche scientifique ou de l'équipement technique du pays	CD 2015	278-1-e	NDF
363	DD	Envois destinés à des organismes officiels et présentant un caractère culturel ou social	CD 2015	278-1-f	NDF
364	DD	Biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures	CD 2015	278-1-g	DF
365	DD	Envois exceptionnels dépourvus de tout caractère commercial	CD 2015	278-1-i	NDF
366	DD	Fournitures scolaires, des instruments, appareils et autres matériels à caractère éducatif destinés exclusivement aux Etablissements d'enseignement ou de recherche scientifique	CD 2015	278-1-j	NDF

367	DD	Sont exemptés des droits et taxes perçus au profit de l'Etat, les hydrocarbures, les lubrifiants, les houilles, les pièces de rechange, les objets de gréement (notamment machines à vapeurs, ancres, chaînes, machines et mécanique pour la manœuvre), les produits d'entretien et le matériel d'armement (notamment chaloupes, canaux), destinés à l'avitaillement des navires et des embarcations battant pavillon Guinéen, à l'exclusion des bateaux de plaisance ou de sport, qui naviguent en mer ou sur les cours d'eau affluent à la mer jusqu'au dernier Bureau ou Poste de Douane situé en amont	CD 2015	279	NDF
368	DD	Sont exemptés des droits et taxes applicables tant à l'entrée qu'à la sortie du territoire douanier, les hydrocarbures, lubrifiants, les pièces de rechange et les produits d'entretien destinés aux aéronefs effectuant une navigation au-delà des frontières	CD 2015	285	NDF

Code des douanes 2015 et Arrêté A/2006/1771/MEF/SGG du 21 avril 2006 portant exemptions conditionnelles et exceptionnelles à l'entrée ou à la sortie

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
369	DD	Les objets importés pour leur usage personnel et celui de leur famille par les membres étrangers ayant rang de chef de mission, des organismes internationaux officiels siégeant en Guinée	CD 2015 ; A/2006/1771	278-1-b ; 7-c	NDF
370	DD	Les écussons, sceaux, pavillons et emblèmes, les livres, archives et documents officiels, les fournitures et les mobiliers de bureaux adressés par leur Gouvernement aux services diplomatiques et consulaires en Guinée	CD 2015 ; A/2006/1771	278-1-b ; 7-d	NDF
371	DD	Les petites quantités de marchandises destinées à être exposées à titre d'échantillons au siège des ambassades, consulats ou agences consulaires	CD 2015 ; A/2006/1771	278-1-b ; 7-e	NDF
372	DD	Les marchandises destinées à la Croix Rouge Guinéenne, et autres œuvres de solidarité de caractère national ou international	CD 2015 ; A/2006/1771	278-1-c ; 9	NDF
373	DD	Les matériels de guerre et équipements destinés à la gendarmerie, à l'Armée, à la Douane, au Corps national des Sapeurs-pompiers, à la Police nationale	CD 2015 ; A/2006/1771	278-1-h ; 37-h-1	NDF

Arrêté A/2006/1771/MEF/SGG du 21 avril 2006 portant exemptions conditionnelles et exceptionnelles à l'entrée ou à la sortie

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
374	DD	Les dons offerts au Président de la République de Guinée	A/2006/1771	7-a	NDF
375	DD	Les objets importés pour leur usage personnel et celui de leur famille par les Chefs d'Etat séjournant en République de Guinée, ainsi que les ambassadeurs et diplomates étrangers directement accrédités auprès du Président de la République de Guinée	A/2006/1771	7-b	NDF
376	DD	Les effets et objets en cours d'usage composant le mobilier personnel des étrangers autorisés à s'établir, à demeurer en République de Guinée ou des Guinéens qui rentrent définitivement dans leur pays	A/2006/1771	11	NDF
377	DD	Les effets et objets personnels recueillis à titre d'héritage par des membres de la famille de défunt résidant en République de Guinée, lorsqu'ils leur sont personnellement destinés et portent des traces d'usage	A/2006/1771	15	NDF
378	DD	Les trousseaux d'élèves et d'étudiants résidant à l'étranger envoyés en Guinée pour y faire leurs études et ceux des étudiants Guinéens de retour dans leur territoire d'origine	A/2006/1771	19	NDF

379	DD	Les dons en nature offerts ou les produits et matériels fournis gratuitement à l'Etat par des Etats étrangers, ou organismes internationaux, sous réserve que lesdits objets soient destinés aux besoins exclusifs de l'Etat	A/2006/1771	23	NDF
380	DD	Les objets destinés aux collections des musées et bibliothèques publics, à l'exclusion des fournitures ou articles d'usage courant, alors même qu'ils ne rentrent pas dans la classe des objets de collection proprement dits. Dans ce cas, il est indispensable que les objets aient un caractère éducatif et culturel.	A/2006/1771	25	NDF
381	DD	Les instruments et appareils adressés aux établissements d'enseignement ou de recherches scientifiques ou considérés comme tels	A/2006/1771	28	NDF
382	DD	Les enregistrements (notamment disques enregistrés, bandes, films et films magnétiques) adressés directement à la Radiodiffusion et Télévision Guinéenne (R.T.G.)	A/2006/1771	30	DF
383	DD	Les envois de matériel technique destiné au fonctionnement et à l'entretien des phares et balises de Guinée	A/2006/1771	32	DF
384	DD	Le matériel technique importé par l'Agence pour la Sécurité de la Navigation aérienne en Guinée ou pour tous autres services chargés de la sécurité aérienne destiné à assurer la sécurité de la navigation aérienne	A/2006/1771	35	NDF
385	DD	Les couronnes mortuaires et autres objets (croix, fleurs, motifs, palmes notamment) destinés à la décoration des tombes des personnes inhumées en Guinée et importés en dehors de toute idée commerciale	A/2006/1771	37-a	DF
386	DD	Les dépouilles mortelles	A/2006/1771	37-b	NDF
387	DD	Les dons et secours aux prisonniers de guerre	A/2006/1771	37-c	NDF
388	DD	Les objets apportés par les voyageurs	A/2006/1771	37-d	DF
389	DD	Les vêtements et effets personnels lorsqu'ils portent des traces d'usage	A/2006/1771	37-d-1	NDF
390	DD	Les habits de théâtre qui suivent les acteurs dans leurs déplacements et instruments de musique des artistes ambulants	A/2006/1771	37-d-2	NDF
391	DD	Les décorations envoyées directement aux intéressés à l'exclusion de celles ornées de pierres précieuses	A/2006/1771	37-e	NDF
392	DD	Les appareils orthopédiques adressés directement aux mutilés de guerre, aux infirmes ou aux centres d'appareillage	A/2006/1771	37-f	DF
393	DD	Les récompenses décernées à des sociétés sportives ou autres, au cours d'épreuves, concours ou compétitions disputées hors de la Guinée	A/2006/1771	37-g	DF
394	DD	Les objets d'avitaillement destinés aux bâtiments de guerre stationnant en Guinée	A/2006/1771	37-h-2	NDF
395	DD	Les échantillons de médicaments et de spécialités pharmaceutiques portant la mention « échantillon médical » adressés gratuitement à la Direction de la Santé publique ou directement aux médecins par les fabricants	A/2006/1771	37-i-1	NDF
396	DD	Les médicaments adressés à la Direction chargée de l'élevage et spécifiquement destinés à la lutte contre les maladies endémiques tropicales	A/2006/1771	37-i-2	NDF
397	DD	Les produits, matériels et équipements médicaux destinés aux formations sanitaires et hospitalières de l'Etat	A/2006/1771	37-j	DF/NDF
398	DD	Les échantillons d'objets fabriqués, considérés comme sans valeur marchande, dépareillés ou incomplets et présentés dans des conditions telles qu'ils peuvent être utilisés que comme modèle ou types	A/2006/1771	37-k	NDF

399	DD	Le matériel technique destiné aux recherches minières et importé en Guinée par le Ministère chargé des mines ou pour son compte	A/2006/1771	37-l	DF
400	DD	Les instruments scientifiques techniques appartenant à l'Etat, ainsi que les photographies aériennes, et destinées au Service géographique pour le relevé des cartes	A/2006/1771	37-m	DF/NDF
401	DD	Les envois gratuits alimentaires adressés au Gouvernement Guinéen et destinés à être répartis gratuitement	A/2006/1771	37-n	NDF
402	DD	Le matériel et les produits fournis gratuitement aux Ministères en charge de la Santé publique	A/2006/1771	37-o	NDF
403	DD	Le matériel et les produits fournis gratuitement aux Ministères en charge de l'éducation de la Guinée	A/2006/1771	37-o	NDF
404	DD	Le matériel importé par les entreprises de transports aériens étrangers en Guinée (sous réserve de réciprocité) ainsi que les Compagnies aériennes nationales, pour être utilisée à l'intérieur des limites d'un aéroport international en vue de la mise en œuvre ou de l'exploitation des services aériens internationaux assurés par les dites entreprises	A/2006/1771	37-p	NDF
405	DD	Les insecticides et produits chimiques à usage d'insecticides importés par la Direction de la Santé Publique et spécifiquement destinés à la lutte contre les grandes endémies	A/2006/1771	37-q	NDF
406	DD	Les objets destinés à un exercice de culte	A/2006/1771	37-r	DF
407	DD	Les imprimés présentant un caractère général et dépourvu de tout caractère commercial, destinés à des établissements du secteur public	A/2006/1771	37-s	DF/NDF

Décret D/97/205/PRG/SGG du 18 septembre 1997 portant exonération de droits et taxes à l'importation d'intrants et de matériels à usage agricole, de pêche et d'élevage

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
408	DD	A. Les engrais : Urée, Sulfate d'ammonium. Triple superphosphate, Sulfate de potasse. NPK (17- 17- 17). NPK (15 - 15- 15) et d'une façon générale, tous les engrais figurant au chapitre 31 du Tarif des douanes, ainsi que les Dolomies et les chaux des Positions tarifaires 25-18 et 25-22. Lorsque ces deux derniers produits sont destinés à être utilisés comme amendements de terrains agricoles en correction de pH.	D/97/205	2-A	NDF
409	DD	B. Les Produits Phytosanitaires : Bénomyl 50 WP, Thiophanate Méthyle, 70 % WP. Diuron 80 WP, Glyphosate 36 % SC, Pi perophos 14,5 + Propanil 25% EC, Thiobencarbe 40 .. Propanil 20 9, EC. Cyhalothrine 10 % EC, Cyflutrine 5 % EC, Diazinon 60 % EC, Fénitrothion 25 9c + Fenvalérate 5 % EC, Pyriniphos-Methyl 50 % EC, Carbure de calcium. Ethéphon. les huiles de plantation et, d'une façon générale, les produits des Chapitres 28 et 29 du Tarif des Douanes, dès lors qu'ils sont utilisés comme engrais, insecticides, herbicides pesticides, fongicides, hormones et autres intrants agricoles pour l'agriculture, à l'exclusion des produits de l'espèce à usage domestique.	D/97/205	2-B	NDF
410	DD	C. Les semences et le matériel végétal, le matériel génétique animal et halieutique : Comme les graines, les tubercules, bulbes, les plants, les vitro plants, les rejets, les plantules, les greffons, les boutures, les porte-greffes, les œufs fécondés, les embryons, et d'une façon générale toute autre semence végétale ou animal non énumérée et leurs récipients et supports organiques, à l'exclusion des produits de l'espèce à usage alimentaire.	D/97/205	2-C	NDF

411	DD	D. Les produits entrant dans les activités d'exportation tels que : 1) Caisses et plateaux d'emballage en carton ou en polystyrène expansé pour fruits, légumes et produits animaux destinés à l'exportation, stickers étiquettes produits de traitement antifongique, cornières de palettisation, coiffe-palettes, palettes, cageots, cerceuses, feuillards, filets, machines à calibrer.	D/97/205	2-D-1	NDF
412	DD	2) Les matières premières suivantes importées par campagne d'exportation et destinées à l'industrie locale : – rouleaux de papier kraft ; – rouleaux de papier serai-chimique (fluting) ; – rouleaux de papier blanc (white top) ; – colle amidon de maïs ; – granulés de polystyrène ; – formes de découpe ; – clichés d'impression.	D/97/205	2-D-2	NDF
413	DD	E. Le matériel et les intrants de pêche tels que : Les composants des filets de pêche artisanale et industrielle dont : les nappes de filets, les bobines de fils, les cordages de pêche, les flotteurs, les plombs, les bouées, les hameçons, les cannes à pêche le crin de pêche, les matières premières pour la fabrication des barques de pêche artisanale, le coaltar et le matériel de sécurité en mer (sauvage).	D/97/205	2-E	NDF
414	DD	F. Le moteur hors-bord (2 temps) ; les moteurs « In-Bord » (4 temps), de 6 à 40 CV, pour les activités de pêche artisanale, et leurs pièces de rechange.	D/97/205	2-F	NDF
415	DD	Sur demande motivée des Ministères concernés par le présent décret, les matériels énumérés ci-dessous peuvent faire l'objet d'exonération totale ou partielle des droits de taxes à l'importation fixée par Arrêté du Ministre chargé des Finances. Ce sont : – Les pulvérisateurs, atomiseurs, armatures de serres, films plastiques pour serres et paillage, tracteurs et accessoires, motoculteurs, matériels d'irrigations par aspersion et de goutte-à goutte (pompes. Motopompes. Tuyaux en matières plastiques et en métal. Goutteurs. Asperseurs et accessoires. Filtres et matériaux de filtrage), et leurs pièces de rechange ; – les matériels vétérinaires ; – les moteurs hors-bords (2 temps), les moteurs « In-Bord » (4 temps) de plus de 41 CV pour les activités de pêche (artisanale et industrielle) et leurs pièces de rechange ; – les produits réactifs pour laboratoire ; – les médicaments. Les vaccins et diluants pour la médecine vétérinaire ; – les aliments importés pour l'élevage.	D/97/205	3	DF
416	DD	Un Arrêté du Ministre chargé des Finances, fixe, sur proposition des Ministres chargés de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, au début de chaque campagne, la liste des matériels et outillages pouvant bénéficier d'une exonération partielle des droits et taxes à l'importation suivant les catégories ci-après : – les groupes électrogènes utilisés pour la production de froid, le fonctionnement de conteneurs réfrigérés ou de calibreuses ; – les transpalettes, les chariots élévateurs, les équipements frigorifiques, les panneaux isolants.	D/97/205	4	DF

Décret D/97/039/PRG/SGG du 28 mars 1997 portant régime des exonérations douanières et fiscales applicable aux organisations non gouvernementales

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

417	DD	Le Ministre chargé de l'Economie et des Finances est habilité à accorder, dans les conditions fixées par le présent décret, des exonérations douanières et fiscales pour les importations effectuées par les O.N.G. nationales ou étrangères régulièrement constituées.	D/97/039 - A 589 07/02/2001	1	DF
-----	----	---	-----------------------------------	---	----

Code des investissements (loi de finances 2014)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
418	DD	Pendant la phase d'installation qui ne peut excéder trois (3) ans, à compter de la date de première importation d'équipements du Projet, l'investisseur bénéficie des avantages suivants : a) au titre des droits de douane : Exonération des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur l'importation des équipements et matériels, à l'exception des véhicules automobiles conçus pour le transport des personnes, à l'exception de la taxe d'enregistrement (TE) au taux de 0,5% et de la redevance de traitement et de liquidation (RTL) de 2% sur la valeur CAF	LF 2014	21	DF
419	DD	[Pendant la phase de production] a) Pendant toute la durée du Projet Initié, les matières premières ou intrants importés dans le cadre du cycle de production sont assujettis à la RTL de 2%, à un droit fiscal de 6% et à la TVA de 18%. b) Toutefois, les dispositions du Tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.	LF 2014	22	DF

Code minier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
420	DD	Les titulaires d'un Titre d'exploitation minière acquittent, pendant la phase d'exploitation, les droits de douane au taux unique de cinq pour cent (5%) : – pour l'importation des biens visés à la première catégorie de leur liste minière, telle que définie par l'article 167 du présent Code, c'est-à-dire pour la liste des biens figurant sur le registre des immobilisations des titulaires ou bénéficiaires, dès lors qu'ils sont destinés à la transformation sur place des substances minières en produits finis et semi-finis ; – pour l'importation des biens visés à la troisième catégorie de leur liste minière, telle que définie par l'article 167 du présent Code, c'est-à-dire pour les consommables destinés à la transformation sur place des substances minières en produits finis et semi finis, à l'exclusion des carburants, lubrifiants et autres produits pétroliers. [...] Toutefois, par exception au premier paragraphe du présent article, les importations de fioul lourd destiné à la transformation sur place des substances minières en produits semi-finis ou finis sont exonérées de droits de douane sous réserve que ce fioul lourd figure sur la liste minière pour la phase d'exploitation de la mine définie à l'article 166 du présent Code déposée préalablement au commencement de la phase d'exploitation.	CM 2011, 2013	179 nouveau	DF

421	DD	<p>Les titulaires d'un Titre d'exploitation minière acquittent, pendant la phase d'exploitation, les droits de douanes au taux unique de six virgule cinq pour cent (6,5%) :</p> <ul style="list-style-type: none"> – pour l'importation des biens visés à la première catégorie de leur liste minière, telle que définie par l'article 167 du présent Code, c'est-à-dire pour la liste des biens figurant sur le registre des immobilisations des titulaires ou bénéficiaires, dès lors qu'ils sont destinés à l'extraction et à la concentration des substances minières brutes ; – pour l'importation des biens visés à la deuxième catégorie de leur liste minière, telle que définie par l'article 167 du présent Code, c'est-à-dire pour les matières premières et autres consommables destinés à l'extraction et à la concentration des substances minières brutes, à l'exclusion des carburants, lubrifiants et autres produits pétroliers. <p>[...]</p> <p>Toutefois, par exception au présent article, les importations de fioul lourd destinés à l'extraction et à la concentration des substances minières brutes sont exonérées de droits de douane sous réserve que ce fioul lourd figure sur la liste minière pour la phase d'exploitation de la mine définie à l'article 166 du présent Code déposée préalablement au commencement de la phase d'exploitation.</p>	CM 2011, 2013	180 nouveau	DF
422	DD	<p>Les effets personnels importés par les employés expatriés des titulaires d'un Titre minier sont exonérés de droits de douanes.</p> <p>On entend par effets personnels, les effets à usage domestique et n'ayant aucun caractère commercial, dans la mesure où ils sont importés en quantité raisonnable.</p>	CM 2011, 2013	170-II nouveau	NDF

Code pétrolier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
423	DD	Les matériaux, matériels, machines, équipements, engins et véhicules, pièces de rechange et produits consommables destinés aux Opérations Pétrolières et figurant sur les listes douanières spécifiques établies selon les dispositions de l'article 95 du présent Code peuvent être importés (i) soit en exonération de droits et taxes de douane, (ii) soit en admission temporaire avec suspension des droits et taxes de douane pour ceux destinés à être réexportés après utilisation.	CP 2014	94	DF
424	DD	Les personnes physiques de nationalité étrangère employées par les Contractants et leurs sous-traitants directs sont exonérés, à l'exception de la redevance pour le traitement des liquidations (RTL), de tous droits et taxes relatifs à l'importation de leurs objets et effets personnels lors de leur première installation en Guinée et à leur réexportation, et bénéficient du régime de l'importation en admission temporaire exceptionnelle d'un (1) véhicule par ménage.	CP 2014	98	DF

Avenant n°1 du 23 octobre 1993 à la convention de base signée le 9 mai 1990 entre la République de Guinée et la société Delta Gold Mining Ltd

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

425	DD	La Société, ses entrepreneurs et ses sous-traitants bénéficieront des avantages douaniers suivants, pendant la phase de recherches, de développement, de construction, et d'extension de la production ainsi que pendant les deux premières années de production. [...] c) L'exonération des droits et taxes d'entrée y compris la redevance pour traitement et liquidation (R.T.L.) exigible sur l'outillage, les produits chimiques, les produits réactifs, le matériel informatique et accessoires, le matériel de communication et accessoires, les pièces de rechanges (à l'exclusion de celles destinées aux véhicules à usage privé, et à l'exclusion des produits alimentaires), les matériaux et les matériels, machines et appareils destinés au fonctionnement de la mine et/ou à y être incorporés définitivement.		15.1-c	DF
426	DD	Après la période d'exonération initiale de deux ans, tous les biens, matériels, équipements, matières premières non alimentaires, équipements industriels de remplacement et produits assimilés (c'est-à-dire : tous les biens de consommation tels que ciment, cyanure, etc...) importés par la SMD, ses sous-traitants et entrepreneurs, pour les besoins de l'exploitation acquitteront au maximum un droit de douane privilégié calculé sur la base de 7,6% de la valeur des biens importés et seront exonérés de tous autres droits et/ou taxe d'entrée quels qu'ils soient, tels que, mais non limités aux droits fiscaux, T.C.A., droits de douane, taxe de contrôle, redevances et droits statistiques. Ce taux cumulé de 7,6% sera dû de la 3 ^e à la 5 ^e année. Après la 5 ^e année la Société payera le taux cumulé des droits de douane de 10%. Le régime douanier ainsi défini n'est pas applicable aux produits pétroliers.		15.2	DF

Convention de base du 11 novembre 1993 entre la République de Guinée et Golden Shamrock Mines Limited et Chevaning Mining Compagny Ltd

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
427	DD	Les Biens importés en Guinée par la Société ou par des conseillers, entrepreneurs ou sous-traitants durant la période et aux fins de (i) l'exploitation, (ii) la construction et la mise en service d'une entreprise minière de la société, (iii) pendant les deux premières années de production commerciale d'une entreprise minière de la Société, et (iv) de l'extension d'une entreprise minière de la Société, jouiront des exemptions suivantes : [...] (b) les autres Biens importés seront exemptés de taxes d'importation et de droits et impôts similaires, y compris la RTL.		13.5-b	DF
428	DD	Les Biens importés en Guinée et qui ne peuvent pas bénéficier de l'exemption en vertu de la Clause 13.5, seront soumis à des droits de douane comme suit : (a) 5,6% de la valeur à l'importation pendant les 10 premières années d'exploitation commerciale de l'entreprise minière concernée ; (b) 10% de la valeur à l'importation au-delà de la 10 ^e me année d'exploitation commerciale de l'entreprise minière concernée.		13.7	DF

Convention du 3 novembre 2000 entre la République de Guinée et Rousski Alumini pour la réhabilitation, l'extension et l'exploitation des gisements de bauxite de Kindia

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

429	DD	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pendant sa durée de validité, l'Investisseur, ses sous-prestataires et sous-traitants directs participant à la réalisation du projet et dans la limite de cette participation sont soumis au régime fiscal et douanier défini comme suit : [...] – Exonération des droits, taxes et redevances de douane (y compris) la TVA sur l'importation des équipements, matériels, gros outillages, engins et véhicules, à l'exception des véhicules de tourisme et des denrées alimentaires. Les pièces détachées nécessaires à ces biens d'équipements sont également exonérées.		20	DF
-----	----	--	--	----	----

Convention de concession minière du 21 juillet 2001 entre la République de Guinée et la société Rousski Alumini Management de la Fédération de Russie pour la production de bauxite et d'alumine à Dian-Dian

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
430	DD	[Pendant la phase des travaux de recherches et d'études complémentaires,] les matériaux et pièces de rechange nécessaires au fonctionnement des matériels et équipements professionnels bénéficieront d'une exonération totale des droits, taxes et redevance de douane.		28.1.3	DF
431	DD	A compter de la décision d'investissement et de la date de démarrage des travaux de constructions ou d'extension telle que définie par l'Etude de faisabilité (TEO) et la présente Convention, la Société bénéficie, pour ses activités liées au Projet, de l'exonération de tous les droits, taxes et redevances de douane sur les équipements, matériels, gros outillage, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme et des denrées alimentaires. Les pièces détachées, lubrifiants et carburants nécessaires à ces biens d'équipements sont également exonérés.		28.2.1	DF
432	DD	A compter de la date de première production commerciale, la Société et ses Soumissionnaires bénéficient pour leurs activités liées au Projet, de l'exonération totale des droits, taxes (y compris la TVA et la taxe d'enregistrement de 0,5% de la valeur CAF) et redevance de douane sur les équipements, matériels, gros outillages, engins, véhicules utilisés pour les besoins miniers (à l'exception des véhicules de tourisme), ainsi que les matières premières, pièces de rechange et consommables utilisés directement aux opérations d'exploitation et de transformation nécessaire au Projet, seront exonérés.		28.3.1	DF
433	DD	Les produits pétroliers (à l'exception de l'essence) et lubrifiants nécessaires à la réalisation du Projet peuvent être importés par la Société et doivent être conformes aux spécifications en vigueur, étant entendu que la Société est exonérée de tous les impôts, droits, taxes et redevances sur les produits pétroliers et lubrifiants importés.		28.4.1	DF
434	DD	La Société pourra importer les explosifs industriels aux fins de la réalisation du Projet, étant entendu que la Société est exonérée de tous les impôts, droits, taxes et redevances par rapport aux explosifs importés.		28.5.1	DF

Convention de concession minière du 25 avril 2003 entre la République de Guinée et Euronimba pour l'exploitation des gisements de fer des monts Nimba

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
435	DD	Les matériaux et pièces de rechange nécessaires au fonctionnement des matériels et équipements professionnels bénéficient de l'exonération totale des droits, taxes et redevances de douane.		26.3	DF

436	DD	Jusqu'à la clôture de l'exercice fiscal durant lequel interviendra le démarrage de l'exploitation commerciale, la Société et ses sous-traitants directs sont totalement exonérés de tous droits, taxes et redevances douaniers sur les biens d'équipement, matériels, gros outillages, engins et véhicules (hors véhicules de tourisme) ainsi que les fournitures importées appartenant à la 1ère catégorie visée à l'article 153 du Code Minier, ainsi que sur les pièces détachées, gas-oil et lubrifiant accompagnant les matériels et équipements. Cependant, ces importations sont assujetties au paiement d'une taxe d'enregistrement de 0,5% de leur valeur CAF. Le montant perçu à cet effet ne doit pas excéder le montant maximum fixé par la loi des finances.		27.1	DF
437	DD	Les fournitures importées appartenant à la 2ème catégorie visée à l'article 153 du Code Minier et destinées à la transformation sur place des minerais en produits finis et semi-finis (pellets, fines d'agglomération), sont exonérés de tous droits et taxes de douane. Les fournitures importées appartenant à la 1ère et à la 3ème catégories visées à l'article 153 du Code Minier et destinées à l'extraction et à la valorisation du minerai sont taxées à l'importation au taux de 5,6% de leur valeur FOB.		27.2.1	DF

Convention de base du 15 octobre 2004 entre la République de Guinée et Guinea Alumina Corporation Ltd et Global Alumina pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine à Sangaredi

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
438	DD	A compter de la date de signature des présentes, l'Investisseur, ses prestataires, fournisseurs et Sous-traitants directs bénéficieront [pendant la phase des travaux de construction et de toutes extension], pour leurs activités liées au Projet, d'une exonération des droits, taxes et redevances de douane sur l'importation et la réexportation des équipements, matériels, matériaux, gros outillages, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme et des véhicules de transport de denrées alimentaires. [...] Les pièces détachées, lubrifiants et carburants (à l'exception de l'essence) nécessaires à ces biens d'équipements sont également exonérés. [...] Toutefois, les biens mentionnés ci-dessus seront assujettis au paiement, à la douane d'une taxe d'enregistrement, au taux de 2% de la valeur CAF des biens importés, le montant ainsi prélevé ne pouvant dépasser 20 000 000 de francs guinéens par an.		30.1	DF
439	DD	[Pendant la phase des opérations d'exploitation et de transformation,] les équipements, matériaux, gros outillages, engins, véhicules utilisés pour les besoins miniers et industriels, (à l'exception des véhicules de tourisme) ainsi que les carburants (à l'exception de l'essence), lubrifiants, autres produits pétroliers, charbons et matières premières et consommables (à l'exception des denrées alimentaires) participant directement aux opérations d'extraction et à la transformation de la bauxite seront exemptés de toute taxe douanière. [...] Aucune taxe douanière n'est exigible pour les équipements, matériaux, gros outillage, engins participant directement aux opérations d'exploitation des infrastructures ferroviaires et portuaires et de transport nécessaires au Projet.		31.1	DF
440	DD	Les produits pétroliers (à l'exception de l'essence) nécessaires à la réalisation du Projet peuvent être importés par la Société et doivent être conformes aux spécifications en vigueur, étant entendu que la Société est exonérée des impôts, droits, taxes et redevances (la TVA comprise) sur les produits pétroliers importés.		31.1.2	DF

Convention de base du 22 novembre 2005 entre la République de Guinée et Alcoa World Alumina Llc (Atlantic Division) et Alcan Inc. pour la construction et l'exploitation d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
441	DD	[Pendant la phase de construction] A compter de la Date d'Entrée en Vigueur, les Investisseurs, la Société et les Sous-Traitants Directs bénéficieront, pour les Activités du Projet, d'une exonération des Droits de Douane sur l'importation et la réexportation de biens, y compris, sans que cela soit limitatif, les équipements, machines lourdes, matériels, importations opérationnelles (telles que chaux, caustique, floculants, acides), matériaux, gros outillages, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme et des denrées alimentaires. [...] Les pièces détachées, lubrifiants, charbon et carburants (à l'exception de l'essence) nécessaires aux biens d'équipement sont également exonérés. [...] Toutefois, les biens mentionnés ci-dessus seront assujettis au paiement d'une taxe d'enregistrement, au taux de 0,5% de la valeur CAF des biens importés, étant entendu que le montant total de la taxe d'enregistrement ainsi imposée et des taxes d'enregistrement payables au titre des autres stipulations du présent Article 30 ne pourra dépasser 100 000 USD par an.		30.1	DF
442	DD	A compter de la Date de démarrage de la Production Commerciale, les Investisseurs, la Société, les Affiliées et les Sous-Traitants Directs seront tenus, pour les Activités du Projet, d'acquitter seulement : (i) Un droit d'entrée au taux unique de 5,6% de la valeur FOB sur les biens tels que les équipements, matériaux, gros outillages, engin ou pièces de rechange, dans la mesure où la Société a établi que de tels biens constituent des investissements en capital conformément au US GAAP ; [...]		30.3-i	DF
443	DD	Les produits pétroliers et le charbon (à l'exception de l'essence) liés aux Activités du Projet peuvent être importés par les Investisseurs, la Société et les Sous-Traitants Directs et doivent être conformes aux spécifications en vigueur, étant entendu que la Société est exonérée des Droits de Douane sur les produits pétroliers et le charbon entrant directement dans le processus de transformation de la bauxite en alumine, ainsi que les produits pétroliers et le charbon servant à produire l'énergie à cet effet.		30.4.1	DF
444	DD	Les investisseurs, la Société et les Sous-Traitants Directs pourront importer les explosifs industriels et leurs composants aux fins de la réalisation du Projet, étant entendu [...], que les Investisseurs, la Société et les Sous-Traitants Directs seront exonérés des Droits de Douane sur ces éléments durant la Phase de Construction et seront soumis au droit d'entrée unique de 5,6% de la valeur FOB de tels éléments pendant la Phase d'Exploitation et de Transformation.		30.5.1	DF

Convention de base du 2 décembre 2005 entre la République de Guinée et le Groupe Third Party Logistics Trade SA pour la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite et d'une usine d'alumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

445	DD	[Pendant la phase de construction] A compter de la Date d'Entrée en Vigueur, l'Investisseur, la Société et les Sous-Traitants Directs bénéficieront, pour les Activités du Projet, d'une exonération des Droits de Douane sur l'importation et la réexportation (sans toutefois limiter le caractère général de ce qui précède) des équipements, machines lourdes, matériels, importations opérationnelles (telles que chaux, caustique, floculants, acides), matériaux, gros outillages, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme et des denrées alimentaires. [...] Les pièces détachées, lubrifiants, charbon et carburants (à l'exception de l'essence) nécessaires aux biens d'équipement sont également exonérés. [...] Toutefois, les biens mentionnés ci-dessus seront assujettis au paiement d'une taxe d'enregistrement, au taux de 0,5% de la valeur CIF des biens importés, étant entendu que le montant total de la taxe d'enregistrement ainsi imposée ne pourra dépasser 100 000 USD par an. Les travaux d'extension bénéficieront des mêmes avantages.		30.1	DF
446	DD	A compter de la Date de démarrage de la Production Commerciale, la Société et les Sous-traitants directs seront tenus, pour leur activité liée au Projet, d'acquitter les droits et taxes douaniers en vigueur à la date de la signature de la présente Convention à l'exception de ce qui suit. (i) Un droit d'entrée au taux unique de 5,6% de la valeur FOB sur les biens tels que les équipements, matériaux, gros outillages, engin ou pièces de rechange, tels que définis dans la liste minière.		30.3-i	DF
447	DD	Les produits pétroliers (à l'exception de l'essence) nécessaires à la réalisation du Projet peuvent être importés par la Société et doivent être conformes aux spécifications en vigueur, étant entendu que la Société est exonérée des impôts, droits, taxes et redevances (la TVA comprise) sur les produits pétroliers importés appartenant à la deuxième catégorie définie à l'Article 153 du Code Minier.		30.4.1	DF
448	DD	La Société pourra importer les explosifs industriels aux fins de la réalisation du Projet, étant entendu que la Société est exonérée des impôts (la TVA comprise).		30.5.1	DF

Convention de base du 16 décembre 2009 entre la République de Guinée et BSG Ressources pour l'exploitation des gisements de minerai de fer à Zogota/N°Zerekore

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
449	DD	A compter de la date de démarrage des travaux de construction, la Société et ses Sous-Traitants directs bénéficieront pour leurs activités liées au projet, de l'exonération des droits et taxes, et redevances de douane sur les biens relevant de la Catégorie I ainsi que les pièces détachées et les lubrifiants à l'exception de la taxe d'enregistrement au taux de 0,5% de la valeur CAF avec un plafond maximum fixé par la Loi des Finances et de la redevance sur la prestation administrative (RPA).		34.4	DF
450	DD	Les biens importés appartenant à la Catégorie 2, et destinés à la transformation du Produit Minier en produits finis et semi-finis seront exonérés de taxes et droits de douanes. Les biens importés appartenant à la Catégorie 1 ou à la Catégorie 3 et destinés à l'extraction et à la valorisation du Produit Minier sont taxés à l'importation au taux unique de 5,6% de la valeur FOB de ces biens ainsi qu'à la redevance sur la prestation administrative.		34.5	DF

Convention minière du 30 juin 2010 entre la République de Guinée, Lissa Mining Services Company Limited et International Mining Development SA concernant le développement, la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite, d'une raffinerie d'alumine et d'équipements annexes dans la préfecture de Fria

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

451	DD	[Pendant la phase de travaux de construction et aux travaux d'extension] A partir de la date de la présente Convention, l'Investisseur, IMD, leurs Sociétés Affiliées et les Sous-Traitants bénéficieront, dans le cadre des activités liées au Projet, d'une exonération complète des droits de douane, prélèvements, taxes, frais et redevances sur l'importation et la réexportation d'équipements, matériels, machinerie lourde, véhicules et machines à l'exception des véhicules de tourisme ou véhicules destinés au transport de produits alimentaires. [...] Les composants, lubrifiants et combustibles (à l'exception de l'essence) nécessaires à ces équipements bénéficient également de l'exonération. [...] Toutefois, les produits susvisés seront soumis au paiement d'un droit d'enregistrement dû aux Autorités douanières au taux de 0,5% de la valeur CIF des produits importés dont le montant total perçu n'excède pas un maximum fixé par la Loi des Finances.		37.1	DF
452	DD	[Pendant la phase d'exploitation] – Les fournitures importées appartenant à la deuxième (2ème) catégorie visée à l'article 153 du Code Minier, à savoir les matières premières et consommables nécessaires à la transformation sur place du minerai en produits finis et semi-finis, ainsi que les produits pétroliers servant à produire de l'énergie à cet effet sont exonérés de droits et taxes de douanes.		38	DF
453	DD	[Pendant la phase d'exploitation] – Les fournitures importées appartenant à la première (1ère) et à la troisième (3ème) catégorie visées à l'article 153 du Code Minier, à savoir d'une part les équipements, matériels, gros outillages, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme figurant sur la liste des immobilisations des sociétés et d'autre part les matières premières et consommables nécessaires à l'extraction et à la valorisation du minerai, lorsqu'elles sont destinées à l'extraction et à la valorisation du minerai sont taxées à l'importation au taux unique de 5,6% de la valeur FOB de ces fournitures.		38	DF
454	DD	(A) Les produits pétroliers (à l'exception de l'essence) nécessaires à la mise en œuvre du Projet pourront être importés par l'Investisseur, IMD, leurs Sociétés Affiliées et les Sous-Traitants et devront se conformer aux spécifications en vigueur. Ceux-ci seront exonérés de tous droits et taxes (y compris la TVA).		38.1-A	DF
455	DD	(A) L'Investisseur et IMD seront en droit d'importer des explosifs industriels destinés au Projet, étant entendu que la Société sera exonérée de tout Impôt (y compris la TVA) sur ces produits.		38.2-A	DF

Convention minière du 6 septembre 2013 entre la République de Guinée et CPI International Minerals and Investment Co. Ltd

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

456	DD	<p>L'Investisseur, toute Société de Projet, les Affiliés et Sous-traitants directs bénéficient d'une exonération totale des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur l'importation (i) des matériels de construction et d'installation, (ii) des équipements et (iii) des outillages, machines et pièces de rechange, importés jusqu'à la Date de Première Production Commerciale d'Alumine, à l'exception de la redevance sur des traitements de liquidations (RTL).</p> <p>L'Investisseur, toute Société de Projet, les Affiliés et Sous-traitants directs bénéficieront d'une exonération totale des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur l'importation (i) des matériels de construction et d'installation, (ii) des équipements et (iii) des outillages, machines et pièces de rechange, importés pendant la période de deux (2) ans à compter de la Date de Première Production Commerciale d'Alumine pour les importations effectuées dans le cadre de la continuation de la construction du Projet à condition que le Projet ait été réalisé à soixante-dix pourcent (70%).</p>		Annexe E-2-A	DF
457	DD	<p>A compter de la Date de Première Production Commerciale d'Alumine, les importations des matières destinées exclusivement à l'extraction de la bauxite et à la transformation de la bauxite en alumine tels que le charbon, la chaux, la soude caustique, le floculent, le lubrifiant, le gaz naturel, l'acide, etc. (sans que cette liste soit exhaustive) ainsi que le fioul lourd et autres combustibles servant à produire de l'énergie pour la transformation de la bauxite en alumine sont exonérés de droits de douanes et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'exception de :</p> <ul style="list-style-type: none"> – La RTL, – La taxe d'enregistrement (TE), – Les centimes additionnels (CA), et – Le prélèvement communautaire (PC). <p>Les équipements, matériels, outillages destinés à l'extraction du Minerai seront assujettis à un droit de douane au taux unique de 6,5%.</p> <p>Les équipements, matériels, outillages destinés à la transformation de la bauxite en alumine sont soumis à un droit de douane au taux unique de 5%.</p>		Annexe E-3-A-I	DF

Convention de base amendée et consolidée du 26 mai 2014 entre la République de Guinée et SIMFER SA et Rio Tinto Mining and Exploration Ltd pour l'exploitation des gisements de fer de Simandou

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
458	DD	[Pendant la phase des travaux de recherches et d'études,] les matériaux et pièces de rechange nécessaires au fonctionnement des matériels et équipements professionnels bénéficieront d'une exonération totale des droits, taxes et redevances de douane.		30.2	DF
459	DD	A compter de la date précédente immédiatement le début des travaux préliminaires et l'achat et le transport des éléments nécessitant de longs délais de livraison pour la construction de la mine, SIMFER S.A. et ses Sous-Traitants Directs bénéficieront, pour leurs activités liées au Projet, de l'exonération des droits, taxes et redevances de douane sur les équipements, matériels, gros outillages, engins et véhicules à l'exception des véhicules de tourisme et des denrées alimentaires. Les pièces détachées, carburants et lubrifiants nécessaires à ces biens d'équipements sont également exonérés.		31.1	DF

460	DD	[A compter de la Date de Première Production Commerciale] a) Les équipements, matériels, gros outillages, engins, véhicules utilisés pour les besoins miniers (à l'exception des véhicules de tourisme) ainsi que les carburants, lubrifiants, autres produits pétroliers et matières premières et consommables participant directement aux opérations d'extraction et à la valorisation du minerai (non compris dans les denrées alimentaires) sont taxés à l'importation au taux unique de 5,6% de la valeur FOB des importations.		32-a	DF
461	DD	[A compter de la Date de Première Production Commerciale] b) Par exception aux stipulations de l'Article 32(a), aucune taxe à l'importation ni aucuns droits de douanes ne sont exigibles pour les équipements, matériels, gros outillage, carburants, lubrifiants et tout autre produit pétrolier, engins et véhicules participant directement aux opérations d'exploitation des infrastructures de transport et d'évacuation nécessaires aux Infrastructures du Projets et aux Infrastructures Minières.		32-b	DF

Accord du 11 avril 1976 entre le Royaume du Maroc et la République de Guinée relatif aux transports aériens

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
462	DD	1. Les aéronefs utilisées par les entreprises désignées de l'une des Parties Contractantes, introduits sur le territoire de l'autre Partie Contractante, ainsi que les carburants, les huiles lubrifiantes, les rechanges, l'équipement de bord, les provisions de bord, et le matériel en général, exclusivement destinés à l'usage des aéronefs, importés et réexportés avec ces aéronefs, seront exemptés sur ce dernier territoire, des droits de douane et autre droits et taxes perçus sur les marchandises à l'entrée, à la sortie et en transit.		3-b-1	NDF
463	DD	2. Les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechanges, l'équipement normal et les provisions de bord destinées à l'usage des aéronefs désignés au paragraphe (1) ci-dessus seront à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie Contractante ou à leur départ de celui-ci, exempts de droits de douane, frais d'inspection et autres droits et taxes similaires.		3-b-2	NDF
464	DD	3. Les carburants et huiles lubrifiantes, mis à bord des aéronefs utilisés par les entreprises désignées d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre et ré-empotés, resteront exemptés des droits de douane, impôts de consommation et autres droits et taxes nationaux.		3-b-3	NDF

Accord du 2 avril 2015 entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Guinée relatif au transport aérien

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
465	DD	Chaque Partie Contractante exempte les entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie Contractante des restrictions à l'importation, des droits de douane, des droits d'accises, des frais d'inspection, et des autres taxes et droits nationaux, régionaux ou locaux sur les aéronefs, les carburants, les huiles lubrifiantes, les fournitures techniques consommables, les pièces de rechange y compris les moteurs, l'équipement normal des aéronefs, l'équipement au sol, les provisions de bord et les autres articles destinés à être utilisés uniquement pour l'exploitation ou l'entretien des aéronefs des entreprises de transport aérien désignées par l'autre Partie Contractante assurant les services convenus, de même que les stocks de billets, les lettres de transport aérien, les imprimés portant le symbole des entreprises et le matériel publicitaire courant distribué gratuitement par ces entreprises désignées.		12-1	NDF

466	DD	Les bagages et marchandises en transit direct sont exemptés des droits de douane et autres taxes.		12-4	NDF
-----	----	---	--	------	-----

Protocole d'accord du 28 février 2008 relatif au régime fiscal entre la République de Guinée et la Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
467	DD	La République de Guinée donne par le présent Protocole, son accord pour exonérer les activités de la Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Guinée SA, des impôts et taxes détaillés ci-après : – Exonération de tous impôts, toutes taxes douanières sur les activités relatives au financement du développement et de la lutte contre la pauvreté y compris le financement de l'activité de microfinance, – Exonération de toutes taxes douanières et de tous impôts et taxes sur toutes importations relatives à la construction de son siège, ses agences et points de vente, – Exonération de tous impôts et taxes de quelque nature que ce soit sur les financements effectués par des ressources extérieures à la zone monétaire dans laquelle la filiale exerce ses activités, – Exonération des taxes douanières sur les importations des outils, équipements, meubles, voitures et de tous autres produits dont la BSIC a besoin pour ses activités.		1	DF

Convention du 30 août 2012 entre l'Etat Guinéen et Pearl Overseas Investments Limited pour la construction et l'exploitation d'un complexe hôtelier

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
468	DD	a) En phase de construction : – Exonération des droits, taxes et redevances de douanes y compris la TVA sur l'importation des biens, des équipements, outillages nécessaires à la réalisation des investissements ou des extensions des capacités hôtelières, Cette exonération ne vise pas les véhicules et automobiles conçus pour le transport des personnes. – La Société est passible de la taxe d'enregistrement (TE) à la douane, de la Redevance pour Traitement et de Liquidation (RTL) aux taux respectifs de 0,5% et de 2% de la valeur CAF.		4.2-a	DF

Convention de partenariat public-privé du 7 mai 2013 entre la République de Guinée et Guinea Mar Grandioso Promocao Imobiliaria e Construcoes SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
469	DD	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention et pour une période de cinq (5) ans renouvelable d'accord parties, le Promoteur sera exonéré de : [...] vi) Les droits, taxes et redevances de douane, y compris la TVA à l'exception de la RTL sur l'importation des équipements, matériels, Metraux, outillages et engins entrant dans la réalisation des Projets.			DF

Convention du 26 juin 2013 pour la concession de l'usage, la réhabilitation et l'exploitation de l'huilerie Synceri de Dabola

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

470	DD	La République de Guinée garantit irrévocablement au Repreneur : – le droit d'importer tous biens d'équipements, matériels et outillages, matières premières ou consommables, produits finis ou semi-finis et plus généralement, tous biens nécessaires au Démarrage des Activités et d'exonérer, conformément au code des investissements, ces importations, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport des personnes, des droits et taxes d'entrée, y compris les taxes sur le chiffre d'affaires, perçus à l'importation en République de Guinée.		6.1	DF
-----	----	--	--	-----	----

Contrat d'achat d'énergie d'août 2014 : projet K-Energie

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
471	DD	Pour l'ensemble des importations d'équipements, de matériaux, de centrale, de combustible, de véhicules et de toutes choses se rattachant directement ou indirectement au projet, le Fournisseur sera exonéré totalement des droits, taxes, redevance et de la RTL ainsi que toutes taxes futures.		17	DF

Convention d'établissement de janvier 2015 de la Banque de Développement de Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
472	DD	Est exemptée de tous droits et taxes d'entrée, y compris la TVA à l'importation de tous les équipements, matériels et outillages nécessaires au développement de la Banque. Cet avantage s'étendra lors de la construction du siège et des implantations de la BDG SA à l'intérieure du pays pour tous les équipements, matériels et outillages nécessaires à l'exécution desdits travaux. Toutefois, la BDG SA devra s'acquitter de la Taxe d'Enregistrement au taux de 0,5% de la valeur CAF à la Douane et de la Redevance de Traitement et de Liquidation (RTL) au taux de 2% de la valeur CAF.		12	DF

Convention d'établissement d'avril 2015 entre la République de Guinée et Holden Holding Limited pour les centrales de Kaloum 1, 2 et Kipé

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
473	DD	A compter de la date d'entrée en vigueur, l'Investisseur et la Société d'Exploitation, leurs Affiliés et le Personnel du Fournisseur bénéficieront, pour les activités du projet dont ils ont la charge, d'une exonération des droits, taxes et redevances de douane sur l'importation et la réexportation des équipements, matériels, matières premières, gros outillages, engins et véhicules.		8.3.1	DF

Convention du 22 juin 2015 entre l'Etat Guinéen et la Pharmacie Centrale de Guinée (PGC)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
474	DD	Dans son rôle d'autorité de tutelle, l'Etat s'engage à : [...] – Aider la PCG à pratiquer dans un but social, les prix accessibles en l'exonérant pour une période de Trois (3) ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention [des] droits, taxes et redevances de douanes (y compris la TVA) sur l'importation des médicaments, dispositifs médicaux, des produits de santé définis dans la liste nationale des médicaments essentiels et la nomenclature nationale des spécialités et génériques.		4	DF

Convention entre la République de Guinée et Coujy Corporation pour l'exploitation d'un complexe industriel de transformation du bois à N'Zerekore

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

475	DD	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pendant une durée de quinze (15) ans, l'Investisseur participe à la réalisation du projet et dans la limite de cette participation il est soumis au régime fiscal et douanier défini comme suit : [...] – Exonération des droits, taxes et redevance de douane (y compris la TVA) sur l'importation des équipements, matériels et matériaux, outillages, engins, véhicules de tourisme et denrées alimentaires. Les pièces détachées pour ces biens d'équipement sont également exonérées.		15	DF
-----	----	--	--	----	----

Arrêté A/2011/4895/MIPME/SGG du 1er septembre 2011 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une unité industrielle de fabrication de fer à béton à Conakry

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
476	DD	[La société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés (Article 5 de la Loi /95/029/CTRN du 30 juin 1995, portant modification du Code des Investissements) qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
477	DD	2. L'importation des matières consommables et emballages entrant directement dans la fabrication des produits de l'activité agréée est soumise, à compter de la date de démarrage de l'activité au paiement d'un droit unique d'entrée de six pour cent (6%) à l'exclusion de toutes autres taxes, sauf la taxe sur la valeur ajoutée, sans limitation de durée.		1-2	DF

Arrêté A/2012/7238/MIPME/SGG du 3 août 2012 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'un complexe hôtelier de grand standing de la société Chain Hotel Conakry SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
478	DD	[La société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés (Article 5 de la Loi /95/029/CTRN du 30 juin 1995, portant modification du Code des Investissements) qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
479	DD	2. L'importation des consommables entrant directement dans la réalisation du service de l'activité agréée est soumise, à compter de la date de démarrage de l'activité au paiement d'un droit unique d'entrée de six pour cent (6%) à l'exclusion de toutes autres taxes, sauf la taxe sur la valeur ajoutée, sans limitation de durée.		1-2	DF

Arrêté A/2012/8728/MIPME/SGG du 7 septembre 2012 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une cimenterie de la société Diamond Cement Guinée SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
480	DD	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : A. Avantages Communs : 1. L'exonération pendant la période des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'entreprise reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-A-1	DF
481	DD	2. L'importation des matières premières entrant directement dans la fabrication des produits de l'activité agréée est soumise, à compter de la date de démarrage de l'activité au paiement d'un droit unique d'entrée de six pour cent (6%) à l'exclusion de toutes autres taxes, sauf la taxe sur la valeur ajoutée, sans limitation de durée.		1-A-2	DF

Arrêté A/2012/10561/MIPME/SGG du 17 décembre 2012 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une unité de traitement et de conditionnement de lait en poudre de la société Soguipal SARL à Sanoyah, préfecture de Coyah

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
482	DD	[La société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : A. Avantages Communs : 1. L'exonération pendant la période des investissements initiaux des droits et taxes, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'entreprise reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-A-1	DF
483	DD	2. L'importation des matières premières entrant directement dans la fabrication des produits de l'activité agréée est soumise, à compter de la date de démarrage de l'activité au paiement d'un droit unique d'entrée de six pour cent (6%) à l'exclusion de toutes autres taxes, sauf la taxe sur la valeur ajoutée, sans limitation de durée.		1-A-2	DF

Arrêté A/2014/2777/MIPMEPSP/SGG du 2 juin 2014 portant agrément du projet de création et d'exploitation d'une unité de fabrication de fer à béton, de tôles noires et de tôles ondulées galvanisées

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

484	DD	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
485	DD	Pendant toute la durée du Projet Initié, l'importation des matières premières ou intrants et emballages entrant dans le cycle de fabrication des produits de l'activité agréée est soumise au paiement de 2% de RTL, d'un droit fiscal de 6% et de TVA de 18%. [...] Toutefois, les dispositions du tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.		1-2	DF

Arrêté A/2014/1385/MDB/SGG du 2 septembre 2014 portant application des dispositions fiscales et douanières de la loi L/2003/004/AN

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
486	DD	Au titre de la fiscalité douanière : – Les importations de biens d'équipements, de consommables, de produits chimiques, de matières premières et des intrants agricoles de la Soguipah sont exonérées de tous droits et taxes y compris la TVA ; – Toutefois, elles sont soumises au paiement de la RTL au taux de 2%.		5	DF

Arrêté A/2014/4581/MIPMEPSP/SGG du 18 septembre 2014 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une cimenterie moderne à Massayah

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
487	DD	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
488	DD	Pendant toute la durée du Projet Initié, l'importation des matières premières ou intrants et emballages entrant dans le cycle de fabrication des produits de l'activité agréée est soumise au paiement de 2% de RTL, d'un droit fiscal de 6% et de TVA de 18%. [...] Toutefois, les dispositions du tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.		1-2	DF

Arrêté A/2015/1323 du 21 avril 2015 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une nouvelle unité industrielle de production d'articles en plastiques à Matoto-Conakry

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

489	DD	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
490	DD	Pendant toute la durée du Projet Initié, l'importation des matières premières ou intrants entrant dans le cycle de production de l'activité agréée est soumise au paiement de 2% de RTL, d'un droit fiscal de 6% et de TVA de 18%. [...] Toutefois, les dispositions du tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.		1-2	DF

Arrêté A/2016/1325/MIPMEPSP/SGG du 22 avril 2016 portant agrément du projet d'implantation et d'exploitation d'une usine de préfabriqués de béton armé et de traverses de rails à Forecariah, initié par la société Piccini Guinée SA

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
491	DD	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
492	DD	Pendant toute la durée du Projet Initié, l'importation des matières premières ou intrants entrant dans le cycle de production de l'activité agréée est soumise au paiement de 2% de RTL, d'un droit fiscal de 6% et de TVA de 20%. [...] Toutefois, les dispositions du tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.		1-2	DF

Arrêté A/2016/7093/MIPMEPSP/SGG du 5 décembre 2016 portant agrément du projet d'extension de capacité de l'usine de production de ciments de la société Guinée Industries Ciments SA implantée à Kabelen, préfecture de Bubreka

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

493	DD	[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont : 1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel. [...] Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité industrielle reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.		1-1	DF
494	DD	Pendant toute la durée du Projet Initié, l'importation des outillages, matières premières ou intrants et emballages entrant dans le cycle de fabrication des produits de l'activité agréée est soumise au paiement de 2% de RTL, d'un droit fiscal de 6% et de TVA de 20%. [...] Toutefois, les dispositions du tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.		1-2	DF

Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
495	DD	Franchises partielles et totales exceptionnelles : codes additionnels 718 et 720.	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)		DF
496	DD	Matières premières des PME sans TVA : code additionnel 716	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)		DF
497	DD	Fournitures de riz (25% de brisures) à la population, ramadan et soudure : code additionnel 026	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)		DF
498	DD	Exonération de l'archevêché «'Mise à la consommation sous exonération partielle (DUE=5.6 %)» : code 024 et 102	Codes additionnels dans fichiers SYDONIA (à préciser)		DF

Contrat FED/2014/339-767 SOGEA-SATOM pour 54 645 102,00 Euros

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
499	DD	La TVA et les autres taxes ne sont pas payées sur les fonds ayant leur origine l'union européenne.	Contrat FED	4	NDF

Contrat du 19 janvier 2016 entre BATIPRO et CBG relatif aux travaux de canalisation et d'évacuation des eaux de ruissellement et des eaux usées dans la Cité Victor Hugo à Kamsar

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
--------	-------	-------------	--------	---------	--------

500	DD	<p>exonération pendant la période de réalisation des investissements d'extension, des droits et taxes d'entrée, y compris la TVA, perçus à l'importation, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation des investissements...</p> <p>L'importation des matières premières entrant dans la fabrication des produits de l'activité agréée est soumise, à compter de la date de démarrage de l'activité au paiement d'un droit unique d'entrée de six pour cent (6%) à l'exclusion de toute autre taxes, sauf la TVA, sans limite de durée.</p>		1 et 2	DF
-----	----	---	--	--------	----

Arrêté A/2016 du 5 décembre 2016 portant agrément du projet d'extension de capacité de l'unité de production de matelas mousses... de SIPACO sankoumbaya de Matam

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
501	DD	<p>L'exonération pendant la période des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la TVA, perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels...,</p> <p>Pendant la phase d'installation, l'investisseur bénéficie au titre de la fiscalité intérieure, de l'exonération de: la patente; la CFU; le VF; la TA à l'exclusion de la contribution pour la formation professionnelle.</p>		1	DF

Arrêté d'agrément A/2016/1325 du 22 avril 2016 du projet d'implantation et d'exploitation d'une usine de préfabriquées de béton armées et de traverses de rails à Forecariah initié par la société PICCINI

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
502	DD	<p>Exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la TVA, perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation des investissements...</p> <p>Pendant la phase d'installation, l'investisseur bénéficie au titre de la fiscalité intérieure, de l'exonération de:</p> <p>la patente; la CFU; le VF; la TA à l'exclusion de la contribution pour la formation professionnelle.</p>		1	DF

Arrêté A/2016/1875/du 10 juin 2016 portant agrément du projet d'extension et modernisation de l'usine de fer à béton à Massayah, Dubreka de la société ODHAV MULTI INDUSTRIE-SAU

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
503	DD	<p>[La Société] bénéficie des avantages communs à tous les régimes privilégiés qui sont :</p> <p>1. L'exonération pendant la période de réalisation des investissements initiaux des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), perçus à l'importation en Guinée, des équipements, matériels et outillages nécessaires à la réalisation de ces investissements, à l'exclusion des véhicules automobiles conçus pour le transport du personnel.</p> <p>[...]</p> <p>Toutefois, pour l'application des dispositions indiquées ci-dessus, l'unité reste passible de la taxe d'enregistrement à la douane et de la redevance de traitement et de liquidation aux taux respectifs de 0,5% et 2% de la valeur CAF des biens de capital dont la liste complète est jointe au présent Arrêté.</p>		1-1	DF

Contrat n° 2014/497... du 9 septembre 2014 du projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Conakry de la société MATCO avec la SEG

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
504	DD	Les Droits et Taxes à la charge de l'Etat : Droit fiscal d'importation 18% assis sur le montant total hors taxe du marché TVA sur les achats locaux des matériaux et les importations de matériaux qui restent la propriété de l'Etat. Les biens et équipements qui seront importés dans le cadre de l'exécution du présent marché bénéficieront du régime d'admission temporaire...		10	NDF

Convention de partenariat du 8 août 2011 entre la République de Guinée et Welly Duck Group pour l'exploitation d'immeubles à usage locatif en Guinée

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
505	DD	A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention et pour une période de 8 ans à partir de la date de mise en exploitation de chaque projet, la société Weily kakimbo group SA sera exonérée de: la patente, l'IS, ou l'impôt sur le BIC, l'IMF, des droits d'enregistrements et timbre sur les actes constitutifs de la société, de l'IRCM, des droits d'admission temporaires des engins et et véhicules, Des droits et taxes de douane y compris la TVA... sur l'importation des équipements, matériels, matériaux et outillages entrant dans la réalisation du projet.		10	DF

Contrat de travaux en 2010 entre le Ministère de l'énergie et de l'hydraulique de la république de guinée (EDG) et la société RMT Industrie pour la réhabilitation et l'extension des réseaux électriques de Conakry, zone de Ratoma

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
506	DD	Droit et taxe à la charge de l'Etat: Droit fiscal d'importation (DFI) sur la valeur CAF des importation TVA assise sur le montant total du marché HT Droit d'enregistrement (gratis).		12-b	NDF

Contrat N° 2016/005/ du 22 janvier 2016 relatif à la conception, fourniture et construction de l'aménagement hydroélectrique de Souapiti

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
507	DD	Les droits et Taxes à la charge de l'Etat: Droit fiscal à l'importation (DFI) payé par CTSS TVA, payée par CTS CFU; patente; droit d'enregistrement; TA; retenue à la source sur les intérêts payés; IRCM; IMF TVA sur les achats locaux payée par CTSS.		7-B	NDF

Convention du 24 novembre 2008 entre la République de Guinée et la Société de Développement des mines Internationale Henan - Chine pour la construction et l'exploitation d'une mine de bauxite et d'une usine d'allumine

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
508	DD	A l'exception des impôts, droits et taxes, droits de douane énumérés au présent article et qui s'appliquent selon la loi applicable et les conditions figurant dans la convention et ses annexes, l'investisseur, la société et les sous-traitants directs ne seront soumis à aucun autre impôt et taxe ou droit de douane pendant la durée de la période de stabilisation définie à l'article 25 de la convention.Droit de douane à l'importation au taux unique de 5,6%...		21.2	DF

Convention de base du 19 décembre 2016 entre la république de guinée et la société des mines de Mandiana (SMM) pour l'exploitation de gisements d'or dans la préfecture de Madiana

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
509	DD	... le taux des droits de douane applicable pendant les 5 premières années à compter de la date de première production commerciale sera égal à cinq pourcents (5%)...		Annexe6-L	DF

Loi L/2016/066/AN du 19 décembre 2016 portant loi de finances initiale pour l'année 2017.

Numéro	Impôt	Disposition	Source	Article	DF/NDF
509 bis	DD	Durant la phase de production, les entreprises agréées au code des investissements bénéficient d'avantages douaniers supplémentaires : les matières premières et intrants destinés à la fabrication des produits finis de la catégorie 0 du tarif des douanes sont passibles seulement de la redevance pour traitement de liquidation (RTL).	Loi de finances pour 2017	Article 20	NDF